



Budget supplémentaire des dépenses (A) 2018-2019

Pour
l'exercice se terminant
le 31 mars 2019

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada,
représentée par le président du Conseil du Trésor, 2018

Publié par le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada
90 rue Elgin, Ottawa, Ontario, K1A 0R5, Canada

No de catalogue : BT31-2/1F-PDF
ISBN or ISSN : 1702-515X

Ce document est disponible sur Canada.ca, le site Web du gouvernement du Canada.

Ce document est disponible en médias substituts sur demande.

Nota : Pour ne pas alourdir le texte français, le masculin est utilisé
pour désigner tant les hommes que les femmes.

Also available in English under the title: Supplementary Estimates (A), 2018-19

À moins d'indication contraire, l'information que renferme cette publication peut être reproduite, en tout ou en partie et par quelque moyen que ce soit, sans frais ou autre permission du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada (SCT), pourvu qu'une diligence raisonnable soit exercée afin d'assurer l'exactitude de l'information reproduite, que le SCT soit mentionné comme l'organisation source, et que la reproduction ne soit présentée ni comme une version officielle ni comme une copie ayant été faite en collaboration avec le SCT ou avec son consentement.

Budget supplémentaire des dépenses (A) 2018-2019

Pour
l'exercice se terminant
le 31 mars 2019

BUDGET DES DÉPENSES 2018-2019

Budget supplémentaire des dépenses (A) 2018-2019

Introduction

Le présent budget supplémentaire des dépenses est composé de six sections distinctes :

- **Faits saillants du présent budget des dépenses**, notamment l'incidence globale de ces dépenses sur le plan des dépenses du gouvernement et les crédits autorisés pour l'exercice;
- **Renseignements généraux** concernant le processus du budget des dépenses et la façon d'utiliser ce document;
- **Principaux sommaires** des crédits présentés dans le présent budget des dépenses en vue de l'approbation du Parlement ou à titre d'information, les principaux postes et les initiatives horizontales;
- **Détails par organisation** portant sur les crédits votés demandés dans le cadre du présent budget des dépenses, ainsi que les mises à jour des prévisions législatives;
- **Annexe – Postes devant être inclus dans les annexes proposées au projet de loi de crédits**;
- **Renseignements supplémentaires** disponibles en ligne sur les crédits votés et les crédits législatifs.

Faits saillants du présent budget des dépenses

Le Budget supplémentaire des dépenses (A) 2018-2019 vise à demander l'approbation du Parlement pour de nouvelles dépenses votées d'un montant de 7,5 milliards de dollars. La majorité de ces nouvelles dépenses sont affectées aux éléments suivants :

- investissements dans l'infrastructure fédérale, y compris l'achat de 3 brise-glaces pour la Garde côtière canadienne, les paiements liés aux projets du pont Gordie-Howe et du nouveau corridor du pont Champlain, ainsi que les installations de santé et sociales dans les collectivités autochtones;
- mise en œuvre des ententes de règlement pour des revendications particulières en vertu des traités Williams ainsi qu'une revendication particulière sur les avantages liés à l'agriculture en vertu du Traité no 8;
- services de santé, sociaux et d'éducation et soutien aux enfants des Premières Nations en vertu du principe de Jordan;
- augmentation des salaires et des avantages sociaux pour les nouvelles conventions collectives conclues dans l'administration publique;
- investissements dans la défense, y compris l'équipement militaire, la mise à niveau de la technologie de l'information ainsi que les projets de construction et de modernisation du complexe Carling à Ottawa.

Dans l'ensemble, les besoins de financement pour les 10 principaux organismes représentent 86 % des 7,5 milliards de dollars de dépenses votées demandées dans le présent budget. De ces organismes, les 8 organismes suivants demandent plus de 200 millions de dollars à l'appui de leurs priorités :

- le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien (1,7 milliard de dollars);
- le ministère des Services aux Autochtones Canada (1,2 milliard de dollars);
- le ministère des Pêches et des Océans (978,2 millions de dollars);
- le Secrétariat du Conseil du Trésor (815,5 millions de dollars);
- le Bureau de l'infrastructure du Canada (548,2 millions de dollars);
- le ministère de la Défense nationale (393,5 millions de dollars);
- le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement (316,6 millions de dollars);
- l'Autorité du pont Windsor-Détroit (283,6 millions de dollars).

Les dépenses prévues indiquées au tableau A2.11 du budget fédéral de 2018 sont financées au moyen des affectations du crédit central du Conseil du Trésor pour l'exécution du budget. Ces affectations sont publiées en ligne et mises à jour mensuellement.

Renseignements généraux

Avant de dépenser des fonds publics, le gouvernement doit obtenir l'autorisation du Parlement, soit au moyen de lois adoptées auparavant qui accordent une autorisation permanente, soit au moyen d'un projet de loi de crédits annuel déposé et adopté au Parlement. Comme pour les autres projets de loi, les projets de loi de crédits deviennent des lois une fois qu'ils ont été approuvés par la Chambre des communes et le Sénat et qu'ils ont reçu la sanction royale.

Pour appuyer l'examen des projets de loi par le Parlement, le président du Conseil du Trésor dépose au Parlement, avant la présentation de chacun des projets de loi de crédits, un document du budget des dépenses (budget provisoire, budget principal ou budget supplémentaire) qui fournit des renseignements et des détails sur les autorisations de dépenses demandées.

Bien que le budget principal des dépenses fournisse un aperçu des besoins en matière de dépenses pour l'exercice à venir, le budget supplémentaire des dépenses présente de l'information sur les besoins supplémentaires en matière des dépenses qui n'étaient pas suffisamment étoffées au moment du dépôt du budget principal des dépenses ou encore qui ont été peaufinées par la suite pour prendre en compte les changements apportés à des programmes ou à des services particuliers.

Le présent Budget supplémentaire des dépenses (A) 2018-2019 est le premier des deux budgets supplémentaires des dépenses prévus pour l'exercice en cours.

Le document que le président du Conseil du Trésor dépose au Parlement comprend :

- un sommaire des besoins financiers supplémentaires du gouvernement;
- un aperçu des principales demandes de financement et des initiatives horizontales;
- les faits saillants des nouveaux besoins en matière de crédits et des changements de structure;
- les détails sur le financement par organisation;
- une annexe proposée au projet de loi de crédits devant être approuvé par le Parlement.

Les renseignements supplémentaires suivants sont également accessibles en ligne :

- une liste détaillée des montants accordés en vertu de lois inscrits au budget des dépenses;
- une répartition détaillée des dépenses prévues par article courant de dépense, comme le personnel, les services professionnels et les paiements de transfert;
- les dépenses prévues par programme ou objet selon l'architecture d'alignement des programmes ou le cadre de rapport ministériel de l'organisation;
- les affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor (y compris le crédit d'exécution du budget 2018-2019);
- une liste des transferts entre organisations;
- un sommaire graphique des faits saillants financiers.

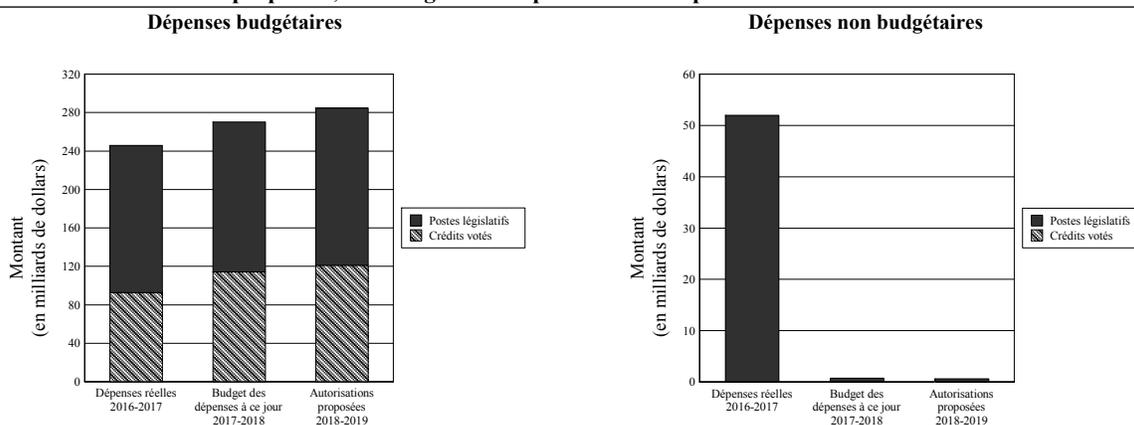
La terminologie qui suit est utilisée dans l'ensemble du document :

- Les **dépenses réelles 2016-2017** désignent les dépenses réelles publiées dans les Comptes publics de 2017;
- Le **budget des dépenses à ce jour 2017-2018** comprend le montant total des besoins inscrits dans le budget principal des dépenses et les budgets supplémentaires des dépenses (A), (B) et (C) de l'exercice visé;
- Les **autorisations à ce jour** comprennent les montants inscrits dans les budgets des dépenses précédents de l'exercice en cours, les autorisations sur deux ans, et les affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor;
- Le **présent budget supplémentaire des dépenses** renvoie aux exigences inscrites dans le budget supplémentaire des dépenses (A);
- Les **autorisations proposées** sont la somme de tous les montants inscrits dans les budgets des dépenses de l'exercice en cours, les autorisations sur deux ans, et les affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor;
- Les **dépenses budgétaires** incluent les frais de la dette publique, les dépenses de fonctionnement et en capital, les paiements de transfert aux autres ordres de gouvernement, à des organisations ou à des particuliers, et les paiements aux sociétés d'État;
- Les **dépenses non budgétaires**, ou les prêts, placements et avances, sont des dépenses qui correspondent à des modifications de la valeur des actifs financiers du gouvernement. Les montants négatifs indiquent que les recouvrements sont supérieurs aux dépenses;
- Les **crédits votés** sont ceux qui doivent être autorisés par le Parlement en vertu d'un projet de loi de crédits;
- Les **dépenses législatives (postes législatifs)** sont celles qui sont autorisées par le Parlement par l'entremise de lois habilitantes et dont les prévisions sont présentées à titre d'information pour le Parlement.

Sommaire du budget des dépenses

Le Budget supplémentaire des dépenses (A) 2018-2019 présente des renseignements à l'appui des dépenses budgétaires votées de 7,5 milliards de dollars, pour un total de 121,1 milliards de dollars en 2018-2019. Il s'agit d'une augmentation de 6,6 % par rapport aux autorisations à ce jour.

Comparaison des autorisations proposées, des budgets des dépenses et des dépenses réelles



	Budget des dépenses 2018-2019				
	Dépenses réelles 2016-2017	Budget des dépenses à ce jour 2017-2018	Autorisations à ce jour (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Dépenses budgétaires					
Crédits votés	92 748 873 806	114 364 499 985	113 554 422 738	7 547 444 901	121 101 867 639
Postes législatifs	153 180 072 446	155 899 261 279	163 201 257 632	555 125 940	163 756 383 572
Total des dépenses budgétaires	245 928 946 252	270 263 761 264	276 755 680 370	8 102 570 841	284 858 251 211
Dépenses non budgétaires					
Crédits votés	47 619 011	71 103 003	57 103 001	.....	57 103 001
Postes législatifs	51 943 831 646	643 316 617	542 457 741	.....	542 457 741
Total des dépenses non budgétaires	51 991 450 657	714 419 620	599 560 742	.....	599 560 742

Nota : Les autorisations à ce jour et les autorisations proposées comprennent des autorisations sur deux ans de 688 378 886 \$ destinées à l'Agence des services frontaliers du Canada, à l'Agence du revenu du Canada et à l'Agence Parcs Canada. Ces trois organismes sont autorisés à reporter à 2018-2019 les fonds approuvés en 2017-2018. Le tableau qui suit (les budgets supplémentaires dans le cadre du budget des dépenses) ne tient compte que des budgets des dépenses de 2018-2019, et exclut donc les autorisations sur deux ans.

Budget des dépenses à ce jour pour 2018-2019

Deux budgets des dépenses ont été déposés antérieurement pour 2018-2019. Le Budget provisoire des dépenses 2018-2019 a été déposé le 12 février 2018 et présentait 30,9 milliards de dollars en dépenses budgétaires votées et 14,3 millions de dollars en prêts, placements et avances.

Le Budget principal des dépenses 2018-2019, déposé le 16 avril 2018, visait à obtenir l'autorisation du Parlement pour des crédits annuels afin de dépenser 112,9 milliards de dollars en dépenses budgétaires votées et 57,1 millions de dollars en dépenses non budgétaires votées. Le Budget principal des dépenses 2018-2019 présentait également des renseignements au sujet des montants législatifs de 163,1 milliards de dollars en dépenses budgétaires et 542,5 millions de dollars en prêts, placements et avances. Les montants indiqués comprenaient les montants déjà inscrits dans le budget provisoire des dépenses, mais ne s'y ajoutaient pas.

Le Budget supplémentaire des dépenses (A) 2018-2019 fournit des renseignements à l'appui des dépenses budgétaires votées de 7,5 milliards de dollars. Les modifications aux prévisions des dépenses législatives sont également indiquées, soit une augmentation de 555,1 millions de dollars des dépenses budgétaires législatives.

Lois de crédits en 2018-2019

La Loi de crédits no 1 pour 2018-2019 a reçu la sanction royale le 29 mars 2018 et a fourni des crédits provisoires aux organisations tribulaires de crédits pour répondre à leurs besoins jusqu'à la fin juin 2018.

La Loi de crédits no 2 pour 2018-2019 a reçu la sanction royale le 21 juin 2018 et a fourni des crédits pour le solde des dépenses prévues présentées dans le Budget principal des dépenses 2018-2019.

En décembre 2018, le président du Conseil du Trésor présentera un projet de loi pour l'obtention du financement inscrit au Budget supplémentaire des dépenses (A) 2018-2019.

Les budgets supplémentaires dans le cadre du budget des dépenses

	Budget des dépenses 2018-2019			Total
	Budget principal	Budget supplémentaire		
		A	B	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits votés	112 866 043 852	7 547 444 901	.....	120 413 488 753
Postes législatifs	163 101 677 725	555 125 940	.....	163 656 803 665
Total des dépenses budgétaires	275 967 721 577	8 102 570 841	.....	284 070 292 418
Dépenses non budgétaires				
Crédits votés	57 103 001	.....	.....	57 103 001
Postes législatifs	542 457 741	.....	.....	542 457 741
Total des dépenses non budgétaires	599 560 742	.....	.....	599 560 742

Principaux postes

La section qui suit présente, aux fins de l'approbation par le Parlement, un aperçu des principaux postes financés par des crédits votés, figurant dans le présent budget supplémentaire des dépenses.

Ministère des Pêches et des Océans : 827,3 millions de dollars

Fonds pour l'approvisionnement de trois brise-glaces pour la Garde côtière canadienne

Ces fonds appuieront l'acquisition, la conversion, la remise en état et l'exploitation de trois brise-glaces commerciaux. Ces brise-glaces fourniront une capacité provisoire à la Garde côtière canadienne pendant que les navires existants feront l'objet d'entretien et de prolongation de durée de vie, et que les navires de remplacement seront construits dans le cadre de la Stratégie nationale de construction navale.

Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien : 666,0 millions de dollars

Fonds pour le règlement de revendications particulières en vertu des traités Williams

Les traités Williams concernent l'acquisition par la Couronne en 1923 de trois grands territoires dans le sud et le centre de l'Ontario. Ces fonds serviront à couvrir les coûts de négociation, de services juridiques et de ratification de l'accord de règlement des revendications particulières des traités Williams et à fournir une indemnisation aux Premières Nations.

Secrétariat du Conseil du Trésor : 541,4 millions de dollars

Fonds pour les rajustements à la rémunération – Virements aux ministères et aux organismes pour des rajustements salariaux négociés

Ces fonds serviront à indemniser les ministères, les organismes et les sociétés d'État tributaires de crédits parlementaires pour les répercussions des conventions collectives et d'autres rajustements connexes apportés aux modalités de service ou d'emploi. Les coûts découlent des ententes signées entre le 1er août 2017 et le 10 août 2018.

Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien, ministère des Services aux Autochtones Canada et ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile : 438,5 millions de dollars

Fonds pour les projets liés aux infrastructures dans les collectivités autochtones

Les fonds seront répartis parmi 14 initiatives visant à répondre aux besoins essentiels en matière d'infrastructure et à soutenir les programmes d'infrastructure existants dans les collectivités autochtones. Ils permettront d'appuyer des projets comme les postes de soins infirmiers, des établissements de soins de longue durée, des installations des services de police, et des installations de traitement de l'eau et des eaux usées.

Ministère des Services aux Autochtones Canada : 423,1 millions de dollars

Fonds pour le Programme amélioré pour l'approvisionnement en eau potable et le traitement des eaux usées des Premières Nations et pour surveiller et analyser l'eau potable dans les réserves

Ces fonds seront alloués à l'infrastructure d'approvisionnement en eau potable et de traitement des eaux usées dans les réserves, à l'exploitation et à l'entretien des installations, à la formation des opérateurs des réseaux de distribution d'eau, et à la surveillance et à l'analyse de l'eau potable.

Ministère des Services aux Autochtones Canada : 323,3 millions de dollars

Fonds pour les services de santé, sociaux et d'éducation et le soutien aux enfants des Premières Nations en vertu du principe de Jordan

Le principe de Jordan permet de veiller à ce que tous les enfants des Premières Nations puissent avoir accès aux produits, aux services et au soutien dont ils ont besoin, au moment où ils en ont besoin. Ces fonds peuvent couvrir, par exemple, des fournitures et des équipements médicaux spécialisés, de la physiothérapie et de l'orthophonie, des services de répit et d'autres services de soins à domicile, ainsi que des soutiens en éducation spécialisée.

Bureau de l'infrastructure du Canada : 291,8 millions de dollars

Fonds pour le projet de corridor du nouveau pont Champlain

En avril 2018, le gouvernement du Canada et le Groupe Signature sur le Saint-Laurent ont annoncé une entente de règlement visant à régler des enjeux comme les dépassements de coûts liés au transport de pièces surdimensionnées et aux retards de construction. Ces fonds serviront à payer le règlement, y compris les coûts liés à l'accélération des travaux pour rattraper les retards de construction, et à établir une réserve pour des éventualités pour 2018-2019.

Autorité du pont Windsor-Détroit : 283,6 millions de dollars

Fonds pour le pont international Gordie-Howe

Ces fonds permettront de couvrir les coûts du projet et de la construction du pont international Gordie-Howe, ainsi que les coûts d'exploitation de l'Autorité.

Ministère de la Défense nationale : 282,2 millions de dollars**Fonds pour les dépenses en immobilisations à l'appui de la politique Protection, Sécurité, Engagement**

Ces fonds serviront à financer des investissements d'une valeur de moins de 100 millions de dollars, notamment pour l'achat d'équipement militaire, comme des véhicules, des chariots élévateurs à fourches, des grues mobiles, du matériel de laboratoire, des serveurs et des logiciels de technologie de l'information. Les fonds appuieront également la modernisation des installations du Commandement du renseignement des Forces canadiennes ainsi que des projets de construction et de modernisation du complexe Carling à Ottawa.

Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien : 239,4 millions de dollars**Fonds pour régler la revendication particulière sur les avantages liés à l'agriculture en vertu du Traité no 8 de la Nation crie de Little Red River**

Ces fonds serviront à couvrir les paiements d'indemnisation, ainsi que les coûts de négociation, de services juridiques et de ratification de la Première Nation.

Bureau de l'infrastructure du Canada : 210,4 millions de dollars**Financement pour assumer les engagements de PPP Canada par rapport au Fonds PPP Canada**

PPP Canada Inc., une société d'État créée dans le but de promouvoir les partenariats public-privé, a été dissoute en mars 2018. Ces fonds permettront à Infrastructure Canada de respecter les accords de financement restants avec d'autres ordres du gouvernement, que le gouvernement avait conclus en vertu de l'ancien Fonds PPP Canada.

Modifications apportées à la structure gouvernementale et aux autorisations depuis le Budget principal des dépenses 2018-2019

Les modifications apportées à la structure gouvernementale sont reflétées dans le présent budget des dépenses :

- Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie : la ministre des Sciences a été nommée ministre compétente aux fins de la Loi sur la gestion des finances publiques (décret C.P. 2018-1011);
- Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme : la ministre de la Condition féminine a été nommée ministre compétente aux fins de la Loi sur la gestion des finances publiques (décret C.P. 2018-1010);
- Commission de la fonction publique : Le président du Conseil privé de la Reine pour le Canada a été nommé ministre compétent aux fins de la Loi sur la gestion des finances publiques (décret C.P. 2018-1204);
- Conseil de recherches en sciences humaines : la ministre des Sciences a été nommée ministre compétente aux fins de la Loi sur la gestion des finances publiques (décret C.P. 2018-1012).

Les autorisations nouvelles ou modifiées qui suivent sont demandées au moyen de la Loi de crédit pour le présent budget des dépenses :

- Le ministère des Finances a ajouté le crédit 10 pour augmenter le montant total des paiements au Bureau de transition vers un régime canadien de réglementation des valeurs mobilières;
- Le ministère de la Défense nationale ajoute les crédits 15 et 20 pour la radiation et l'annulation des dettes.

Budget des dépenses par organisation

Au total, 123 organisations sont présentées dans le budget des dépenses 2018-2019. De ces organisations, 76 ont défini des besoins additionnels dans le présent budget supplémentaire des dépenses.

Budget des dépenses par organisation

	Dépenses réelles 2016-2017	Budget des dépenses à ce jour 2017-2018	Budget des dépenses 2018-2019		
			Autorisations à ce jour (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Budgétaire					
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien	725 303 977	760 684 214	826 769 871	36 038 397	862 808 268
Administration du pipe-line du Nord	254 331	494 830	493 880	.....	493 880
Agence canadienne d'évaluation environnementale	38 688 000	36 758 809	34 740 664	20 965 129	55 705 793
Agence canadienne d'inspection des aliments	785 911 860	767 034 014	752 553 921	9 425 221	761 979 142
Agence canadienne de développement économique du Nord	53 639 049	54 940 014	50 292 603	99 196	50 391 799
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	315 952 633	309 691 869	277 355 202	.....	277 355 202
Agence de la santé publique du Canada	559 217 028	602 413 459	680 483 805	6 668 729	687 152 534
Agence de promotion économique du Canada atlantique	332 365 502	355 293 653	330 525 760	25 587 539	356 113 299
Agence des services frontaliers du Canada	1 698 950 888	1 998 670 693	2 171 981 626	94 128 935	2 266 110 561
Agence du revenu du Canada	4 389 947 763	4 235 144 026	4 362 562 019	32 621 294	4 395 183 313
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	222 135 612	269 327 049	213 014 574	99 196	213 113 770
Agence Parcs Canada	1 191 693 051	1 465 317 453	1 858 889 901	45 638 520	1 904 528 421
Agence spatiale canadienne	388 298 278	366 765 943	388 625 800	31 295 854	419 921 654
Autorité du pont Windsor-Détroit	334 500 000	317 817 400	195 992 153	283 605 894	479 598 047
Bibliothèque du Parlement	42 441 667	50 908 137	48 086 005	.....	48 086 005
Bibliothèque et Archives du Canada	114 500 638	120 276 837	127 156 160	.....	127 156 160
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	29 992 745	31 262 154	30 550 155	2 977 444	33 527 599
Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada	4 692 771	4 615 504	5 345 881	99 196	5 445 077
Bureau de l'infrastructure du Canada	3 207 766 272	7 124 718 625	6 160 309 113	548 057 655	6 708 366 768
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme	35 269 616	44 304 450	70 027 796	.....	70 027 796
Bureau du commissaire à la magistrature fédérale	546 796 447	572 861 315	586 747 223	.....	586 747 223
Bureau du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique	6 232 902	6 901 551	6 867 923	.....	6 867 923
Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications	2 004 378	2 109 216	2 217 642	.....	2 217 642
Bureau du Conseil privé	154 240 941	215 183 955	173 689 865	60 423 105	234 112 970
Bureau du conseiller sénatorial en éthique	922 471	1 232 127	1 337 179	.....	1 337 179
Bureau du directeur des poursuites pénales	177 584 797	181 426 829	186 728 010	(71 464)	186 656 546
Bureau du directeur général des élections	102 431 724	112 207 990	136 394 038	.....	136 394 038
Bureau du directeur parlementaire du budget	.....	731 227	7 614 038	.....	7 614 038

Budget des dépenses par organisation

	Budget des dépenses 2018-2019				
	Dépenses réelles 2016-2017	Budget des dépenses à ce jour 2017-2018	Autorisations à ce jour (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Bureau du secrétaire du gouverneur général	22 663 085	22 744 010	23 852 803	.....	23 852 803
Bureau du surintendant des institutions financières	148 021 376	150 160 327	153 078 925	.....	153 078 925
Bureau du vérificateur général	79 029 225	77 501 972	87 755 316	.....	87 755 316
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	9 930 397	8 877 401	9 036 145	.....	9 036 145
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	55 406 525	51 645 553	54 188 316	(245 539)	53 942 777
Centre de la sécurité des télécommunications	590 860 194	607 873 673	681 422 196	1 480 897	682 903 093
Centre de recherches pour le développement international	147 474 006	138 705 625	139 338 189	1 000 000	140 338 189
Chambre des communes	444 894 398	511 013 221	507 011 976	15 906 585	522 918 561
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité	4 474 768	7 021 346	5 330 816	99 196	5 430 012
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	1 524 278	1 872 645	3 167 313	236 162	3 403 475
Comité externe d'examen des griefs militaires	5 985 802	7 317 226	7 069 442	.....	7 069 442
Commissariat à l'intégrité du secteur public	4 323 699	5 441 381	5 731 830	.....	5 731 830
Commissariat au lobbying	4 536 578	4 824 639	6 155 531	.....	6 155 531
Commissariat aux langues officielles	20 434 720	20 729 984	22 212 363	.....	22 212 363
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	36 683 988	37 343 183	40 712 413	.....	40 712 413
Commission canadienne de sûreté nucléaire	137 126 030	136 920 459	142 610 881	.....	142 610 881
Commission canadienne des droits de la personne	21 680 570	21 823 120	23 317 553	.....	23 317 553
Commission canadienne des grains	(20 572 987)	5 299 113	5 707 673	99 196	5 806 869
Commission canadienne du lait	3 773 193	3 599 617	3 755 068	99 196	3 854 264
Commission canadienne du tourisme	95 475 770	95 475 770	95 655 544	.....	95 655 544
Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada	9 035 952	9 935 889	11 103 329	99 196	11 202 525
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	4 119 530	4 638 300	4 927 795	.....	4 927 795
Commission de l'immigration et du statut de réfugié	115 499 467	130 730 269	172 325 745	2 074 423	174 400 168
Commission de la capitale nationale	90 623 439	92 485 250	108 428 626	.....	108 428 626
Commission de la fonction publique	75 823 108	83 762 934	89 995 776	99 196	90 094 972
Commission des champs de bataille nationaux	9 323 574	9 713 927	10 179 197	.....	10 179 197
Commission des libérations conditionnelles du Canada	46 825 441	46 263 971	50 452 440	99 196	50 551 636
Commission du droit d'auteur	3 095 728	3 074 729	3 458 459	99 196	3 557 655
Commission mixte internationale (section canadienne)	6 450 623	10 049 693	12 317 201	963 264	13 280 465
Conseil canadien des normes	10 515 380	12 785 001	14 943 000	.....	14 943 000

Budget des dépenses par organisation

	Dépenses réelles 2016-2017	Budget des dépenses à ce jour 2017-2018	Budget des dépenses 2018-2019		
			Autorisations à ce jour (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	10 133 959	10 866 321	15 221 839	99 196	15 321 035
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	11 391 546	11 486 197	14 202 932	99 196	14 302 128
Conseil de recherches en sciences humaines	775 954 047	785 555 565	818 917 153	3 334 305	822 251 458
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	1 191 260 893	1 217 698 921	1 300 817 349	(456 104)	1 300 361 245
Conseil des Arts du Canada	222 574 389	257 988 389	292 632 337	127 000	292 759 337
Conseil national de recherches du Canada	1 048 740 465	1 082 769 409	1 270 067 985	5 536 793	1 275 604 778
Corporation commerciale canadienne	3 510 000	.....	.....	.....	.....
École de la fonction publique du Canada	82 784 238	77 577 537	84 645 954	99 196	84 745 150
Énergie atomique du Canada, Limitée	784 133 000	971 355 163	1 043 539 640	43 292	1 043 582 932
Gendarmerie royale du Canada	3 017 626 084	3 311 602 459	3 706 696 863	163 253 832	3 869 950 695
Instituts de recherche en santé du Canada	1 081 330 344	1 094 624 139	1 146 663 947	367 327	1 147 031 274
Investir au Canada	.....	.....	23 740 089	.....	23 740 089
La Société des ponts fédéraux Limitée	41 781 858	23 583 887	3 472 857	.....	3 472 857
Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.	284 286 532	331 777 000	250 127 000	.....	250 127 000
Marine Atlantique S.C.C.	98 967 000	213 734 000	151 104 000	.....	151 104 000
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	2 614 910 350	2 323 723 482	2 553 630 491	30 254 785	2 583 885 276
Ministère de l'Emploi et du Développement social	56 338 965 704	58 422 616 520	60 944 414 130	69 394 513	61 013 808 643
Ministère de l'Environnement	1 005 868 280	1 230 991 489	1 634 274 461	19 797 778	1 654 072 239
Ministère de l'Industrie	2 086 913 785	2 808 194 527	2 943 550 176	159 328 797	3 102 878 973
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	1 600 050 249	2 011 154 561	2 396 302 642	59 919 737	2 456 222 379
Ministère de la Défense nationale	18 606 153 529	20 498 273 395	20 770 442 983	320 298 989	21 090 741 972
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	190 483 274	228 086 811	159 283 108	53 521 644	212 804 752
Ministère de la Justice	689 819 446	705 616 034	754 989 726	5 424 140	760 413 866
Ministère de la Santé	4 153 217 124	4 638 641 927	2 360 580 019	33 486 927	2 394 066 946
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile	1 197 611 936	1 096 921 826	1 171 048 181	(14 236 855)	1 156 811 326
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	6 260 024 806	6 894 659 923	6 723 709 850	383 521 571	7 107 231 421
Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien	9 132 505 051	11 175 685 049	3 142 557 288	1 689 427 158	4 831 984 446
Ministère des Anciens Combattants	3 770 808 741	4 894 686 325	4 405 090 900	51 618 013	4 456 708 913
Ministère des Finances	88 421 552 238	89 968 290 117	93 976 670 527	491 831 330	94 468 501 857
Ministère des Pêches et des Océans	2 352 678 236	2 635 076 728	2 767 508 064	983 150 366	3 750 658 430
Ministère des Ressources naturelles	1 357 998 914	1 451 279 469	1 500 864 261	19 309 672	1 520 173 933
Ministère des Services aux Autochtones Canada	.....	359 606 267	9 657 419 638	1 230 051 048	10 887 470 686
Ministère des Transports	1 191 158 784	1 430 670 588	1 610 392 629	31 951 855	1 642 344 484

Budget des dépenses par organisation

	Budget des dépenses 2018-2019				
	Dépenses réelles 2016-2017	Budget des dépenses à ce jour 2017-2018	Autorisations à ce jour (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	3 205 426 707	3 913 492 194	3 475 140 253	60 914 773	3 536 055 026
Ministère du Patrimoine canadien	1 393 267 923	1 507 391 662	1 324 442 443	32 416 151	1 356 858 594
Musée canadien de l'histoire	77 746 477	72 412 521	75 952 129	.....	75 952 129
Musée canadien de l'immigration du Quai 21	7 900 000	7 820 000	8 215 347	.....	8 215 347
Musée canadien de la nature	29 770 297	32 515 112	31 080 812	.....	31 080 812
Musée canadien des droits de la personne	33 604 000	24 865 000	21 308 564	.....	21 308 564
Musée des beaux-arts du Canada	46 127 385	54 203 410	51 383 427	.....	51 383 427
Musée national des sciences et de la technologie	108 103 274	144 547 797	30 158 102	.....	30 158 102
Office des transports du Canada	26 948 077	30 914 166	34 794 628	1 937 411	36 732 039
Office national de l'énergie	84 616 818	87 112 882	79 074 329	8 001 187	87 075 516
Office national du film	63 914 426	76 243 946	76 772 000	99 196	76 871 196
PPP Canada Inc.	11 800 000	279 500 000	.....	.....	.....
Registraire de la Cour suprême du Canada	33 679 426	35 043 522	36 034 487	115 004	36 149 491
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	5 241 938	5 924 659	6 247 785	.....	6 247 785
Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement	.....	4 326 731	3 493 828	3 278 218	6 772 046
Secrétariat du Conseil du Trésor	3 064 208 634	9 053 246 000	9 580 938 499	815 527 426	10 396 465 925
Sénat	80 678 756	103 874 365	109 080 103	.....	109 080 103
Service administratif des tribunaux judiciaires	72 277 248	80 041 007	80 649 187	4 959 823	85 609 010
Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs	60 162 007	64 386 668	68 753 760	.....	68 753 760
Service canadien du renseignement de sécurité	589 416 195	583 439 947	583 515 228	15 961 621	599 476 849
Service correctionnel du Canada	2 362 804 401	2 541 056 691	2 493 397 729	2 339 766	2 495 737 495
Service de protection parlementaire	64 780 326	86 692 682	83 447 760	7 629 715	91 077 475
Services partagés Canada	1 681 369 737	1 773 849 642	1 846 957 682	124 977 343	1 971 935 025
Société canadienne d'hypothèques et de logement	3 129 131 175	2 778 055 809	2 427 435 894	7 000 000	2 434 435 894
Société canadienne des postes	22 210 000	22 210 000	22 210 000	.....	22 210 000
Société du Centre national des Arts	135 309 431	140 034 681	35 258 623	150 000	35 408 623
Société Radio-Canada	1 113 023 798	1 188 023 798	1 210 777 365	.....	1 210 777 365
Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique	15 866 478	22 222 790	29 655 590	(1 704 000)	27 951 590
Statistique Canada	681 517 161	486 648 751	502 000 012	7 542 506	509 542 518
Téléfilm Canada	97 453 551	102 953 552	100 866 729	1 000 000	101 866 729
Tribunal des anciens combattants (révision et appel)	10 235 289	10 790 952	11 376 195	99 196	11 475 391
VIA Rail Canada Inc.	348 387 317	456 402 731	538 088 193	.....	538 088 193
Total budgétaire	245 928 946 252	270 263 761 264	276 755 680 370	8 102 570 841	284 858 251 211

Budget des dépenses par organisation

	Dépenses réelles 2016-2017	Budget des dépenses à ce jour 2017-2018	Budget des dépenses 2018-2019		
			Autorisations à ce jour (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Non budgétaire					
Commission canadienne du lait	42 134 698	.....	.....	.....	.....
Ministère de l'Emploi et du Développement social	640 872 868	569 246 617	734 973 706	.....	734 973 706
Ministère de l'Industrie	.....	800 000	800 000	.....	800 000
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	1 893 585	.....	.....	.....	.....
Ministère de la Défense nationale	9 262 275	.....	.....	.....	.....
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	8 154 372	40 460 002	14 617 036	.....	14 617 036
Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien	38 322 363	56 303 001	56 303 000	.....	56 303 000
Ministère des Finances	52 023 329 000	53 400 000	52 300 000	.....	52 300 000
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	(2 142 654)	14 000 000	.....	.....	.....
Service correctionnel du Canada	450	.....	.....	.....	.....
Société canadienne d'hypothèques et de logement	(770 376 300)	(19 790 000)	(259 433 000)	.....	(259 433 000)
Total non budgétaire	51 991 450 657	714 419 620	599 560 742	.....	599 560 742

Postes horizontaux

Les postes inscrits dans ce tableau sont des initiatives horizontales et des postes financés conjointement. Ces deux types de postes horizontaux concernent deux organisations ou plus ayant une entente de financement officielle (par exemple, un mémoire au Cabinet ou une présentation au Conseil du Trésor). Dans le cadre des initiatives horizontales, les organisations travaillent en partenariat en vue d'atteindre des résultats communs. Dans le cadre des postes financés conjointement, les organisations reçoivent un financement supplémentaire, et chacune contribue de manière indépendante à la réalisation des objectifs énoncés.

Postes horizontaux

Organisation	Montant (dollars)
Fonds pour les projets liés aux infrastructures dans les collectivités autochtones	
Les fonds seront répartis parmi 14 initiatives visant à répondre aux besoins essentiels en matière d'infrastructure et à soutenir les programmes d'infrastructure existants dans les collectivités autochtones. Ils permettront d'appuyer des projets comme les postes de soins infirmiers, des établissements de soins de longue durée, des installations des services de police, et des installations de traitement de l'eau et des eaux usées.	
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile	12 002 368
<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement pour évaluer les installations des services de police communautaires et pour mettre sur pied et administrer un nouveau programme de contributions pour la rénovation, l'assainissement et le remplacement d'installations des services de police dans des collectivités des Premières Nations et Inuits. 	
Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien	139 049 404
<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement, subventions et contributions à l'appui d'investissements supplémentaires dans les infrastructures des collectivités autochtones. 	
Ministère des Services aux Autochtones Canada	287 438 678
<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement et contributions à l'appui d'investissements supplémentaires dans les infrastructures des collectivités autochtones. 	
Total des postes législatifs	1 834 034
Total	440 324 484

Fonds pour la mise en œuvre de l'Entente de règlement définitive du Recours collectif concernant la purge LGBT

En juin 2018, l'Entente de règlement définitive du Recours collectif concernant la purge LGBT a permis d'accorder des prestations et des indemnités aux personnes qui ont fait l'objet d'une enquête, qui ont été sanctionnées, libérées ou renvoyées des Forces armées Canadiennes, de la Gendarmerie royale du Canada et de la fonction publique en raison de leur orientation sexuelle, identité de genre ou expression de genre.

Ministère de la Défense nationale	21 980 000
<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement pour les frais juridiques et administratifs liés à l'entente. 	
Secrétariat du Conseil du Trésor	128 020 000
<ul style="list-style-type: none"> • Le financement sera alloué aux ministères et aux organismes pour les versements d'indemnités individuelles et les mesures de commémoration. 	
Total	150 000 000

Fonds pour le Cadre d'apprentissage et de garde des jeunes enfants autochtones

Ce financement sera utilisé pour augmenter l'accès à l'apprentissage et à la garde de jeunes enfants de haute qualité, abordables et fondés sur la culture aux Premières Nations, aux Inuits et aux Métis partout au Canada.

Agence de la santé publique du Canada	5 515 959
• Dépenses de fonctionnement et contributions pour la mise en œuvre du nouveau Cadre et la gestion des modes de financement.	
Ministère de l'Emploi et du Développement social	3 398 703
• Dépenses de fonctionnement pour mettre sur pied le secrétariat de l'apprentissage et de la garde de jeunes enfants et appuyer la mise en œuvre d'un nouveau modèle de partenariat avec les Premières Nations, les Inuits et la Nation Métis.	
Ministère des Services aux Autochtones Canada	1 029 120
• Dépenses de fonctionnement pour appuyer la mise en œuvre du nouveau Cadre et la gestion des modes de financement.	
Secrétariat du Conseil du Trésor	119 500 000
• Fonds alloués aux ministères et aux organismes pour appuyer les programmes d'apprentissage et de garde des jeunes enfants autochtones. Les allocations aux programmes précis seront fondées sur les décisions prises en collaboration avec l'Assemblée des Premières Nations, l'Inuit Tapiriit Kanatami et le Conseil National Métis.	
Total des postes législatifs	833 466
Total	130 277 248

Fonds pour la tenue du Sommet du G7 de 2018 dans la région de Charlevoix, au Québec

En juin 2018, les dirigeants du G7 se sont réunis dans la région de Charlevoix, au Québec. Un certain nombre de réunions préparatoires et d'activités de sensibilisation ont également eu lieu.

Gendarmerie royale du Canada	69 879 079
• Dépenses de fonctionnement et en capital pour assurer la sécurité au Sommet et l'acquisition d'équipements connexes.	
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	10 698 215
• Dépenses de fonctionnement pour le transport, la location de mobilier et d'équipement, la photographie, la diffusion et les communications.	
Total	80 577 294

Fonds pour la transition vers de nouveaux processus d'évaluation des impacts et réglementaires

Le nouveau processus élargira les évaluations pour prendre en compte les impacts sur la santé et socioéconomiques, créera une nouvelle phase de planification précoce et de mobilisation et renforcera les partenariats avec les peuples autochtones.

Agence canadienne d'évaluation environnementale	19 038 215
<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement pour mettre en œuvre le processus élargi, y compris la création d'un nouveau registre public de projets afin d'appuyer la collaboration sur les évaluations régionales et stratégiques. • Subventions et contributions pour appuyer le renforcement des capacités de recherche et la participation des partenaires autochtones et du public quant au processus d'évaluation des impacts. 	
Ministère de l'Environnement	8 062 111
<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement pour la prestation de conseils scientifiques et d'expertise, la collecte de données, et la mise en œuvre d'une plateforme de sciences et de données ouvertes. • Contributions pour appuyer la surveillance communautaire. 	
Ministère de la Santé	5 041 699
<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement pour fournir une expertise sur les impacts sur la santé et les évaluations cumulatives des effets et pour appuyer le partage des données. 	
Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien	2 184 924
<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement pour guider les consultations et évaluer les projets sur les terres des réserves. • Contributions pour appuyer la participation des groupes autochtones du Nord dans le processus d'évaluation des impacts. 	
Ministère des Pêches et des Océans	4 976 588
<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement pour la prestation de conseils scientifiques et d'expertise, ainsi que la mise en œuvre d'une plateforme de sciences et de données ouvertes. • Contributions pour appuyer la participation de groupes autochtones dans la gestion des lieux de pêche et de l'habitat des poissons. 	
Ministère des Ressources naturelles	10 915 690
<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement et en capital pour la prestation de conseils scientifiques et d'expertise, ainsi que la mise en œuvre d'une plateforme de sciences et de données ouvertes. • Contributions pour appuyer la participation des groupes autochtones à l'élaboration de règlements et de politiques. 	
Ministère des Services aux Autochtones Canada	411 283
<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement et contributions pour augmenter la capacité d'analyse des répercussions sur la santé, notamment les études communautaires. 	
Ministère des Transports	10 393 583
<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement et en capital pour la prestation de conseils scientifiques et d'expertise, la collecte de données et, en vertu de la Loi sur les eaux navigables canadiennes proposée, l'élaboration de règlements connexes, puis la création d'un registre public en ligne pour les renseignements sur les projets. • Contributions pour appuyer la participation de groupes autochtones dans le système de protection de la navigation et la mise sur pied de groupes consultatifs autochtones. 	
Office national de l'énergie	7 066 675
<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement pour embaucher des spécialistes techniques et préparer l'organisme pour des changements à la Loi sur la Régie canadienne de l'énergie proposée. • Contributions pour appuyer la participation des peuples autochtones et du public dans le processus d'évaluation des impacts. 	
Total des postes législatifs	6 521 404
Total	74 612 172

Fonds destinés à l'évaluation, à la gestion et à l'assainissement des sites contaminés fédéraux

Ce financement appuiera le Plan d'action sur les sites contaminés fédéraux qui consiste à achever l'évaluation, l'assainissement et la gestion des risques des sites contaminés fédéraux présentant des risques élevés.

Ministère de la Défense nationale	835 834
• Dépenses de fonctionnement pour les sites militaires en cours d'assainissement.	
Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien	54 896 248
• Dépenses de fonctionnement et contributions aux Premières Nations pour les activités d'assainissement aux sites contaminés dans le Nord et sur des terres des réserves.	
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	5 500 000
• Dépenses de fonctionnement pour les activités d'assainissement de sites contaminés, y compris les sites le long de la route de l'Alaska.	
Total	61 232 082

Fonds pour continuer à respecter les obligations du Canada en vertu de la Convention de règlement relative aux pensionnats indiens

Des fonds ont également été accordés au ministère des Services aux Autochtones du Canada, provenant du crédit central d'exécution du budget, pour la prestation de services de soutien en santé mentale et émotionnelle aux anciens élèves et à leurs familles, y compris des services de consultation psychologique professionnels, un soutien culturel offert par les aînés autochtones et les guérisseurs traditionnels, ainsi qu'un soutien émotionnel des travailleurs communautaires.

Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien	47 351 958
• Dépenses de fonctionnement et en capital et contributions pour appuyer le traitement des demandes dans le cadre du processus d'évaluation indépendant.	
Total des postes législatifs	1 669 130
Total	49 021 088

Fonds pour faire progresser la réconciliation sur les questions relatives aux droits autochtones et issus de traités

Ces fonds serviront à appuyer les négociations des ententes et la mise en œuvre des mesures liées aux traités.

Agence Parcs Canada	1 076 222
• Dépenses de fonctionnement et contributions pour appuyer l'intendance autochtone des ressources culturelles.	
Ministère des Pêches et des Océans	33 850 030
• Contributions pour appuyer l'élaboration de structures de gouvernance et l'achat de permis et d'équipement.	
Total des postes législatifs	25 980
Total	34 952 232

Fonds pour prendre des mesures visant à lutter contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs

Ce financement appuiera les programmes provinciaux et territoriaux visant à réduire la violence liée aux armes à feu et aux gangs et, au niveau fédéral, à renforcer la collecte de données.

Agence des services frontaliers du Canada	5 661 416
<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement et en capital pour renforcer la capacité de l'Agence à mettre fin à la contrebande d'armes à feu, au moyen des technologies d'imagerie, des chiens et de la formation. 	
Gendarmerie royale du Canada	4 431 662
<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement et en capital pour les enquêtes, le recueil et l'analyse de renseignements, l'identification et le dépistage des armes à feu, les conseils d'experts, l'accès aux bases de données spécialisées et la formation. 	
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile	19 759 082
<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement pour l'élaboration de politiques, la collaboration nationale, l'échange de renseignements, la recherche et la collecte de données. • Contributions pour appuyer les provinces et les territoires dans les activités de prévention, d'application de la loi, de poursuites, de collecte de données et de formation. 	
Total des postes législatifs	888 466
Total	30 740 626

Fonds pour régler les problèmes liés à l'administration de la paye (budget fédéral de 2018)

Ces fonds seront utilisés pour renforcer la capacité interne en vue de traiter les problèmes liés aux ressources humaines et à l'administration de la paye.

Agence canadienne d'évaluation environnementale	99 196
Agence canadienne d'inspection des aliments	852 917
Agence canadienne de développement économique du Nord	99 196
Agence de la santé publique du Canada	216 112
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	99 196
Agence Parcs Canada	673 286
Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada	99 196
Bureau du Conseil privé	99 196
Bureau du directeur des poursuites pénales	108 510
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité	99 196
Commission canadienne des grains	99 196
Commission canadienne du lait	99 196
Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada	99 196
Commission de l'immigration et du statut de réfugié	129 278
Commission de la fonction publique	99 196
Commission des libérations conditionnelles du Canada	99 196
Commission du droit d'auteur	99 196
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	99 196
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	99 196
École de la fonction publique du Canada	99 196
Gendarmerie royale du Canada	1 109 910
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	634 801
Ministère de l'Emploi et du Développement social	3 191 733
Ministère de l'Environnement	769 838
Ministère de l'Industrie	524 737
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	935 821
Ministère de la Défense nationale	3 090 753
Ministère de la Justice	510 271
Ministère de la Santé	1 321 584

Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile	129 278
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	863 666
Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien	546 164
Ministère des Anciens Combattants	302 971
Ministère des Finances	99 196
Ministère des Pêches et des Océans	1 581 070
Ministère des Ressources naturelles	471 374
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	1 803 820
Ministère du Patrimoine canadien	184 700
Office national du film	99 196
Secrétariat du Conseil du Trésor	210 934
Service correctionnel du Canada	2 339 766
Services partagés Canada	611 975
Tribunal des anciens combattants (révision et appel)	99 196
Total	<u>24 900 797</u>

Fonds pour la Stratégie d'exportation créative

Le financement complétera les programmes qui appuient les œuvres créatives et renforcera les services disponibles liés à l'exportation afin de faciliter la découverte de contenu canadien par les acheteurs et le public étranger.

Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	5 516 754
<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement pour aider les principales missions canadiennes à l'étranger à faire la promotion des industries créatives du Canada. 	
Ministère du Patrimoine canadien	17 183 218
<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement pour appuyer la Stratégie en travaillant avec le secteur créatif pour cerner et traiter les défis liés à l'exportation du contenu créatif. • Subventions et des contributions appuieront les programmes existants (le Fonds du Canada pour la présentation des arts, le Fonds du livre du Canada, le Fonds de la musique du Canada, le Fonds du Canada pour les périodiques) ainsi que le nouveau Fonds d'exportation pour les industries créatives, lequel met l'accent sur les médias créatifs émergents, comme les jeux vidéo, le contenu diffusé et la réalité virtuelle. 	
Téléfilm Canada	1 000 000
<ul style="list-style-type: none"> • Paiements pour appuyer les maisons de productions canadiennes dans leur participation aux coproductions cinématographiques et télévisuelles. 	
Total des postes législatifs	<u>898 100</u>
Total	<u>24 598 072</u>

Fonds pour le Plan des niveaux d'immigration pour 2018-2020

Ces fonds serviront à mettre à niveau les services de technologie de l'information, à traiter les demandes et les appels, à réaliser les enquêtes de sécurité et l'application de la loi pour atteindre la cible d'accueil de 310 000 immigrants au cours de l'année 2018.

Agence des services frontaliers du Canada	6 009 824
• Dépenses de fonctionnement et en capital pour les enquêtes de sécurité sur les demandeurs de résidence, les enquêtes criminelles et l'application de la loi.	
Commission de l'immigration et du statut de réfugié	387 169
• Dépenses de fonctionnement pour le traitement des demandes d'asile et des appels en matière d'immigration, et pour la tenue d'enquêtes et de contrôles des motifs de détention.	
Service canadien du renseignement de sécurité	1 134 433
• Dépenses de fonctionnement pour les enquêtes de sécurité sur les demandeurs de résidence.	
Services partagés Canada	14 601 736
• Dépenses de fonctionnement et en capital pour fournir les services centraux de technologies de l'information.	
Total des postes législatifs	896 126
Total	23 029 288

Fonds pour appuyer l'utilisation et la protection de renseignements classifiés dans le cadre de procédures d'immigration

Ce financement appuiera la protection continue des renseignements classifiés utilisés pour les décisions, les audiences et les procédures d'immigration en vertu du processus de la section 9. Les procédures en vertu de ce processus permettent : d'empêcher les noncitoyens inadmissibles d'obtenir un statut juridique permanent au Canada; de confirmer leur inadmissibilité devant les tribunaux canadiens; et d'établir des mesures de sécurité visant à atténuer les risques pour les Canadiens. Les fonds serviront également à appuyer la disposition d'un avocat en vertu du Programme des avocats spéciaux.

Agence des services frontaliers du Canada	3 511 161
<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement pour participer aux audiences devant la Commission de l'immigration et du statut de réfugié, détenir ou surveiller les conditions de libérations d'individus visés par les certificats de sécurité et faire des évaluations pour appuyer les décisions sur les demandes de résidence. 	
Commission de l'immigration et du statut de réfugié	1 293 320
<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement pour mener des audiences et juger des cas, appuyer le greffe de la cour et assurer un soutien juridique et la sécurité sur les lieux, fournir des locaux sécurisés à toutes les parties et fournir un soutien administratif et technique sur place aux avocats spéciaux. 	
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	2 078 535
<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement pour traiter les demandes d'immigration et les évaluations des risques, et fournir des directives aux avocats d'affaires. 	
Ministère de la Justice	2 820 160
<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement pour la prestation de services juridiques au gouvernement et l'administration du Programme des avocats spéciaux. • Contribution pour financer l'avocat public de la personne désignée lors des portions ouvertes des cas d'immigrations. 	
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile	371 546
<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement pour mener l'élaboration de politiques et fournir des conseils sur les enjeux au sujet de la sécurité nationale. 	
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	246 463
<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement pour mener les négociations d'assurances diplomatiques renforcées dans les cas appropriés, examiner les pratiques internationales et maintenir un engagement international sur cet enjeu. 	
Service administratif des tribunaux judiciaires	3 903 047
<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement pour fournir un appui sur place aux juges et aux avocats spéciaux et maintenir la sécurité des locaux et de la technologie de l'information. 	
Service canadien du renseignement de sécurité	4 777 671
<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement pour appuyer les litiges, respecter les obligations de divulgation ordonnées par la cour, continuer le travail sur les politiques et appuyer les activités de surveillance et d'enquêtes. 	
Total des postes législatifs	2 645 405
Total	21 647 308

Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale

Les programmes de publicité gouvernementale fournissent des renseignements aux Canadiens sur une variété de programmes et services gouvernementaux. Les objectifs de campagne comprennent : d'informer les Canadiens au sujet des services aux aînés, des crédits et des prestations aux particuliers; de faire la promotion de la vaccination et de l'apprentissage; de dissuader la conduite sous l'influence des drogues; d'encourager les femmes à poursuivre une carrière en sciences, en technologies, en ingénierie et en mathématiques.

Agence de la santé publique du Canada	1 000 000
• Dépenses de fonctionnement pour la campagne de vaccination.	
Agence du revenu du Canada	6 900 000
• Dépenses de fonctionnement pour la campagne des prestations et crédits des particuliers et la campagne pour sévir contre l'évasion fiscale et lutter contre l'évitement fiscal.	
Ministère de l'Emploi et du Développement social	4 500 000
• Dépenses de fonctionnement pour la campagne sur les services pour la retraite et les prestations aux aînés.	
Ministère de l'Environnement	1 400 000
• Dépenses de fonctionnement pour la campagne sur le patrimoine naturel.	
Ministère de l'Industrie	2 420 000
• Dépenses de fonctionnement pour la campagne d'Innovation Canada, des femmes entrepreneures et des femmes en sciences, technologies, ingénierie et mathématiques.	
Ministère de la Santé	500 000
• Dépenses de fonctionnement pour la campagne de prélégalisation du cannabis.	
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile	2 000 000
• Dépenses de fonctionnement pour la campagne Ne conduis pas gelé.	
Ministère des Anciens Combattants	180 000
• Dépenses de fonctionnement pour la campagne du Souvenir.	
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	2 500 000
• Dépenses de fonctionnement pour le Fonds pour la publicité numérique, qui utilise la publicité numérique pour communiquer rapidement avec les Canadiens au sujet d'annonces importantes et de priorités.	
Total	21 400 000

Fonds pour développer le régime fédéral de tarification de la pollution causée par le carbone

Le gouvernement élabore un système fédéral de tarification de la pollution causée par le carbone qui s'appliquerait aux provinces et aux territoires sur demande, et aux provinces et aux territoires qui n'ont pas de système de tarification qui respecte le modèle fédéral en place d'ici la fin de 2018.

Agence du revenu du Canada	13 066 738
• Dépenses de fonctionnement et en capital pour préparer la mise en œuvre et l'administration d'une approche pancanadienne sur la tarification du carbone, protéger les revenus fédéraux et provinciaux et assurer que les déclarants se conforment aux exigences décrites dans les règlements et la Loi sur la tarification de la pollution causée par les gaz à effet de serre.	
Ministère de l'Environnement	3 942 555
• Dépenses de fonctionnement pour évaluer si les systèmes provinciaux et territoriaux de tarification du carbone respectent le modèle fédéral.	
Total des postes législatifs	2 568 709
Total	19 578 002

Fonds pour la Stratégie de prévention du passage de clandestins

La Stratégie coordonne les efforts pour l'ensemble des ministères du gouvernement et favorise la coopération avec les pays étrangers en améliorant leur capacité de détecter et d'interrompre les activités de trafic de personnes.

Gendarmerie royale du Canada	4 355 824
<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement pour poursuivre les activités, y compris les renseignements criminels et les efforts d'application de la loi contre les organisateurs et les facilitateurs de passages clandestins. 	
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	3 000 000
<ul style="list-style-type: none"> • Contributions pour appuyer la prestation de services de base aux migrants clandestins interceptés ainsi que leur retour et réintégration volontaires. 	
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	9 013 657
<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement pour la coordination d'activités pangouvernementales. • Subventions et contributions pour appuyer les activités de développement de compétences dans les pays d'origine et de transit. 	
Service canadien du renseignement de sécurité	877 573
<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement pour appuyer les activités opérationnelles continues en lien à la Stratégie, y compris la collecte, l'évaluation et l'analyse de renseignements liés aux menaces, ainsi que la prestation de conseils aux partenaires. 	
Total des postes législatifs	454 528
Total	17 701 582

Fonds pour protéger la nature, les parcs et les espaces sauvages du Canada (budget fédéral de 2018)

Ce financement appuiera la biodiversité du Canada en protégeant les espèces en péril et leur habitat, y compris les efforts de conservation d'au moins 17 % des aires terrestres et des eaux intérieures. Des fonds ont également été accordés en vertu du crédit central d'exécution du budget pour le ministère des Ressources naturelles, le ministère de l'Environnement, le ministère des Pêches et des Océans et l'Agence Parcs Canada.

Agence Parcs Canada	14 781 872
<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement pour renouveler et améliorer le Programme sur les espèces en péril et pour renforcer la gestion des aires de conservation du Ministère. • Subventions et contributions pour la promotion de la préservation de la biodiversité par le Fonds de la nature du Canada. 	
Ministère de l'Environnement	1 668 812
<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement pour renouveler et améliorer le Programme sur les espèces en péril et pour renforcer la gestion des aires de conservation du Ministère. • Contributions pour la promotion de la préservation de la biodiversité par le Fonds de la nature du Canada. 	
Ministère des Pêches et des Océans	870 400
<ul style="list-style-type: none"> • Contributions pour promouvoir la préservation de la biodiversité par le Fonds de la nature du Canada et protéger les espèces aquatiques en péril et leur habitat. 	
Total des postes législatifs	179 680
Total	17 500 764

Fonds pour régler les iniquités fondées sur le sexe relativement à l'inscription au Registre des Indiens

En décembre 2017, en réponse à la décision de l'affaire Descheneaux c. Canada, certaines dispositions de la Loi sur les Indiens ont été modifiées dans le but de supprimer toute discrimination fondée sur le sexe.

Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien	5 345 520
• Dépenses de fonctionnement pour appuyer l'inscription et le traitement des inscriptions au Registre des Indiens.	
Ministère des Services aux Autochtones Canada	9 633 937
• Dépenses de fonctionnement pour le Programme des services de santé non assurés en raison de l'augmentation des personnes servies par le programme.	
Total des postes législatifs	893 785
Total	15 873 242

Fonds pour mettre sur pied le Réseau canadien d'information sur la salubrité des aliments

Le Réseau d'information canadien sur la salubrité des aliments reliera les autorités fédérales et provinciales en matière de salubrité des aliments et les laboratoires privés d'évaluation des aliments partout au Canada. Il permettra de compiler, d'analyser et de partager en temps réel des données sur la salubrité des aliments, ce qui accélérera la détection des risques pour la salubrité des aliments et l'intervention nécessaire.

Agence canadienne d'inspection des aliments	7 915 538
• Dépenses de fonctionnement et en capital pour les salaires, les experts-conseils et l'achat de permis et de technologie.	
Ministère de la Santé	332 949
• Dépenses de fonctionnement pour moderniser l'organe d'archivage sur le Web qui fournit des données de recherche sur la contamination des aliments.	
Total des postes législatifs	401 242
Total	8 649 729

Fonds pour accroître le contrôle biométrique dans le contexte du système d'immigration

L'utilisation de données biométriques (empreintes digitales et photographies numériques) aux fins du contrôle des immigrants est un moyen efficace pour lutter contre la fraude d'identité, tout en facilitant les déplacements des voyageurs légitimes. Ces fonds permettront aux partenaires en matière de prestation de services et de sécurité de mettre en œuvre le contrôle biométrique pour tous les demandeurs de résidence temporaire et de résidence permanente.

Gendarmerie royale du Canada	300 000
• Dépenses en capital pour les changements de systèmes liés à au Système d'identification automatique par empreintes digitales et pour déployer des alertes électroniques d'activités criminelles.	
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	5 937 205
• Dépenses de fonctionnement et en capital pour acquérir et déployer l'équipement, puis élaborer du matériel de formation.	
Total	6 237 205

Fonds pour renforcer la capacité d'enquête et d'observation en vertu de la Loi sur les mesures spéciales d'importation et pour surveiller les importations

Ces fonds serviront à améliorer la collecte de données et à renforcer les enquêtes antidumping et les activités d'application de la loi, aidant à prévenir l'entrée d'acier et d'aluminium étrangers vendus à prix déloyal sur le marché nord-américain.

Agence des services frontaliers du Canada	2 896 451
• Dépense de fonctionnement pour entreprendre des enquêtes supplémentaires et des activités de conformité liées au dumping ou aux subventions de l'acier et de l'aluminium.	
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	142 355
• Dépenses de fonctionnement pour fournir des ressources au programme de surveillance des importations d'acier en vue d'augmenter la collecte de données et la production de rapports sur les importations d'acier.	
Total des postes législatifs	<u>475 353</u>
Total	<u>3 514 159</u>

BUDGET SUPPLÉMENTAIRE DES DÉPENSES (A) 2018-2019

Détails par organisation

Administration canadienne de la sûreté du transport aérien	1
Agence canadienne d'évaluation environnementale	2
Agence canadienne d'inspection des aliments	3
Agence canadienne de développement économique du Nord	5
Agence de la santé publique du Canada	6
Agence de promotion économique du Canada atlantique	8
Agence des services frontaliers du Canada	9
Agence du revenu du Canada	11
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	13
Agence Parcs Canada	14
Agence spatiale canadienne	16
Autorité du pont Windsor-Détroit	17
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	18
Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada	19
Bureau de l'infrastructure du Canada	20
Bureau du Conseil privé	22
Bureau du directeur des poursuites pénales	23
Centre de la sécurité des télécommunications	24
Centre de recherches pour le développement international	25
Chambre des communes	26
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité	27
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	28
Commission canadienne des grains	29
Commission canadienne du lait	30
Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada	31
Commission de l'immigration et du statut de réfugié	32
Commission de la fonction publique	33
Commission des libérations conditionnelles du Canada	34
Commission du droit d'auteur	35
Commission mixte internationale (section canadienne)	36
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	37
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	38
Conseil de recherches en sciences humaines	39
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	41
Conseil des Arts du Canada	43
Conseil national de recherches du Canada	44
École de la fonction publique du Canada	46
Énergie atomique du Canada, Limitée	47
Gendarmerie royale du Canada	48
Instituts de recherche en santé du Canada	50
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	52
Ministère de l'Emploi et du Développement social	54
Ministère de l'Environnement	57
Ministère de l'Industrie	59
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	61

Détails par organisation

Ministère de la Défense nationale	63
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	66
Ministère de la Justice	67
Ministère de la Santé	68
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile	70
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	72
Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien	75
Ministère des Anciens Combattants	78
Ministère des Finances	80
Ministère des Pêches et des Océans	82
Ministère des Ressources naturelles	84
Ministère des Services aux Autochtones Canada	86
Ministère des Transports	89
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	91
Ministère du Patrimoine canadien	92
Office des transports du Canada	94
Office national de l'énergie	95
Office national du film	96
Registraire de la Cour suprême du Canada	97
Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement	98
Secrétariat du Conseil du Trésor	99
Service administratif des tribunaux judiciaires	100
Service canadien du renseignement de sécurité	101
Service correctionnel du Canada	103
Service de protection parlementaire	104
Services partagés Canada	105
Société canadienne d'hypothèques et de logement	107
Société du Centre national des Arts	108
Statistique Canada	109
Téléfilm Canada	110
Tribunal des anciens combattants (révision et appel)	111

Administration canadienne de la sûreté du transport aérien

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Paiements à l'Administration pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	826 769 871	.....	36 038 397	862 808 268
Total des dépenses budgétaires	826 769 871	.....	36 038 397	862 808 268

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour la mise à niveau du système de contrôle des bagages enregistrés et pour l'équipement des systèmes de détection d'explosifs dans les aéroports désignés	Crédit 1a	36 038 397
--	-----------	-------------------

Total des crédits à adopter

36 038 397

Total des dépenses budgétaires

36 038 397

Agence canadienne d'évaluation environnementale

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses du programme	31 343 209	.....	19 137 411	50 480 620
Total des crédits	31 343 209	.....	19 137 411	50 480 620
Total des postes législatifs	3 397 455	.....	1 827 718	5 225 173
Total des dépenses budgétaires	34 740 664	.....	20 965 129	55 705 793

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour la transition vers de nouveaux processus d'évaluation des impacts et réglementaires (poste horizontal)	Crédit 1a	19 038 215
Fonds pour régler les problèmes liés à l'administration de la paye (budget fédéral de 2018) (poste horizontal)	Crédit 1a	99 196
Total des crédits à adopter		19 137 411
Total des crédits législatifs		1 827 718
Total des dépenses budgétaires		20 965 129

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subventions pour appuyer la participation du public et des groupes autochtones aux processus d'évaluation environnementale	.....	100 000	100 000
Contributions			
Contributions à l'appui de la participation du public et des groupes autochtones au processus d'évaluation environnementale et dialogue sur les politiques, et pour le soutien du développement des connaissances et capacités autochtones liées aux évaluations environnementales et aux activités connexes - composante de l'aide financière aux participants, composante du dialogue sur les politiques et composante soutien des capacités autochtones	4 469 500	1 563 275	6 032 775

Agence canadienne d'inspection des aliments

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses de fonctionnement, subventions et contributions	577 158 613	(344 476)	1 177 180	577 991 317
5a Dépenses en capital	35 311 609	600 000	7 591 275	43 502 884
Total des crédits	612 470 222	255 524	8 768 455	621 494 201
Total des postes législatifs	140 083 699	.....	401 242	140 484 941
Total des dépenses budgétaires	752 553 921	255 524	9 169 697	761 979 142

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour mettre sur pied le Réseau canadien d'information sur la salubrité des aliments (poste horizontal)	Crédit 1a	324 263
	Crédit 5a	7 591 275
Total		7 915 538

Fonds pour régler les problèmes liés à l'administration de la paye (budget fédéral de 2018) (poste horizontal)	Crédit 1a	852 917
--	-----------	----------------

Total des crédits à adopter **8 768 455**

Total des crédits législatifs **401 242**

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert du ministère de la Défense nationale à Énergie atomique du Canada limitée, à l'Agence des services frontaliers du Canada, à l'Agence canadienne d'inspection des aliments, au Service canadien du renseignement de sécurité, au ministère des Ressources naturelles, au Conseil national de recherches Canada, et à la Gendarmerie royale du Canada pour appuyer le Programme canadien pour la sûreté et la sécurité	Crédit 5a	600 000
--	-----------	----------------

Transfert du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement à l'Agence canadienne d'inspection des aliments, au ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, à l'Agence de la santé publique du Canada et à la Gendarmerie royale du Canada pour le rajustement des montants versés auparavant pour le personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger	Crédit 1a	342 114
---	-----------	----------------

Transferts à d'autres organisations		
Transfert de l'Agence canadienne d'inspection des aliments au ministère de la Santé pour élaborer des profils de risque pour les pathogènes alimentaires et d'autres dangers liés aux aliments	Crédit 1a	(686 590)
Total des transferts		<u>255 524</u>
Total des dépenses budgétaires		<u>9 425 221</u>

Agence canadienne de développement économique du Nord

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses de fonctionnement	15 059 835	.....	99 196	15 159 031
5 Contributions	33 650 297	.....	.....	33 650 297
Total des crédits	48 710 132	.....	99 196	48 809 328
Total des postes législatifs	1 582 471	.....	.....	1 582 471
Total des dépenses budgétaires	50 292 603	.....	99 196	50 391 799

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour régler les problèmes liés à l'administration de la paye (budget fédéral de 2018) (poste horizontal)	Crédit 1a	99 196
---	-----------	---------------

Total des crédits à adopter

99 196

Total des dépenses budgétaires

99 196

Agence de la santé publique du Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses de fonctionnement	344 965 296	(3 020 939)	2 436 284	344 380 641
5a Dépenses en capital	6 190 839	1 735 000	.....	7 925 839
10a Subventions et contributions	286 843 231	765 000	4 616 198	292 224 429
Total des crédits	637 999 366	(520 939)	7 052 482	644 530 909
Total des postes législatifs	42 484 439	.....	137 186	42 621 625
Total des dépenses budgétaires	680 483 805	(520 939)	7 189 668	687 152 534

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour le Cadre d'apprentissage et de garde des jeunes enfants autochtones (poste horizontal)	Crédit 1a	1 099 761
	Crédit 10a	4 416 198
Total		5 515 959

Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (poste horizontal)	Crédit 1a	1 000 000
--	-----------	------------------

Fonds pour régler les problèmes liés à l'administration de la paye (budget fédéral de 2018) (poste horizontal)	Crédit 1a	216 112
--	-----------	----------------

Fonds pour le Programme des maladies infectieuses et de changements climatiques	Crédit 10a	200 000
---	------------	----------------

Réinvestissement des redevances de la propriété intellectuelle	Crédit 1a	120 411
--	-----------	----------------

Total des crédits à adopter		7 052 482
------------------------------------	--	------------------

Total des crédits législatifs		137 186
--------------------------------------	--	----------------

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert du ministère de la Santé à l'Agence de la santé publique du Canada afin d'appuyer le groupe de travail du Bureau du contrôle des drogues et de la prévention du crime des Nations Unies sur la prévention de la stigmatisation	Crédit 10a	215 000
--	------------	----------------

Transfert du ministère de la Santé à l'Agence de la santé publique du Canada afin d'appuyer la Division de la santé de l'Organisation de coopération et de développement économiques	Crédit 10a	200 000
--	------------	----------------

Transfert du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement à l'Agence canadienne d'inspection des aliments, au ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, à l'Agence de la santé publique du Canada et à la Gendarmerie royale du Canada pour le rajustement des montants versés auparavant pour le personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger	Crédit 1a	141 810
---	-----------	----------------

Transfert du ministère des Services aux Autochtones Canada à l'Agence de santé publique du Canada pour soutenir la composante Premières Nations de l'étude canadienne sur l'incidence des signalements de cas de violence et de négligence envers les enfants	Crédit 10a	100 000
Transfert du ministère de la Santé à l'Agence de la santé publique du Canada pour appuyer la Convention-cadre pour la lutte antitabac de l'Organisation mondiale de la santé	Crédit 10a	100 000
Transfert du ministère de la Santé à l'Agence de la santé publique du Canada pour donner suite aux recommandations de l'Organisation mondiale de la santé sur la publicité des aliments et boissons non alcoolisées destinés aux enfants	Crédit 10a	100 000
Transfert du ministère de la Santé à l'Agence de la santé publique du Canada pour appuyer le projet international sur les champs électromagnétiques de l'Organisation mondiale de la santé	Crédit 10a	50 000
Transferts à l'interne		
Réaffectation des ressources à l'interne de dépenses de fonctionnement aux dépenses en capital pour les investissements dans la science de l'information et l'équipement scientifique	Crédit 1a	(1 735 000)
	Crédit 5a	1 735 000
Total		.....
Transferts à d'autres organisations		
Transfert de l'Agence du revenu du Canada, du Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada, de l'Agence de la santé publique du Canada et du Bureau du directeur des poursuites pénales à la Gendarmerie royale du Canada pour effectuer les vérifications des antécédents criminels	Crédit 1a	(22 749)
Transfert du ministère des Services aux Autochtones Canada et de l'Agence de la santé publique du Canada au ministère du Patrimoine canadien pour le projet « La grippe espagnole au Canada : derrière le masque »	Crédit 1a	(105 000)
Transfert de l'Agence de la santé publique du Canada aux Instituts de recherche en santé du Canada pour la recherche afin d'identifier les populations sous-immunisées ou non immunisées	Crédit 1a	(500 000)
Transfert de l'Agence de la santé publique du Canada au ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien pour le Ralliement national des Métis et chacun de ses membres dirigeants en vue de recueillir des données sur la santé et d'élaborer une stratégie sur la santé	Crédit 1a	(800 000)
Total des transferts		(520 939)
Total des dépenses budgétaires		6 668 729

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subventions à des organismes internationaux sans but lucratif admissibles pour soutenir des projets ou programmes en matière de santé	1 280 000	665 000	1 945 000
Contributions			
Contributions aux organisations et aux institutions autochtones sans but lucratif locales ou régionales constituées en société, en vue d'élaborer des programmes d'intervention précoce pour les enfants autochtones d'âge préscolaire et leurs familles	32 134 000	4 416 198	36 550 198
Contributions à des personnes et à des organisations pour appuyer des projets de promotion de la santé dans les domaines du renforcement des capacités communautaires, de la stimulation du développement et de la transmission des connaissances et de l'établissement de partenariats et de collaborations intersectorielle	50 793 242	300 000	51 093 242

Agence de promotion économique du Canada atlantique

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1 Dépenses de fonctionnement	69 460 240	.....	.....	69 460 240
5a Subventions et contributions	252 896 893	50 000	25 537 539	278 484 432
Total des crédits	322 357 133	50 000	25 537 539	347 944 672
Total des postes législatifs	8 168 627	.....	.....	8 168 627
Total des dépenses budgétaires	330 525 760	50 000	25 537 539	356 113 299

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Réinvestissement des recettes provenant de contributions remboursables pour fournir un soutien aux activités visant à favoriser la création d'institutions et d'entreprises, particulièrement celles de petite et de moyenne taille

Crédit 5a

25 537 539

Total des crédits à adopter

25 537 539

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert du ministère des Pêches et des Océans à l'Agence de promotion économique du Canada atlantique pour l'assainissement de Basin Head, une zone de protection marine à l'Île-du-Prince-Édouard

Crédit 5a

50 000

Total des transferts

50 000

Total des dépenses budgétaires

25 587 539

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Contributions			
Contributions en vertu du Programme de développement des entreprises	160 310 731	25 537 539	185 848 270
Contributions pour le Fonds des collectivités innovatrices	37 157 762	50 000	37 207 762

Agence des services frontaliers du Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses de fonctionnement	1 727 322 564	602 249	85 051 922	1 812 976 735
5a Dépenses en capital	258 722 853	243 000	2 185 714	261 151 567
Total des crédits	1 986 045 417	845 249	87 237 636	2 074 128 302
Total des postes législatifs	185 936 209	.....	6 046 050	191 982 259
Total des dépenses budgétaires	2 171 981 626	845 249	93 283 686	2 266 110 561

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour les rajustements rétroactifs de la rémunération des employés des services frontaliers	Crédit 1a	67 366 666
Fonds pour le Plan des niveaux d'immigration pour 2018-2020 (poste horizontal)	Crédit 1a	5 904 705
	Crédit 5a	105 119
Total		6 009 824
Fonds pour prendre des mesures visant à lutter contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs (poste horizontal)	Crédit 1a	3 580 821
	Crédit 5a	2 080 595
Total		5 661 416
Fonds pour appuyer l'utilisation et la protection de renseignements classifiés dans le cadre de procédures d'immigration (poste horizontal)	Crédit 1a	3 511 161
Fonds pour renforcer la capacité d'enquête et d'observation en vertu de la Loi sur les mesures spéciales d'importation et pour surveiller les importations (poste horizontal)	Crédit 1a	2 896 451
Fonds pour améliorer le Programme de protection des passagers (budget fédéral de 2018)	Crédit 1a	1 012 118
Fonds pour le Plan d'action sur la sécurité du périmètre et la compétitivité économique	Crédit 1a	780 000
Total des crédits à adopter		87 237 636
Total des crédits législatifs		6 046 050
Transferts		
Transferts provenant d'autres organisations		
Transfert de la Gendarmerie royale du Canada à l'Agence des services frontaliers du Canada pour administrer les exigences relatives à l'importation en vertu de la Loi sur les armes à feu	Crédit 1a	1 700 000

Transfert du ministère de la Défense nationale à Énergie atomique du Canada limitée, à l'Agence des services frontaliers du Canada, à l'Agence canadienne d'inspection des aliments, au Service canadien du renseignement de sécurité, au ministère des Ressources naturelles, au Conseil national de recherches Canada, et à la Gendarmerie royale du Canada pour appuyer le Programme canadien pour la sûreté et la sécurité	Crédit 5a	243 000
Transferts à d'autres organisations		
Transfert de l'Agence des services frontaliers du Canada, du ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration, du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement, du ministère de la Défense nationale et du ministère des Ressources naturelles à Services partagés Canada pour les coûts liés à la prestation de services essentiels de technologie de l'information	Crédit 1a	(17 629)
Transfert de l'Agence des services frontaliers du Canada, de l'Agence du revenu du Canada, du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement, du ministère de la Défense nationale, du ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile, du ministère des Transports, du Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada et de la Gendarmerie royale du Canada au Service canadien du renseignement de sécurité pour le Centre intégré d'évaluation du terrorisme	Crédit 1a	(168 459)
Transfert de l'Agence des services frontaliers du Canada, du Service canadien du renseignement de sécurité, du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration, du ministère de la Défense nationale et du ministère des Ressources naturelles au ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger	Crédit 1a	(911 663)
Total des transferts		845 249
Total des dépenses budgétaires		94 128 935

Agence du revenu du Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses de fonctionnement, contributions et dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada et de la Loi sur l'assurance-emploi	3 366 223 726	(154 504)	25 641 123	3 391 710 345
5a Dépenses en capital et dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada et de la Loi sur l'assurance-emploi	76 920 951	.....	3 504 239	80 425 190
Total des crédits	3 443 144 677	(154 504)	29 145 362	3 472 135 535
Total des postes législatifs	919 417 342	.....	3 630 436	923 047 778
Total des dépenses budgétaires	4 362 562 019	(154 504)	32 775 798	4 395 183 313

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour développer le régime fédéral de tarification de la pollution causée par le carbone (poste horizontal)	Crédit 1a	9 562 499
	Crédit 5a	3 504 239

Total **13 066 738**

Fonds à l'appui de la déclaration obligatoire des transferts électroniques de fonds internationaux et du traitement des initiatives en matière de recherche scientifique et de développement expérimental	Crédit 1a	9 086 558
---	-----------	------------------

Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (poste horizontal)	Crédit 1a	6 900 000
--	-----------	------------------

Fonds pour le Programme de dénonciateurs de l'inobservation fiscale à l'étranger	Crédit 1a	92 066
--	-----------	---------------

Total des crédits à adopter **29 145 362**

Total des crédits législatifs **3 630 436**

Transferts

Transferts à d'autres organisations

Transfert de l'Agence du revenu du Canada, du Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada, de l'Agence de la santé publique du Canada et du Bureau du directeur des poursuites pénales à la Gendarmerie royale du Canada pour effectuer les vérifications des antécédents criminels	Crédit 1a	(67 521)
---	-----------	-----------------

Transfert de l'Agence des services frontaliers du Canada, de l'Agence du revenu du Canada, du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement, du ministère de la Défense nationale, du ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile, du ministère des Transports, du Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada et de la Gendarmerie royale du Canada au Service canadien du renseignement de sécurité pour le Centre intégré d'évaluation du terrorisme	Crédit 1a	(86 983)
---	-----------	-----------------

Total des transferts	<u>(154 504)</u>
Total des dépenses budgétaires	<u>32 621 294</u>

Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses de fonctionnement	26 037 634	.....	99 196	26 136 830
5 Subventions et contributions	184 188 390	.....	.....	184 188 390
Total des crédits	210 226 024	.....	99 196	210 325 220
Total des postes législatifs	2 788 550	.....	.....	2 788 550
Total des dépenses budgétaires	213 014 574	.....	99 196	213 113 770

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour régler les problèmes liés à l'administration de la paye (budget fédéral de 2018) (poste horizontal)	Crédit 1a	99 196
---	-----------	---------------

Total des crédits à adopter

99 196

Total des dépenses budgétaires

99 196

Agence Parcs Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses du programme	1 639 035 281	475 000	45 031 380	1 684 541 661
5 Paiements au Compte des nouveaux parcs et lieux historiques	9 007 000	.....	.....	9 007 000
Total des crédits	1 648 042 281	475 000	45 031 380	1 693 548 661
Total des postes législatifs	210 847 620	.....	132 140	210 979 760
Total des dépenses budgétaires	1 858 889 901	475 000	45 163 520	1 904 528 421

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour l'achat de biens immobiliers dans le parc national de la Péninsule-Bruce (budget fédéral de 2018)	Crédit 1a	21 000 000
Fonds pour protéger la nature, les parcs et les espaces sauvages du Canada (budget fédéral de 2018) (poste horizontal)	Crédit 1a	14 781 872
Fonds destinés au Sentier transcanadien pour améliorer et entretenir le Grand Sentier (budget fédéral de 2017)	Crédit 1a	7 500 000
Fonds pour faire progresser la réconciliation sur les questions relatives aux droits autochtones et issus de traités (poste horizontal)	Crédit 1a	1 076 222
Fonds pour régler les problèmes liés à l'administration de la paye (budget fédéral de 2018) (poste horizontal)	Crédit 1a	673 286
Total des crédits à adopter		45 031 380
Total des crédits législatifs		132 140
Transferts		
Transferts provenant d'autres organisations		
Transfert du ministère des Transports à l'Agence Parcs Canada pour entreprendre des évaluations des risques climatiques	Crédit 1a	475 000
Total des transferts		475 000
Total des dépenses budgétaires		45 638 520

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subvention aux Premières Nations Dehcho	.....	7 000 000	7 000 000
Contributions			
Soutien au Grand Sentier	.....	7 500 000	7 500 000
Contributions à l'appui d'activités ou de projets liés aux parcs nationaux, aux aires marines nationales de conservation, aux lieux historiques nationaux et aux canaux historiques	5 639 324	3 007 333	8 646 657

Agence spatiale canadienne

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses de fonctionnement	176 829 295	(97 866)	1 800 000	178 531 429
5a Dépenses en capital	145 922 139	(60 607)	29 654 327	175 515 859
10 Subventions et contributions	56 411 000	.....	.....	56 411 000
Total des crédits	379 162 434	(158 473)	31 454 327	410 458 288
Total des postes législatifs	9 463 366	.....	.....	9 463 366
Total des dépenses budgétaires	388 625 800	(158 473)	31 454 327	419 921 654

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour la Mission de la Constellation RADARSAT	Crédit 5a	27 054 327
Fonds pour soutenir les étapes de la planification détaillée et de la conception de la mission de démonstration du Quantum Encryption and Science Satellite (budget fédéral de 2017)	Crédit 1a	1 800 000
	Crédit 5a	2 600 000
Total		4 400 000
Total des crédits à adopter		31 454 327
Transferts		
Transferts à d'autres organisations		
Transfert de l'Agence spatiale canadienne, du ministère de la Défense nationale, et du Conseil national de recherches du Canada au ministère de l'Industrie pour maintenir le Campus de Shirleys Bay	Crédit 5a	(60 607)
Transfert de l'Agence spatiale canadienne au Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie pour financer les activités liées à la science de l'espace lors de la Semaine de la culture scientifique 2018 qui se tiendra à l'échelle du pays en septembre 2018	Crédit 1a	(97 866)
Total des transferts		(158 473)
Total des dépenses budgétaires		31 295 854

Autorité du pont Windsor-Détroit

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Paiements à l'Autorité	195 992 153	.....	283 605 894	479 598 047
Total des dépenses budgétaires	195 992 153	.....	283 605 894	479 598 047

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour le pont international Gordie-Howe	Crédit 1a	283 605 894
Total des crédits à adopter		283 605 894
Total des dépenses budgétaires		283 605 894

Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses du programme	27 322 808	.....	2 481 203	29 804 011
Total des crédits	27 322 808	.....	2 481 203	29 804 011
Total des postes législatifs	3 227 347	.....	496 241	3 723 588
Total des dépenses budgétaires	30 550 155	.....	2 977 444	33 527 599

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires			
Crédits à adopter			
Fonds pour maintenir l'intégrité du programme		Crédit 1a	2 481 203
Total des crédits à adopter			2 481 203
Total des crédits législatifs			496 241
Total des dépenses budgétaires			2 977 444

Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses du programme	4 752 556	.....	99 196	4 851 752
Total des crédits	4 752 556	.....	99 196	4 851 752
Total des postes législatifs	593 325	.....	.....	593 325
Total des dépenses budgétaires	5 345 881	.....	99 196	5 445 077

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires			
Crédits à adopter			
Fonds pour régler les problèmes liés à l'administration de la paye (budget fédéral de 2018) (poste horizontal)		Crédit 1a	99 196
Total des crédits à adopter			99 196
Total des dépenses budgétaires			99 196

Bureau de l'infrastructure du Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses de fonctionnement	103 361 478	(100 000)	34 484 247	137 745 725
5a Dépenses en capital	766 979 458	.....	257 522 708	1 024 502 166
10a Subventions et contributions	3 111 503 619	.....	256 150 700	3 367 654 319
Total des crédits	3 981 844 555	(100 000)	548 157 655	4 529 902 210
Total des postes législatifs	2 178 464 558	.....	.....	2 178 464 558
Total des dépenses budgétaires	6 160 309 113	(100 000)	548 157 655	6 708 366 768

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour le projet de corridor du nouveau pont Champlain	Crédit 1a	34 234 247
	Crédit 5a	257 522 708
Total		291 756 955
Financement pour assumer les engagements de PPP Canada par rapport au Fonds PPP Canada	Crédit 1a	250 000
	Crédit 10a	210 100 000
Total		210 350 000
Financement pour le Fonds d'atténuation et d'adaptation en matière de catastrophes (budget fédéral de 2017)	Crédit 10a	43 751 700
Fonds pour le Programme d'infrastructure Investir dans le Canada	Crédit 10a	2 299 000
Total des crédits à adopter		548 157 655
Transferts		
Transferts à d'autres organisations		
Transfert d'Infrastructure Canada au ministère des Ressources naturelles pour le Programme d'adaptation aux changements climatiques	Crédit 1a	(100 000)
Total des transferts		(100 000)
Total des dépenses budgétaires		548 057 655

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Contributions			
Paiements pour les engagements du Fonds PPP Canada au titre de PPP Canada	.....	210 100 000	210 100 000
Fonds d'atténuation et d'adaptation en matière de catastrophes	.....	43 751 700	43 751 700
Programme d'infrastructure Investir dans le Canada	352 955 638	2 299 000	355 254 638

Bureau du Conseil privé

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses du programme	157 613 415	.....	57 692 954	215 306 369
Total des crédits	157 613 415	.....	57 692 954	215 306 369
Total des postes législatifs	16 076 450	.....	2 730 151	18 806 601
Total des dépenses budgétaires	173 689 865	.....	60 423 105	234 112 970

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour le déroulement de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées	Crédit 1a	46 958 741
Fonds pour appuyer les ministres qui relèvent du Bureau du Conseil privé	Crédit 1a	6 180 655
Fonds pour la gestion et la surveillance des nominations du gouverneur en conseil	Crédit 1a	3 882 746
Fonds pour renforcer la sécurité physique des systèmes et des bâtiments	Crédit 1a	571 616
Fonds pour régler les problèmes liés à l'administration de la paye (budget fédéral de 2018) (poste horizontal)	Crédit 1a	99 196
Total des crédits à adopter		57 692 954
Total des crédits législatifs		2 730 151
Total des dépenses budgétaires		60 423 105

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Contributions			
Enquête nationale sur les femmes et filles autochtones disparues et assassinées	15 400 000	15 400 000

Bureau du directeur des poursuites pénales

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses du programme	167 437 039	(179 974)	108 510	167 365 575
Total des crédits	167 437 039	(179 974)	108 510	167 365 575
Total des postes législatifs	19 290 971	.....	.....	19 290 971
Total des dépenses budgétaires	186 728 010	(179 974)	108 510	186 656 546

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour régler les problèmes liés à l'administration de la paye (budget fédéral de 2018) (poste horizontal)	Crédit 1a	108 510
---	-----------	----------------

Total des crédits à adopter

108 510

Transferts

Transferts à d'autres organisations

Transfert de l'Agence du revenu du Canada, du Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada, de l'Agence de la santé publique du Canada et du Bureau du directeur des poursuites pénales à la Gendarmerie royale du Canada pour effectuer les vérifications des antécédents criminels	Crédit 1a	(179 974)
---	-----------	------------------

Total des transferts

(179 974)

Total des dépenses budgétaires

(71 464)

Centre de la sécurité des télécommunications

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses du programme	644 253 196	(442 771)	1 923 668	645 734 093
Total des crédits	644 253 196	(442 771)	1 923 668	645 734 093
Total des postes législatifs	37 169 000	.....	.....	37 169 000
Total des dépenses budgétaires	681 422 196	(442 771)	1 923 668	682 903 093

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour le projet lié à l'installation à long terme

Crédit 1a

1 923 668

Total des crédits à adopter

1 923 668

Transferts

Transferts à d'autres organisations

Transfert du Centre de la sécurité des télécommunications au ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement pour fournir un soutien administratif au personnel du ministère travaillant dans les bureaux de liaison à l'étranger

Crédit 1a

(442 771)

Total des transferts

(442 771)

Total des dépenses budgétaires

1 480 897

Centre de recherches pour le développement international

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Paiements au Centre	139 338 189	1 000 000	.....	140 338 189
Total des dépenses budgétaires	139 338 189	1 000 000	.....	140 338 189

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert des Instituts de recherche en santé du Canada et du Conseil de recherches en sciences humaines au Centre de recherches pour le développement international pour le Fonds pour la recherche rapide sur les éclosions de la maladie à virus Ebola	Crédit 1a	1 000 000
---	-----------	------------------

Total des transferts

1 000 000

Total des dépenses budgétaires

1 000 000

Chambre des communes

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses du programme	347 004 325	.....	15 906 585	362 910 910
Total des crédits	347 004 325	.....	15 906 585	362 910 910
Total des postes législatifs	160 007 651	.....	.....	160 007 651
Total des dépenses budgétaires	507 011 976	.....	15 906 585	522 918 561

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires			
Crédits à adopter			
Financement pour le report de fonds du budget de fonctionnement		Crédit 1a	15 906 585
Total des crédits à adopter			15 906 585
Total des dépenses budgétaires			15 906 585

Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses du programme	4 804 473	.....	99 196	4 903 669
Total des crédits	4 804 473	.....	99 196	4 903 669
Total des postes législatifs	526 343	.....	.....	526 343
Total des dépenses budgétaires	5 330 816	.....	99 196	5 430 012

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour régler les problèmes liés à l'administration de la paye (budget fédéral de 2018) (poste horizontal)	Crédit 1a	99 196
---	-----------	---------------

Total des crédits à adopter	99 196
------------------------------------	---------------

Total des dépenses budgétaires	99 196
---------------------------------------	---------------

Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses du programme	2 914 730	.....	236 162	3 150 892
Total des crédits	2 914 730	.....	236 162	3 150 892
Total des postes législatifs	252 583	.....	.....	252 583
Total des dépenses budgétaires	3 167 313	.....	236 162	3 403 475

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires			
Crédits à adopter			
Fonds pour l'examen des appels		Crédit 1a	236 162
Total des crédits à adopter			236 162
Total des dépenses budgétaires			236 162

Commission canadienne des grains

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses du programme	5 047 795	.....	99 196	5 146 991
Total des crédits	5 047 795	.....	99 196	5 146 991
Total des postes législatifs	659 878	.....	.....	659 878
Total des dépenses budgétaires	5 707 673	.....	99 196	5 806 869

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires			
Crédits à adopter			
Fonds pour régler les problèmes liés à l'administration de la paye (budget fédéral de 2018) (poste horizontal)		Crédit 1a	99 196
Total des crédits à adopter			99 196
Total des dépenses budgétaires			99 196

Commission canadienne du lait

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses du programme	3 755 068	.....	99 196	3 854 264
Total des dépenses budgétaires	3 755 068	.....	99 196	3 854 264

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour régler les problèmes liés à l'administration de la paye (budget fédéral de 2018) (poste horizontal)	Crédit 1a	99 196
---	-----------	---------------

Total des crédits à adopter

99 196

Total des dépenses budgétaires

99 196

Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada**Sommaire de l'organisation**

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses du programme	10 119 021	.....	99 196	10 218 217
Total des crédits	10 119 021	.....	99 196	10 218 217
Total des postes législatifs	984 308	.....	.....	984 308
Total des dépenses budgétaires	11 103 329	.....	99 196	11 202 525

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)**Dépenses budgétaires****Crédits à adopter**

Fonds pour régler les problèmes liés à l'administration de la paye (budget fédéral de 2018) (poste horizontal)	Crédit 1a	99 196
---	-----------	---------------

Total des crédits à adopter		99 196
------------------------------------	--	---------------

Total des dépenses budgétaires		99 196
---------------------------------------	--	---------------

Commission de l'immigration et du statut de réfugié

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses du programme	153 814 355	.....	1 809 767	155 624 122
Total des crédits	153 814 355	.....	1 809 767	155 624 122
Total des postes législatifs	18 511 390	.....	264 656	18 776 046
Total des dépenses budgétaires	172 325 745	.....	2 074 423	174 400 168

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour appuyer l'utilisation et la protection de renseignements classifiés dans le cadre de procédures d'immigration (poste horizontal)	Crédit 1a	1 293 320
Fonds pour le Plan des niveaux d'immigration pour 2018-2020 (poste horizontal)	Crédit 1a	387 169
Fonds pour régler les problèmes liés à l'administration de la paye (budget fédéral de 2018) (poste horizontal)	Crédit 1a	129 278
Total des crédits à adopter		1 809 767
Total des crédits législatifs		264 656
Total des dépenses budgétaires		2 074 423

Commission de la fonction publique

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses du programme	78 680 187	.....	99 196	78 779 383
Total des crédits	78 680 187	.....	99 196	78 779 383
Total des postes législatifs	11 315 589	.....	.....	11 315 589
Total des dépenses budgétaires	89 995 776	.....	99 196	90 094 972

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour régler les problèmes liés à l'administration de la paye (budget fédéral de 2018) (poste horizontal)	Crédit 1a	99 196
---	-----------	---------------

Total des crédits à adopter	99 196
------------------------------------	---------------

Total des dépenses budgétaires	99 196
---------------------------------------	---------------

Commission des libérations conditionnelles du Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses du programme	44 773 738	.....	99 196	44 872 934
Total des crédits	44 773 738	.....	99 196	44 872 934
Total des postes législatifs	5 678 702	.....	.....	5 678 702
Total des dépenses budgétaires	50 452 440	.....	99 196	50 551 636

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour régler les problèmes liés à l'administration de la paye (budget fédéral de 2018) (poste horizontal)	Crédit 1a	99 196
---	-----------	---------------

Total des crédits à adopter		99 196
------------------------------------	--	---------------

Total des dépenses budgétaires		99 196
---------------------------------------	--	---------------

Commission du droit d'auteur

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses du programme	3 161 622	.....	99 196	3 260 818
Total des crédits	3 161 622	.....	99 196	3 260 818
Total des postes législatifs	296 837	.....	.....	296 837
Total des dépenses budgétaires	3 458 459	.....	99 196	3 557 655

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour régler les problèmes liés à l'administration de la paye (budget fédéral de 2018) (poste horizontal)	Crédit 1a	99 196
---	-----------	---------------

Total des crédits à adopter	99 196
------------------------------------	---------------

Total des dépenses budgétaires	99 196
---------------------------------------	---------------

Commission mixte internationale (section canadienne)**Sommaire de l'organisation**

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses du programme	11 699 295	.....	963 264	12 662 559
Total des crédits	11 699 295	.....	963 264	12 662 559
Total des postes législatifs	617 906	.....	.....	617 906
Total des dépenses budgétaires	12 317 201	.....	963 264	13 280 465

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)**Dépenses budgétaires****Crédits à adopter**

Fonds pour les études sur la gestion de l'eau des bassins transfrontaliers canado-américains	Crédit 1a	963 264
--	-----------	----------------

Total des crédits à adopter		963 264
------------------------------------	--	----------------

Total des dépenses budgétaires		963 264
---------------------------------------	--	----------------

Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses du programme	14 039 918	.....	99 196	14 139 114
Total des crédits	14 039 918	.....	99 196	14 139 114
Total des postes législatifs	1 181 921	.....	.....	1 181 921
Total des dépenses budgétaires	15 221 839	.....	99 196	15 321 035

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour régler les problèmes liés à l'administration de la paye (budget fédéral de 2018) (poste horizontal)	Crédit 1a	99 196
---	-----------	---------------

Total des crédits à adopter		99 196
------------------------------------	--	---------------

Total des dépenses budgétaires		99 196
---------------------------------------	--	---------------

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses du programme	7 697 883	.....	99 196	7 797 079
Total des crédits	7 697 883	.....	99 196	7 797 079
Total des postes législatifs	6 505 049	.....	.....	6 505 049
Total des dépenses budgétaires	14 202 932	.....	99 196	14 302 128

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour régler les problèmes liés à l'administration de la paye (budget fédéral de 2018) (poste horizontal)	Crédit 1a	99 196
---	-----------	---------------

Total des crédits à adopter		99 196
------------------------------------	--	---------------

Total des dépenses budgétaires		99 196
---------------------------------------	--	---------------

Conseil de recherches en sciences humaines

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses de fonctionnement	30 071 619	40 769	.....	30 112 388
5a Subventions	785 707 669	3 293 535	1	789 001 205
Total des crédits	815 779 288	3 334 304	1	819 113 593
Total des postes législatifs	3 137 865	.....	.....	3 137 865
Total des dépenses budgétaires	818 917 153	3 334 304	1	822 251 458

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour autoriser l'inscription et le rajustement des subventions Crédit 5a 1

Total des crédits à adopter

1

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie aux Instituts de recherche en santé du Canada et au Conseil de recherches en sciences humaines afin d'accroître l'innovation grâce à des partenariats entre les collèges, les universités canadiennes et les entreprises locales Crédit 5a **4 048 325**

Transfert du ministère du Patrimoine canadien au Conseil de recherches en sciences humaines pour des projets de recherche visant à soutenir l'élaboration de politiques concernant la participation sportive Crédit 1a 60 000

Crédit 5a 641 836

Total **701 836**

Transfert du ministère de la Défense nationale au Conseil de recherches en sciences humaines pour appuyer des projets de recherche conjoints Crédit 5a **20 000**

Transferts à d'autres organisations

Transfert du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie et du Conseil de recherches en sciences humaines au ministère de la Défense nationale pour soutenir les Chaires de recherche du Canada au Collège militaire royal du Canada Crédit 5a **(130 000)**

Transfert des Instituts de recherche en santé du Canada et du Conseil de recherches en sciences humaines au Centre de recherches pour le développement international pour le Fonds pour la recherche rapide sur les éclosions de la maladie à virus Ebola Crédit 1a (19 231)

Crédit 5a (480 769)

Total **(500 000)**

Transfert du Conseil de recherches en sciences humaines au ministère de la Défense nationale pour la recherche entreprise au Collège militaire royal du Canada Crédit 5a **(805 857)**

Total des transferts **3 334 304**

Total des dépenses budgétaires**3 334 305****Liste des paiements de transfert**

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Programme d'innovation dans les collèges et la communauté	1 000 000	4 048 325	5 048 325
Subventions et bourses	271 802 916	51 067	271 853 983

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1 Dépenses de fonctionnement	49 071 410	.....	.....	49 071 410
5a Subventions	1 246 295 850	(456 105)	1	1 245 839 746
Total des crédits	1 295 367 260	(456 105)	1	1 294 911 156
Total des postes législatifs	5 450 089	.....	.....	5 450 089
Total des dépenses budgétaires	1 300 817 349	(456 105)	1	1 300 361 245

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour autoriser l'inscription et le rajustement des subventions Crédit 5a 1

Total des crédits à adopter

1

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert du ministère de la Défense nationale au Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie pour appuyer des projets de recherche conjoints Crédit 5a **3 763 300**

Transfert du ministère de l'Environnement au Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie afin de soutenir la recherche au Laboratoire de recherche atmosphérique dans l'environnement polaire à l'île d'Ellesmere Crédit 5a **337 500**

Transfert de l'Agence spatiale canadienne au Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie pour financer les activités liées à la science de l'espace lors de la Semaine de la culture scientifique 2018 qui se tiendra à l'échelle du pays en septembre 2018 Crédit 5a **97 866**

Transferts à d'autres organisations

Transfert du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie et du Conseil de recherches en sciences humaines au ministère de la Défense nationale pour soutenir les Chaires de recherche du Canada au Collège militaire royal du Canada Crédit 5a **(239 120)**

Transfert du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie aux Instituts de recherche en santé du Canada et au Conseil de recherches en sciences humaines afin d'accroître l'innovation grâce à des partenariats entre les collèges, les universités canadiennes et les entreprises locales Crédit 5a **(4 415 651)**

Total des transferts

(456 105)

Total des dépenses budgétaires

(456 104)

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subventions et bourses	890 885 766	3 959 546	894 845 312

Conseil des Arts du Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Paiements au Conseil	292 632 337	127 000	.....	292 759 337
Total des dépenses budgétaires	292 632 337	127 000	.....	292 759 337

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert du ministère du Patrimoine canadien au Conseil des Arts du Canada afin de soutenir des projets de coopération multilatéraux en théâtre de langue française ainsi que pour assurer la participation du Canada aux réunions de la Commission internationale du théâtre francophone	Crédit 1a	127 000
--	-----------	----------------

Total des transferts

127 000

Total des dépenses budgétaires

127 000

Conseil national de recherches du Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1 Dépenses de fonctionnement	445 656 235	.....	.....	445 656 235
5a Dépenses en capital	81 048 432	608 871	.....	81 657 303
10a Subventions et contributions	512 679 820	.....	4 927 922	517 607 742
Total des crédits	1 039 384 487	608 871	4 927 922	1 044 921 280
Total des postes législatifs	230 683 498	.....	.....	230 683 498
Total des dépenses budgétaires	1 270 067 985	608 871	4 927 922	1 275 604 778

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour le Programme d'aide à la recherche industrielle

Crédit 10a

4 927 922

Total des crédits à adopter

4 927 922

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert du ministère de la Défense nationale à Énergie atomique du Canada limitée, à l'Agence des services frontaliers du Canada, à l'Agence canadienne d'inspection des aliments, au Service canadien du renseignement de sécurité, au ministère des Ressources naturelles, au Conseil national de recherches Canada, et à la Gendarmerie royale du Canada pour appuyer le Programme canadien pour la sûreté et la sécurité

Crédit 5a

610 000

Transferts à l'interne

Réaffectation des ressources à l'interne des contributions (40 000 \$) à la subvention Affiliations internationales

Crédit 10a

.....

Transferts à d'autres organisations

Transfert de l'Agence spatiale canadienne, du ministère de la Défense nationale, et du Conseil national de recherches du Canada au ministère de l'Industrie pour maintenir le Campus de Shirleys Bay

Crédit 5a

(1 129)

Total des transferts

608 871

Total des dépenses budgétaires

5 536 793

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Affiliations internationales	560 000	40 000	600 000
Contributions			
Programme d'aide à la recherche industrielle – Contributions à la Stratégie emploi jeunesse	15 000 000	2 503 709	17 503 709
Programme d'aide à la recherche industrielle – Contributions aux entreprises	158 214 000	920 033	159 134 033
Programme d'aide à la recherche industrielle – Contributions aux organisations	13 800 000	866 241	14 666 241
Contributions pour le Programme canadien des accélérateurs et incubateurs	17 095 791	597 939	17 693 730

École de la fonction publique du Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses du programme	67 562 570	.....	99 196	67 661 766
Total des crédits	67 562 570	.....	99 196	67 661 766
Total des postes législatifs	17 083 384	.....	.....	17 083 384
Total des dépenses budgétaires	84 645 954	.....	99 196	84 745 150

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires			
Crédits à adopter			
Fonds pour régler les problèmes liés à l'administration de la paye (budget fédéral de 2018) (poste horizontal)		Crédit 1a	99 196
Total des crédits à adopter			99 196
Total des dépenses budgétaires			99 196

Énergie atomique du Canada, Limitée

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Paiements à la société pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	1 043 539 640	43 292	.....	1 043 582 932
Total des dépenses budgétaires	1 043 539 640	43 292	.....	1 043 582 932

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert du ministère de la Défense nationale à Énergie atomique du Canada limitée, à l'Agence des services frontaliers du Canada, à l'Agence canadienne d'inspection des aliments, au Service canadien du renseignement de sécurité, au ministère des Ressources naturelles, au Conseil national de recherches Canada, et à la Gendarmerie royale du Canada pour appuyer le Programme canadien pour la sûreté et la sécurité	Crédit 1a	43 292
--	-----------	---------------

Total des transferts

43 292

Total des dépenses budgétaires

43 292

Gendarmerie royale du Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses de fonctionnement	2 640 617 322	49 392 420	70 086 955	2 760 096 697
5a Dépenses en capital	345 780 598	500 000	23 130 497	369 411 095
10a Subventions et contributions	253 673 483	.....	19 500 000	273 173 483
Total des crédits	3 240 071 403	49 892 420	112 717 452	3 402 681 275
Total des postes législatifs	466 625 460	.....	643 960	467 269 420
Total des dépenses budgétaires	3 706 696 863	49 892 420	113 361 412	3 869 950 695

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour la tenue du Sommet du G7 de 2018 dans la région de Charlevoix, au Québec (poste horizontal)	Crédit 1a	53 295 645
	Crédit 5a	16 583 434
Total		69 879 079
Fonds pour l'indemnisation des membres de la Gendarmerie royale du Canada pour les blessures reçues dans l'exercice de leurs fonctions	Crédit 10a	19 500 000
Réinvestissement des recettes provenant de la vente ou du transfert de biens immobiliers	Crédit 5a	5 989 538
Fonds pour prendre des mesures visant à lutter contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs (poste horizontal)	Crédit 1a	4 174 137
	Crédit 5a	257 525
Total		4 431 662
Fonds pour la Stratégie de prévention du passage de clandestins (poste horizontal)	Crédit 1a	4 355 824
Fonds pour maintenir les opérations en attendant l'examen exhaustif de l'affectation des ressources	Crédit 1a	3 444 735
Fonds pour mettre en œuvre et appliquer un cadre fédéral pour la légalisation et la réglementation du cannabis	Crédit 1a	3 275 419
Fonds pour régler les problèmes liés à l'administration de la paye (budget fédéral de 2018) (poste horizontal)	Crédit 1a	1 109 910
Fonds pour accroître le contrôle biométrique dans le contexte du système d'immigration (poste horizontal)	Crédit 5a	300 000
Fonds pour renforcer la capacité de lutte contre la conduite avec facultés affaiblies par la drogue	Crédit 1a	200 000
Revenus provenant des vérifications des casiers judiciaires liées à des demandes de suspension du casier	Crédit 1a	163 485
Réinvestissement des redevances de la propriété intellectuelle	Crédit 1a	67 800
Total des crédits à adopter		112 717 452

Total des crédits législatifs		643 960
Transferts		
Transferts provenant d'autres organisations		
Transfert du ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile à la Gendarmerie royale du Canada pour le Service de police communautaire à l'intention des Premières Nations	Crédit 1a	50 287 177
Transfert du ministère de la Défense nationale à Énergie atomique du Canada limitée, à l'Agence des services frontaliers du Canada, à l'Agence canadienne d'inspection des aliments, au Service canadien du renseignement de sécurité, au ministère des Ressources naturelles, au Conseil national de recherches Canada, et à la Gendarmerie royale du Canada pour appuyer le Programme canadien pour la sûreté et la sécurité	Crédit 5a	500 000
Transfert de l'Agence du revenu du Canada, du Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada, de l'Agence de la santé publique du Canada et du Bureau du directeur des poursuites pénales à la Gendarmerie royale du Canada pour effectuer les vérifications des antécédents criminels	Crédit 1a	402 410
Transfert du ministère des Transports à la Gendarmerie royale du Canada pour le maintien de l'ordre et de la sécurité sur le pont de la Confédération	Crédit 1a	313 000
Transfert du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement à l'Agence canadienne d'inspection des aliments, au ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, à l'Agence de la santé publique du Canada et à la Gendarmerie royale du Canada pour le rajustement des montants versés auparavant pour le personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger	Crédit 1a	184 052
Transferts à d'autres organisations		
Transfert de l'Agence des services frontaliers du Canada, de l'Agence du revenu du Canada, du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement, du ministère de la Défense nationale, du ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile, du ministère des Transports, du Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada et de la Gendarmerie royale du Canada au Service canadien du renseignement de sécurité pour le Centre intégré d'évaluation du terrorisme	Crédit 1a	(94 219)
Transfert de la Gendarmerie royale du Canada à l'Agence des services frontaliers du Canada pour administrer les exigences relatives à l'importation en vertu de la Loi sur les armes à feu	Crédit 1a	(1 700 000)
Total des transferts		49 892 420
Total des dépenses budgétaires		163 253 832

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Indemnisation des membres de la Gendarmerie royale du Canada pour blessures reçues dans l'exercice de leurs fonctions (L.R.C. (1985), ch. R-11)	235 600 000	19 500 000	255 100 000

Instituts de recherche en santé du Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1 Dépenses de fonctionnement	56 295 898	(19 231)	.....	56 276 667
5a Subventions	1 084 431 690	386 557	1	1 084 818 248
Total des crédits	1 140 727 588	367 326	1	1 141 094 915
Total des postes législatifs	5 936 359	.....	.....	5 936 359
Total des dépenses budgétaires	1 146 663 947	367 326	1	1 147 031 274

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour autoriser l'inscription et le rajustement des subventions

Crédit 5a 1

Total des crédits à adopter

1

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert de l'Agence de la santé publique du Canada aux Instituts de recherche en santé du Canada pour la recherche afin d'identifier les populations sous-immunisées ou non immunisées

Crédit 5a **500 000**

Transfert du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie aux Instituts de recherche en santé du Canada et au Conseil de recherches en sciences humaines afin d'accroître l'innovation grâce à des partenariats entre les collèges, les universités canadiennes et les entreprises locales

Crédit 5a **367 326**

Transferts à l'interne

Réaffectation des ressources à l'interne provenant de la subvention intitulée Subvention pour les projets de recherche et le soutien du personnel à la subvention intitulée Subventions d'appui aux instituts (416 667 \$)

Crédit 5a

Transferts à d'autres organisations

Transfert des Instituts de recherche en santé du Canada et du Conseil de recherches en sciences humaines au Centre de recherches pour le développement international pour le Fonds pour la recherche rapide sur les éclosions de la maladie à virus Ebola

Crédit 1 (19 231)

Crédit 5a (480 769)

Total **(500 000)**

Total des transferts

367 326

Total des dépenses budgétaires

367 327

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subventions d'appui aux instituts	13 000 000	416 667	13 416 667
Programme d'innovation dans les collèges et la communauté	. . . . .	367 326	367 326

Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses de fonctionnement	596 522 692	(78 734)	23 942 270	620 386 228
5a Dépenses en capital	64 446 553	.....	4 495 859	68 942 412
10a Subventions et contributions	425 525 000	100 000	1 000 000	426 625 000
Total des crédits	1 086 494 245	21 266	29 438 129	1 115 953 640
Total des postes législatifs	1 467 136 246	.....	795 390	1 467 931 636
Total des dépenses budgétaires	2 553 630 491	21 266	30 233 519	2 583 885 276

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour le transfert de deux infrastructures hydrauliques fédérales au gouvernement de la Saskatchewan	Crédit 1a	10 000 000
Fonds pour faire avancer les découvertes scientifiques et l'innovation en agriculture (budget fédéral de 2017)	Crédit 1a	5 110 775
	Crédit 5a	1 500 000
	Crédit 10a	1 000 000
Total		7 610 775
Réinvestissement des redevances de la propriété intellectuelle	Crédit 1a	5 643 334
Fonds pour l'Initiative fédérale liée aux infrastructures	Crédit 5a	2 695 959
Réinvestissement des revenus provenant des ventes et de la prestation de services relatifs à la recherche, aux installations et à l'équipement, et autres revenus	Crédit 1a	2 553 360
Fonds pour régler les problèmes liés à l'administration de la paye (budget fédéral de 2018) (poste horizontal)	Crédit 1a	634 801
Réinvestissement des recettes provenant de la vente ou du transfert de biens immobiliers	Crédit 5a	299 900
Total des crédits à adopter		29 438 129
Total des crédits législatifs		795 390

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement à l'Agence canadienne d'inspection des aliments, au ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, à l'Agence de la santé publique du Canada et à la Gendarmerie royale du Canada pour le rajustement des montants versés auparavant pour le personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger	Crédit 1a	24 504
---	-----------	---------------

Transferts à l'interne		
Réaffectation des ressources à l'interne provenant des contributions (745 000 \$) aux subventions afin de fournir des subventions versées à des bénéficiaires étrangers pour leur participation auprès d'organisations internationales qui appuient l'agriculture	Crédit 10a	.....
Réaffectation des ressources à l'interne provenant des contributions (300 000 \$) aux subventions au sein du programme des initiatives Agri-risques	Crédit 10a	.....
Réaffectation des ressources à l'interne provenant du budget de fonctionnement aux subventions pour le programme Solutions innovatrices Canada	Crédit 1a Crédit 10a	(100 000) 100 000
Total		.....
Transferts à d'autres organisations		
Transfert de l'Agence des services frontaliers du Canada, du ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration, du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement, du ministère de la Défense nationale et du ministère des Ressources naturelles à Services partagés Canada pour les coûts liés à la prestation de services essentiels de technologie de l'information	Crédit 1a	(3 238)
Total des transferts		21 266
Total des dépenses budgétaires		30 254 785

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subventions versées à des bénéficiaires étrangers pour la participation auprès d'organisations internationales qui appuient l'agriculture	883 000	745 000	1 628 000
Paiements de subvention pour le programme des initiatives Agri-risques	300 000	300 000	600 000
Subvention au programme Solutions innovatrices Canada	200 000	100 000	300 000
Contributions			
Contributions à l'appui de l'Initiative des laboratoires vivants	.....	1 000 000	1 000 000

Ministère de l'Emploi et du Développement social

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a	Dépenses de fonctionnement	693 555 510	13 099 162	706 654 672
5a	Subventions et contributions	2 440 860 218	54 346 204	2 496 284 912
Total des crédits		3 134 415 728	67 445 366	3 202 939 584
Total des postes législatifs		57 809 998 402	870 657	57 810 869 059
Total des dépenses budgétaires		60 944 414 130	68 316 023	61 013 808 643
Dépenses non budgétaires				
Total des postes législatifs		734 973 706		734 973 706
Total des dépenses non budgétaires		734 973 706		734 973 706

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour le programme sur les compétences futures (budget fédéral de 2017)	Crédit 1a	2 008 726
	Crédit 5a	22 712 823
Total		24 721 549
Fonds pour les ententes sur le développement de la main-d'œuvre	Crédit 5a	18 706 801
Fonds pour la Stratégie des partenariats de lutte contre l'itinérance	Crédit 5a	6 158 148
Fonds pour le Programme d'apprentissage, d'alphabétisation et d'acquisition des compétences essentielles pour les adultes afin de fournir un soutien du revenu et une formation aux travailleurs sans emploi dans les industries saisonnières	Crédit 5a	5 800 000
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (poste horizontal)	Crédit 1a	4 500 000
Fonds pour le Cadre d'apprentissage et de garde des jeunes enfants autochtones (poste horizontal)	Crédit 1a	3 398 703
Fonds pour régler les problèmes liés à l'administration de la paye (budget fédéral de 2018) (poste horizontal)	Crédit 1a	3 191 733
Fonds pour le Programme d'apprentissage intégré en milieu de travail pour étudiants	Crédit 5a	553 078
Fonds pour le projet pilote de l'enquête sur l'information sur le marché du travail	Crédit 5a	415 354
Total des crédits à adopter		67 445 366
Total des crédits législatifs		870 657

Transferts		
Transferts provenant d'autres organisations		
Transfert du ministère des Services aux Autochtones Canada au ministère de l'Emploi et du Développement social pour soutenir l'administration régionale Kativik afin de simplifier la prestation de services liés à l'emploi des jeunes et aux programmes d'éducation	Crédit 5a	1 078 490
Transferts à l'interne		
Réaffectation des ressources à l'interne de la subvention intitulée Subventions aux apprentis à la subvention intitulée Mesures de soutien pour l'information sur le marché du travail au Canada (1 100 000 \$) pour améliorer la collecte, la qualité et la diffusion de l'information sur le marché du travail au Canada (Ce poste a été financé à partir du crédit 5 du Conseil du Trésor, Éventualités du gouvernement)	Crédit 5a	.....
Réaffectation des ressources à l'interne de la subvention intitulée Subventions aux apprentis à la subvention intitulée Programme de financement du travail (326 000 \$) pour accueillir le Congrès mondial sur la sécurité et la santé au travail 2020	Crédit 5a	.....
Total des transferts		1 078 490
Total des dépenses budgétaires		69 394 513

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subventions à des organismes sans but lucratif, à but lucratif, et autochtones, et aux gouvernements municipaux, provinciaux et territoriaux pour l'apprentissage, l'alphabétisation et l'acquisition de compétences essentielles pour les adultes	14 800 000	2 505 164	17 305 164
Mesures de soutien pour l'information sur le marché du travail au Canada	.....	1 100 000	1 100 000
Programme de financement du travail	1 703 000	326 000	2 029 000
Contributions			
Contributions aux gouvernements provinciaux et territoriaux, conseils de bande ou de tribu, détenteurs d'accord de la Stratégie pour la formation et les compétences des Autochtones, administrations municipales, organismes sans but lucratif, associations professionnelles, entreprises et organisations du secteur privé, consortiums, groupes de l'industrie, syndicats, organismes de réglementation, associations spéciales, établissements de santé publique, commissions scolaires, universités, collèges, cégeps, conseils sectoriels, conseils intersectoriels afin d'accroître la compétitivité et la productivité des milieux de travail en favorisant l'investissement dans les compétences de même que la reconnaissance et l'utilisation des compétences	67 610 918	23 265 901	90 876 819
Contributions accordées à des organismes sans but lucratif, des particuliers, des administrations municipales, des conseils de bande ou de tribu et autres organisations autochtones, des établissements de santé publique et d'enseignement, des régies régionales, des entreprises à but lucratif, des organismes et instituts de recherche pour appuyer les activités visant à atténuer et à prévenir le problème des sans-abris au Canada et pour mener des recherches sur les sans-abri afin d'aider les collectivités à mieux comprendre et à répondre efficacement aux besoins des sans-abris	162 346 220	6 158 148	168 504 368
Contributions à des organismes sans but lucratif, à but lucratif, et autochtones, et aux gouvernements municipaux, provinciaux et territoriaux pour l'apprentissage, l'alphabétisation et l'acquisition de compétences essentielles pour les adultes	3 209 000	3 294 836	6 503 836
Paiements aux provinces, territoires, municipalités, autres organismes publics, organisations, groupes, collectivités, employeurs et particuliers afin de pourvoir à la formation ou à l'expérience de travail, à la mobilisation des ressources communautaires et aux mesures de planification et d'adaptation de ressources humaines nécessaires au fonctionnement efficace du marché du travail canadien	726 640 500	1 493 844	728 134 344
Autres paiement de transfert			
Ententes sur le développement de la main-d'œuvre	797 000 000	18 706 801	815 706 801

Ministère de l'Environnement

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses de fonctionnement	828 903 411	(8 023 200)	15 194 014	836 074 225
5 Dépenses en capital	91 630 043	.....	.....	91 630 043
10a Subventions et contributions	622 790 182	4 870 875	5 978 689	633 639 746
Total des crédits	1 543 323 636	(3 152 325)	21 172 703	1 561 344 014
Total des postes législatifs	90 950 825	.....	1 777 400	92 728 225
Total des dépenses budgétaires	1 634 274 461	(3 152 325)	22 950 103	1 654 072 239

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour la transition vers de nouveaux processus d'évaluation des impacts et réglementaires (poste horizontal)	Crédit 1a	7 112 111
	Crédit 10a	950 000
Total		8 062 111
Fonds pour le programme des Gardiens autochtones (budget fédéral de 2017)	Crédit 1a	1 300 698
	Crédit 10a	4 028 689
Total		5 329 387
Fonds pour développer le régime fédéral de tarification de la pollution causée par le carbone (poste horizontal)	Crédit 1a	3 942 555
Fonds pour protéger la nature, les parcs et les espaces sauvages du Canada (budget fédéral de 2018) (poste horizontal)	Crédit 1a	668 812
	Crédit 10a	1 000 000
Total		1 668 812
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (poste horizontal)	Crédit 1a	1 400 000
Fonds pour régler les problèmes liés à l'administration de la paye (budget fédéral de 2018) (poste horizontal)	Crédit 1a	769 838
Total des crédits à adopter		21 172 703
Total des crédits législatifs		1 777 400
Transferts		
Transferts à l'interne		
Réaffectation des ressources à l'interne provenant de contributions (550 000 \$) à la subvention au programme Solutions innovatrices Canada	Crédit 10a	.....

Réaffectation des ressources à l'interne pour appuyer le Centre canadien des services climatiques en fournissant aux Canadiens de meilleurs renseignements sur le climat	Crédit 1a	(600 000)
	Crédit 10a	600 000
Total		.....
Réaffectation des ressources à l'interne provenant de contributions (2 473 065 \$) aux subventions à l'appui de la prise de mesures sur la croissance propre et les changements climatiques	Crédit 10a	.....
Réaffectation des ressources à l'interne pour appuyer les engagements liés à la Charte sur les plastiques dans les océans du G7 et la Commission mondiale sur l'adaptation	Crédit 1a	(5 500 000)
	Crédit 10a	5 500 000
Total		.....
Transferts à d'autres organisations		
Transfert du ministère de l'Environnement au ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement pour soutenir le Partenariat du Programme de la plateforme nord-américaine	Crédit 1a	(160 000)
Transfert du ministère de l'Environnement au Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie afin de soutenir la recherche au Laboratoire de recherche atmosphérique dans l'environnement polaire à l'île d'Ellesmere	Crédit 1a	(337 500)
Transfert du ministère de l'Environnement au ministère des Ressources naturelles pour la recherche scientifique dans le cadre du Programme du plateau continental polaire	Crédit 1a	(358 000)
Transfert du ministère de l'Environnement au ministère des Pêches et des Océans afin de poursuivre la restauration environnementale des projets dans le cadre de l'Accord Canada-États-Unis relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs	Crédit 1a	(1 067 700)
Transfert du ministère de l'Environnement au ministère des Pêches et des Océans pour réaliser des projets portant sur les espèces aquatiques en péril pour le Programme d'intendance de l'habitat pour les espèces en péril et le Fonds autochtone pour les espèces en péril	Crédit 10a	(1 229 125)
Total des transferts		(3 152 325)
Total des dépenses budgétaires		19 797 778

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subventions à l'appui de la prise de mesures sur la croissance propre et les changements climatiques	.....	2 473 065	2 473 065
Subvention au programme Solutions innovatrices Canada	50 000	550 000	600 000
Contributions			
Contributions à l'appui de la prise de mesures sur la croissance propre et les changements climatiques	.....	4 950 000	4 950 000
Contributions à l'appui de la conservation de la nature	.....	4 028 689	4 028 689
Contributions à l'appui du Fonds canadien pour la nature	.....	1 000 000	1 000 000
Contributions à l'appui du Système d'évaluation des impacts et de réglementation	.....	950 000	950 000
Contributions à l'appui de services météorologiques et environnementaux pour les Canadiens	3 765 093	600 000	4 365 093
Contributions à l'appui de Biodiversité – Espèces sauvages et habitats	30 741 565	22 775	30 764 340

Ministère de l'Industrie

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses de fonctionnement	414 022 162	(199 610)	4 149 095	417 971 647
5a Dépenses en capital	5 983 000	387 996	.....	6 370 996
10a Subventions et contributions	2 328 002 026	26 000	154 667 316	2 482 695 342
Total des crédits	2 748 007 188	214 386	158 816 411	2 907 037 985
Total des postes législatifs	195 542 988	.....	298 000	195 840 988
Total des dépenses budgétaires	2 943 550 176	214 386	159 114 411	3 102 878 973
Dépenses non budgétaires				
Crédits				
L15 Paiements conformément au paragraphe 14(2) de la Loi sur le ministère de l'Industrie	300 000	.....	.....	300 000
L20 Prêts conformément à l'alinéa 14(1)a) de la Loi sur le ministère de l'Industrie	500 000	.....	.....	500 000
Total des dépenses non budgétaires	800 000	.....	.....	800 000

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour les producteurs d'acier et d'aluminium par le biais du Fonds stratégique pour l'innovation	Crédit 10a	125 000 000
Financement pour le Fonds stratégique pour l'innovation dans le cadre du Plan pour l'innovation et les compétences	Crédit 10a	15 042 926
Fonds pour le programme Un Canada branché, qui donne accès aux réseaux à large bande haute vitesse pour les collectivités rurales et nordiques	Crédit 10a	12 731 791
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (poste horizontal)	Crédit 1a	2 420 000
Réinvestissement des redevances de la propriété intellectuelle	Crédit 1a	1 204 358
Fonds pour le programme CodeCan pour offrir une formation sur les compétences numériques aux jeunes	Crédit 10a	1 160 762
Fonds pour soutenir l'initiative Familles branchées, anciennement le programme d'accès abordable	Crédit 10a	731 837
Fonds pour régler les problèmes liés à l'administration de la paye (budget fédéral de 2018) (poste horizontal)	Crédit 1a	524 737
Total des crédits à adopter		158 816 411
Total des crédits législatifs		298 000

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert de l'Agence spatiale canadienne, du ministère de la Défense nationale, et du Conseil national de recherches du Canada au ministère de l'Industrie pour maintenir le Campus de Shirleys Bay	Crédit 5a	214 386
--	-----------	----------------

Transferts à l'interne

Réaffectation des ressources à l'interne des contributions (300 000 \$) à la subvention Solutions innovatrices Canada du programme Solutions innovatrices Canada	Crédit 10a	.....
Réaffectation des ressources à l'interne de la subvention pour la Corporation du secrétariat du commerce intérieur (175 000 \$) et de contributions (500 000 \$) à la subvention à l'Union internationale des télécommunications, Genève (Suisse), afin de contrer les fluctuations du taux de change	Crédit 10a	.....
Réaffectation des ressources à l'interne pour appuyer des projets d'immobilisations	Crédit 1a	(173 610)
	Crédit 5a	173 610
Total		.....
Réaffectation des ressources à l'interne pour augmenter la subvention de la Subvention au Conseil consultatif canadien de la radio	Crédit 1a	(26 000)
	Crédit 10a	26 000
Total		.....
Total des transferts		214 386
Total des dépenses budgétaires		159 328 797

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subvention à l'Union internationale des télécommunications, Genève (Suisse)	4 808 000	675 000	5 483 000
Subvention au programme Solutions innovatrices Canada	700 000	300 000	1 000 000
Subvention au Conseil consultatif canadien de la radio	85 000	26 000	111 000
Contributions			
Contributions provenant du Fonds stratégique pour l'innovation	294 042 835	139 242 926	433 285 761
Contributions en vertu du programme Un Canada branché	14 738 395	12 731 791	27 470 186
Contributions dans le cadre du programme CodeCan	29 009 135	1 160 762	30 169 897
Contributions dans le cadre du programme d'accès abordable	2 428 439	731 837	3 160 276

Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour	
		Transferts	Rajustements (dollars)		
Dépenses budgétaires					
Crédits					
1a	Dépenses de fonctionnement	861 711 099	(9 403 096)	7 113 949	859 421 952
5a	Dépenses en capital	21 816 321	.....	8 666 837	30 483 158
10a	Subventions et contributions	1 356 435 547	.....	53 000 000	1 409 435 547
Total des crédits		2 239 962 967	(9 403 096)	68 780 786	2 299 340 657
Total des postes législatifs		156 339 675	.....	542 047	156 881 722
Total des dépenses budgétaires		2 396 302 642	(9 403 096)	69 322 833	2 456 222 379

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour indemniser les provinces pour l'hébergement temporaire des demandeurs d'asile	Crédit 10a	50 000 000
Fonds pour accroître le contrôle biométrique dans le contexte du système d'immigration (poste horizontal)	Crédit 1a	2 739 351
	Crédit 5a	3 197 854
Total		5 937 205
Fonds pour le Programme des travailleurs étrangers temporaires et le Programme de mobilité internationale	Crédit 5a	3 047 018
Fonds pour la Stratégie de prévention du passage de clandestins (poste horizontal)	Crédit 10a	3 000 000
Fonds pour le Projet sur les entrées et les sorties	Crédit 1a	270 379
	Crédit 5a	2 421 965
Total		2 692 344
Fonds pour appuyer l'utilisation et la protection de renseignements classifiés dans le cadre de procédures d'immigration (poste horizontal)	Crédit 1a	2 078 535
Fonds pour gérer la migration irrégulière à la frontière canado-américaine	Crédit 1a	1 089 863
Fonds pour régler les problèmes liés à l'administration de la paye (budget fédéral de 2018) (poste horizontal)	Crédit 1a	935 821
Total des crédits à adopter		68 780 786
Total des crédits législatifs		542 047
Transferts		
Transferts à l'interne		
Réaffectation des ressources à l'interne provenant de contributions aux subventions (650 000 \$) pour soutenir le Programme d'élaboration de politiques en matière de migration	Crédit 10a	.....

Transferts à d'autres organisations

Transfert de l'Agence des services frontaliers du Canada, du ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration, du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement, du ministère de la Défense nationale et du ministère des Ressources naturelles à Services partagés Canada pour les coûts liés à la prestation de services essentiels de technologie de l'information	Crédit 1a	(224 763)
Transfert de l'Agence des services frontaliers du Canada, du Service canadien du renseignement de sécurité, du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration, du ministère de la Défense nationale et du ministère des Ressources naturelles au ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger	Crédit 1a	(9 178 333)
Total des transferts		(9 403 096)
Total des dépenses budgétaires		59 919 737

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subvention pour l'élaboration des politiques sur les migrations	350 000	650 000	1 000 000
Contributions			
Aide à la réinstallation	87 669 359	50 000 000	137 669 359
Aide mondiale aux migrants irréguliers	.....	3 000 000	3 000 000

Ministère de la Défense nationale

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses de fonctionnement	15 630 416 828	(50 665 361)	56 276 610	15 636 028 077
5a Dépenses en capital	3 761 023 833	(11 381 536)	313 034 460	4 062 676 757
10a Subventions et contributions	176 719 317	(11 000 000)	24 183 114	189 902 431
15a Radiation de dette	.....	15 380	1	15 381
20a Remise de dette	.....	173	1	174
Total des crédits	19 568 159 978	(73 031 344)	393 494 186	19 888 622 820
Total des postes législatifs	1 202 283 005	(163 853)	.....	1 202 119 152
Total des dépenses budgétaires	20 770 442 983	(73 195 197)	393 494 186	21 090 741 972

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour les dépenses en immobilisations à l'appui de la politique Protection, Sécurité, Engagement	Crédit 5a	282 245 589
Fonds pour l'entretien et la mise à jour des biens d'infrastructure fédérale	Crédit 1a	7 609 169
	Crédit 5a	30 788 871
Total		38 398 040
Fonds pour l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord	Crédit 10a	24 183 114
Fonds pour la mise en œuvre de l'Entente de règlement définitive du Recours collectif concernant la purge LGBT (poste horizontal)	Crédit 1a	21 980 000
Fonds pour les prestations de santé pour les Forces armées canadiennes	Crédit 1a	17 300 000
Fonds pour régler les problèmes liés à l'administration de la paye (budget fédéral de 2018) (poste horizontal)	Crédit 1a	3 090 753
Fonds pour la location d'un pétrolier ravitailleur d'escadre provisoire	Crédit 1a	3 000 000
Fonds pour le programme Innovation pour la défense, l'excellence et la sécurité	Crédit 1a	2 460 854
Fonds destinés à l'évaluation, à la gestion et à l'assainissement des sites contaminés fédéraux (poste horizontal)	Crédit 1a	835 834
Fonds pour autoriser l'inclusion et le rajustement d'une autorisation intégrée au libellé d'un crédit	Crédit 15a	1
	Crédit 20a	1
Total		2
Total des crédits à adopter		393 494 186

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert du Conseil de recherches en sciences humaines au ministère de la Défense nationale pour la recherche entreprise au Collège militaire royal du Canada	Crédit 1a	805 857
Transfert du ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux au ministère de la Défense nationale pour la passation des marchés et l'approvisionnement à l'égard du matériel de défense	Crédit 1a	755 152
Transfert du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie et du Conseil de recherches en sciences humaines au ministère de la Défense nationale pour soutenir les Chaires de recherche du Canada au Collège militaire royal du Canada	Crédit 1a	369 120

Transferts à l'interne

Réaffectation des ressources à l'interne de subventions et contributions aux opérations pour les coûts du programme Innovation pour la défense, l'excellence et la sécurité	Crédit 1a	11 000 000
	Crédit 10a	(11 000 000)
Total		.....
Réaffectation des ressources à l'interne des dépenses de fonctionnement pour la radiation de créances non recouvrables	Crédit 1a	(15 380)
	Crédit 15a	15 380
Total		.....
Réaffectation des ressources à l'interne des dépenses de fonctionnement pour la renonciation à une créance	Crédit 1a	(173)
	Crédit 20a	173
Total		.....

Transferts à d'autres organisations

Transfert du ministère de la Défense nationale au Conseil de recherches en sciences humaines pour appuyer des projets de recherche conjoints	Crédit 1a	(20 000)
Transfert du ministère de la Défense nationale au ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien pour les coûts de soutien liés à l'ancien camp Ipperwash	Crédit 1a	(48 596)
Transfert de l'Agence spatiale canadienne, du ministère de la Défense nationale, et du Conseil national de recherches du Canada au ministère de l'Industrie pour maintenir le Campus de Shirleys Bay	Crédit 5a	(152 650)
Transfert de l'Agence des services frontaliers du Canada, de l'Agence du revenu du Canada, du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement, du ministère de la Défense nationale, du ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile, du ministère des Transports, du Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada et de la Gendarmerie royale du Canada au Service canadien du renseignement de sécurité pour le Centre intégré d'évaluation du terrorisme	Crédit 1a	(188 438)
Transfert de l'Agence des services frontaliers du Canada, du ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration, du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement, du ministère de la Défense nationale et du ministère des Ressources naturelles à Services partagés Canada pour les coûts liés à la prestation de services essentiels de technologie de l'information	Crédit 1a	(53 651)
	Crédit 5a	(362 621)
Total		(416 272)
Transfert du ministère de la Défense nationale au ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien pour les coûts liés aux services de munitions explosives non-explosées dans les réserves	Crédit 1a	(787 991)
Transfert de l'Agence des services frontaliers du Canada, du Service canadien du renseignement de sécurité, du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration, du ministère de la Défense nationale et du ministère des Ressources naturelles au ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger	Crédit 1a	(2 366 643)

Transfert du ministère de la Défense nationale au ministère des Ressources naturelles pour les coûts de fonctionnement du Programme du plateau continental polaire à Resolute	Crédit 1a	(2 551 318)
Transfert du ministère de la Défense nationale à Énergie atomique du Canada limitée, à l'Agence des services frontaliers du Canada, à l'Agence canadienne d'inspection des aliments, au Service canadien du renseignement de sécurité, au ministère des Ressources naturelles, au Conseil national de recherches Canada, et à la Gendarmerie royale du Canada pour appuyer le Programme canadien pour la sûreté et la sécurité	Crédit 5a	(2 791 292)
Transfert du ministère de la Défense nationale au Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie pour appuyer des projets de recherche conjoints	Crédit 1a	(3 763 300)
Transfert du ministère de la Défense nationale à Services partagés Canada pour fournir l'infrastructure et l'équipement de technologie de l'information pour le complexe Carling à Ottawa	Crédit 5a	(8 074 973)
Transfert du ministère de la Défense nationale au ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement à l'appui de la stratégie au Moyen-Orient	Crédit 1a	(53 800 000)
Total des dépenses budgétaires		320 298 989

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Contributions			
Programme de contributions à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord : Budget militaire de l'OTAN (Programmes de l'OTAN)	104 907 000	24 183 114	129 090 114

Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1 Dépenses de fonctionnement	37 685 094	.....	.....	37 685 094
5a Subventions et contributions	117 773 000	.....	53 521 644	171 294 644
Total des crédits	155 458 094	.....	53 521 644	208 979 738
Total des postes législatifs	3 825 014	.....	.....	3 825 014
Total des dépenses budgétaires	159 283 108	.....	53 521 644	212 804 752

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour restaurer le service ferroviaire à Churchill, au Manitoba (Ce poste a été financé à partir du crédit 5 du Conseil du Trésor, Éventualités du gouvernement) Crédit 5a **45 300 000**

Fonds à l'appui de nouveaux projets des technologies et de l'innovation du secteur aérospatial du Manitoba Crédit 5a **5 000 000**

Réinvestissement des recettes provenant des contributions remboursables afin d'accroître les activités liées au développement économique Crédit 5a **3 221 644**

Total des crédits à adopter **53 521 644**

Total des dépenses budgétaires **53 521 644**

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Contributions			
Contributions destinées au Programme de diversification de l'économie de l'Ouest	72 716 678	53 521 644	126 238 322

Ministère de la Justice

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses de fonctionnement	280 872 333	.....	2 930 431	283 802 764
5a Subventions et contributions	404 557 296	.....	2 050 000	406 607 296
Total des crédits	685 429 629	.....	4 980 431	690 410 060
Total des postes législatifs	69 560 097	.....	443 709	70 003 806
Total des dépenses budgétaires	754 989 726	.....	5 424 140	760 413 866

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour appuyer l'utilisation et la protection de renseignements classifiés dans le cadre de procédures d'immigration (poste horizontal) Crédit 1a 2 420 160

Crédit 5a 400 000

Total

2 820 160

Fonds pour répondre aux besoins des victimes d'actes criminels vulnérables Crédit 5a **1 650 000**

Fonds pour régler les problèmes liés à l'administration de la paye (budget fédéral de 2018) (poste horizontal) Crédit 1a **510 271**

Total des crédits à adopter **4 980 431**

Total des crédits législatifs **443 709**

Total des dépenses budgétaires **5 424 140**

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subventions provenant du Fonds d'aide aux victimes	3 250 000	500 000	3 750 000
Contributions			
Contributions provenant du Fonds d'aide aux victimes	24 487 265	1 150 000	25 637 265
Contributions versées en vertu du Programme des avocats spéciaux	.....	250 000	250 000
Contributions visant la composante relative au service d'un avocat rémunéré par l'État du Programme d'aide juridique	3 650 000	150 000	3 800 000

Ministère de la Santé

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses de fonctionnement	791 469 266	108 590	7 196 232	798 774 088
5 Dépenses en capital	28 944 205	.....	.....	28 944 205
10a Subventions et contributions	1 387 055 426	(1 936 847)	7 349 730	1 392 468 309
Total des crédits	2 207 468 897	(1 828 257)	14 545 962	2 220 186 602
Total des postes législatifs	153 111 122	.....	20 769 222	173 880 344
Total des dépenses budgétaires	2 360 580 019	(1 828 257)	35 315 184	2 394 066 946

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour le Programme sur l'usage et les dépendances aux substances	Crédit 10a	7 349 730
Fonds pour la transition vers de nouveaux processus d'évaluation des impacts et réglementaires (poste horizontal)	Crédit 1a	5 041 699
Fonds pour régler les problèmes liés à l'administration de la paye (budget fédéral de 2018) (poste horizontal)	Crédit 1a	1 321 584
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (poste horizontal)	Crédit 1a	500 000
Fonds pour mettre sur pied le Réseau canadien d'information sur la salubrité des aliments (poste horizontal)	Crédit 1a	332 949
Total des crédits à adopter		14 545 962
Total des crédits législatifs		20 769 222

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert de l'Agence canadienne d'inspection des aliments au ministère de la Santé pour élaborer des profils de risque pour les pathogènes alimentaires et d'autres dangers liés aux aliments	Crédit 1a	686 590
Transferts à d'autres organisations		
Transfert du ministère de la Santé à l'Agence de la santé publique du Canada pour appuyer le projet international sur les champs électromagnétiques de l'Organisation mondiale de la santé	Crédit 1a	(50 000)
Transfert du ministère de la Santé à l'Agence de la santé publique du Canada pour appuyer la Convention-cadre pour la lutte antitabac de l'Organisation mondiale de la santé	Crédit 1a	(100 000)
Transfert du ministère de la Santé à l'Agence de la santé publique du Canada pour donner suite aux recommandations de l'Organisation mondiale de la santé sur la publicité des aliments et boissons non alcoolisées destinés aux enfants	Crédit 1a	(100 000)

Transfert du ministère de la Santé au ministère des Services aux Autochtones Canada pour appuyer la proposition de recherche de l'Hôpital des enfants de l'est de l'Ontario sur les effets de la qualité de l'air intérieur sur la santé respiratoire des enfants dans les réserves des Premières Nations de la région de Sioux Lookout	Crédit 1a	(113 000)
Transfert du ministère de la Santé à l'Agence de la santé publique du Canada afin d'appuyer la Division de la santé de l'Organisation de coopération et de développement économiques	Crédit 10a	(200 000)
Transfert du ministère de la Santé à l'Agence de la santé publique du Canada afin d'appuyer le groupe de travail du Bureau du contrôle des drogues et de la prévention du crime des Nations Unies sur la prévention de la stigmatisation	Crédit 1a	(215 000)
Transfert du ministère de la Santé au ministère des Services aux Autochtones Canada pour l'éducation publique du cannabis dans les collectivités autochtones	Crédit 10a	(1 736 847)
Total des transferts		(1 828 257)
Total des dépenses budgétaires		33 486 927

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Contributions			
Programme sur l'usage et les dépendances aux substances	28 050 014	5 612 883	33 662 897

Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses de fonctionnement	147 309 901	(184 063)	7 370 883	154 496 721
5a Subventions et contributions	1 007 864 906	(50 287 177)	28 312 659	985 890 388
Total des crédits	1 155 174 807	(50 471 240)	35 683 542	1 140 387 109
Total des postes législatifs	15 873 374	.....	550 843	16 424 217
Total des dépenses budgétaires	1 171 048 181	(50 471 240)	36 234 385	1 156 811 326

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour prendre des mesures visant à lutter contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs (poste horizontal)	Crédit 1a	1 396 423
	Crédit 5a	18 362 659

Total		19 759 082
--------------	--	-------------------

Fonds pour les projets liés aux infrastructures dans les collectivités autochtones (poste horizontal)	Crédit 1a	2 052 368
	Crédit 5a	9 950 000

Total		12 002 368
--------------	--	-------------------

Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (poste horizontal)	Crédit 1a	2 000 000
--	-----------	------------------

Fonds visant à améliorer le Cadre de sécurité nationale	Crédit 1a	1 421 268
---	-----------	------------------

Fonds pour appuyer l'utilisation et la protection de renseignements classifiés dans le cadre de procédures d'immigration (poste horizontal)	Crédit 1a	371 546
---	-----------	----------------

Fonds pour régler les problèmes liés à l'administration de la paye (budget fédéral de 2018) (poste horizontal)	Crédit 1a	129 278
--	-----------	----------------

Total des crédits à adopter		35 683 542
------------------------------------	--	-------------------

Total des crédits législatifs		550 843
--------------------------------------	--	----------------

Transferts

Transferts à d'autres organisations

Transfert de l'Agence des services frontaliers du Canada, de l'Agence du revenu du Canada, du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement, du ministère de la Défense nationale, du ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile, du ministère des Transports, du Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada et de la Gendarmerie royale du Canada au Service canadien du renseignement de sécurité pour le Centre intégré d'évaluation du terrorisme	Crédit 1a	(184 063)
---	-----------	------------------

Transfert du ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile à la Gendarmerie royale du Canada pour le Service de police communautaire à l'intention des Premières Nations	Crédit 5a	(50 287 177)
---	-----------	---------------------

Total des transferts	(50 471 240)
Total des dépenses budgétaires	(14 236 855)

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Contributions			
Fonds d'action contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs	18 362 659	18 362 659
Modalités de financement pour les installations policières des Premières Nations et des Inuits	9 950 000	9 950 000

Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour	
		Transferts	Rajustements (dollars)		
Dépenses budgétaires					
Crédits					
1a	Dépenses de fonctionnement	1 838 668 694	11 763 671	25 862 186	1 876 294 551
5a	Dépenses en capital	170 468 121	.....	1 137 013	171 605 134
10a	Subventions et contributions	4 283 434 467	54 200 000	271 619 430	4 609 253 897
15a	Paiements au titre des programmes de pension, d'assurance et de sécurité sociale ou d'autres ententes pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada, ou au titre de l'administration de ces programmes ou conventions	50 779 000	.....	18 020 000	68 799 000
20	Conformément au paragraphe 12(2) de la Loi d'aide au développement international (institutions financières), paiements aux institutions financières internationales – Paiements directs	1	.....	.....	1
Total des crédits		6 343 350 283	65 963 671	316 638 629	6 725 952 583
Total des postes législatifs		380 359 567	.....	919 271	381 278 838
Total des dépenses budgétaires		6 723 709 850	65 963 671	317 557 900	7 107 231 421
Dépenses non budgétaires					
Crédits					
L25	Conformément au paragraphe 12(2) de la Loi d'aide au développement international (institutions financières), paiements aux institutions financières internationales – Souscription au capital	1	.....	.....	1
Total des crédits		1	.....	.....	1
Total des postes législatifs		14 617 035	.....	.....	14 617 035
Total des dépenses non budgétaires		14 617 036	.....	.....	14 617 036

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour le mécanisme de décaissement rapide du compte de crise de l'enveloppe d'aide internationale	Crédit 10a	189 290 000
Fonds pour l'engagement du Canada au titre de la Convention relative à l'assistance alimentaire (budget fédéral de 2018)	Crédit 10a	70 000 000
Fonds pour les paiements au titre des programmes de pension, d'assurance et de sécurité sociale ou d'autres ententes pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada	Crédit 15a	18 020 000
Fonds pour la tenue du Sommet du G7 de 2018 dans la région de Charlevoix, au Québec (poste horizontal)	Crédit 1a	10 698 215

Fonds pour la Stratégie de prévention du passage de clandestins (poste horizontal)	Crédit 1a	3 013 657
	Crédit 10a	6 000 000
Total		9 013 657
Fonds pour le soutien accru à la diversification des exportations	Crédit 1a	2 600 107
	Crédit 10a	6 279 430
Total		8 879 537
Fonds pour la Stratégie d'exportation créative (poste horizontal)	Crédit 1a	5 516 754
Fonds pour mettre en œuvre le Traité sur le commerce des armes et renforcer davantage le régime de contrôle à l'exportation du Canada (budget fédéral de 2017)	Crédit 1a	2 420 969
	Crédit 5a	200 000
	Crédit 10a	50 000
Total		2 670 969
Fonds pour acheter des véhicules blindés dans des missions à l'étranger	Crédit 5a	937 013
Fonds pour régler les problèmes liés à l'administration de la paye (budget fédéral de 2018) (poste horizontal)	Crédit 1a	863 666
Fonds pour soutenir la candidature du Canada pour un siège au Conseil de sécurité des Nations Unies	Crédit 1a	360 000
Fonds pour appuyer l'utilisation et la protection de renseignements classifiés dans le cadre de procédures d'immigration (poste horizontal)	Crédit 1a	246 463
Fonds pour renforcer la capacité d'enquête et d'observation en vertu de la Loi sur les mesures spéciales d'importation et pour surveiller les importations (poste horizontal)	Crédit 1a	142 355
Total des crédits à adopter		316 638 629
Total des crédits législatifs		919 271
Transferts		
Transferts provenant d'autres organisations		
Transfert du ministère de la Défense nationale au ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement à l'appui de la stratégie au Moyen-Orient	Crédit 10a	53 800 000
Transfert de l'Agence des services frontaliers du Canada, du Service canadien du renseignement de sécurité, du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration, du ministère de la Défense nationale et du ministère des Ressources naturelles au ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger	Crédit 1a	13 096 627
Transfert du Centre de la sécurité des télécommunications au ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement pour fournir un soutien administratif au personnel du ministère travaillant dans les bureaux de liaison à l'étranger	Crédit 1a	442 771
Transfert du ministère de l'Environnement au ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement pour soutenir le Partenariat du Programme de la plateforme nord-américaine	Crédit 1a	160 000
Transferts à l'interne		
Réaffectation des ressources à l'interne de Subventions à l'appui du Programme de paix et de stabilisation des opérations (27 500 000 \$) aux Subventions du programme d'aide au développement international pour la programmation multilatérale	Crédit 10a	.....
Réaffectation des ressources à l'interne de dépenses de fonctionnement pour augmenter des subventions dans le domaine des relations avec les universités	Crédit 1a	(400 000)
	Crédit 10a	400 000
Total		.....

Transferts à d'autres organisations

Transfert de l'Agence des services frontaliers du Canada, de l'Agence du revenu du Canada, du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement, du ministère de la Défense nationale, du ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile, du ministère des Transports, du Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada et de la Gendarmerie royale du Canada au Service canadien du renseignement de sécurité pour le Centre intégré d'évaluation du terrorisme	Crédit 1a	(219 166)
Transfert de l'Agence des services frontaliers du Canada, du ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration, du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement, du ministère de la Défense nationale et du ministère des Ressources naturelles à Services partagés Canada pour les coûts liés à la prestation de services essentiels de technologie de l'information	Crédit 1a	(624 081)
Transfert du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement à l'Agence canadienne d'inspection des aliments, au ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, à l'Agence de la santé publique du Canada et à la Gendarmerie royale du Canada pour le rajustement des montants versés auparavant pour le personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger	Crédit 1a	(692 480)
Total des transferts		65 963 671
Total des dépenses budgétaires		383 521 571

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subventions du programme d'aide au développement international pour la programmation multilatérale	2 309 405 758	286 790 000	2 596 195 758
Subventions pour le Programme d'aide au renforcement des capacités antiterroristes	13 970 000	37 300 000	51 270 000
Subventions pour le programme de soutien au commerce et à l'investissement	.....	6 279 430	6 279 430
Subventions pour le Programme visant à renforcer les capacités de lutte contre la criminalité	7 250 000	4 000 000	11 250 000
Subventions dans le domaine des relations avec les universités	2 530 000	400 000	2 930 000
Contributions			
Contributions pour le Programme d'aide au renforcement des capacités antiterroristes	8 518 065	16 500 000	25 018 065
Contributions pour le Programme visant à renforcer les capacités de lutte contre la criminalité	5 601 782	2 000 000	7 601 782
Paiements de quotes-parts aux organisations internationales :			
Non-prolifération des armes nucléaires, contrôle des armements et désarmement (233 774 \$US)	291 726	50 000	341 726

Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a	Dépenses de fonctionnement	639 228 242	5 098 001 301 966 236	946 292 479
5a	Dépenses en capital	22 388 132	(7 000 000) 9 877 924	25 266 056
10a	Subventions et contributions	2 384 854 884	2 282 460 1 374 412 013	3 761 549 357
Total des crédits		3 046 471 258	380 461 1 686 256 173	4 733 107 892
Total des postes législatifs		96 086 030	..... 2 790 524	98 876 554
Total des dépenses budgétaires		3 142 557 288	380 461 1 689 046 697	4 831 984 446
Dépenses non budgétaires				
Crédits				
L15	Prêts à des revendicateurs autochtones	25 903 000	.....	25 903 000
L20	Prêts aux Premières Nations de la Colombie-Britannique	30 400 000	.....	30 400 000
Total des dépenses non budgétaires		56 303 000	.....	56 303 000

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour le règlement de revendications particulières en vertu des traités Williams	Crédit 10a	666 000 000
Fonds pour régler la revendication particulière sur les avantages liés à l'agriculture en vertu du Traité no 8 de la Nation crie de Little Red River	Crédit 10a	239 422 052
Fonds pour régler le règlement concernant la rafle des années 1960	Crédit 1a	155 000 000
Fonds pour les projets liés aux infrastructures dans les collectivités autochtones (poste horizontal)	Crédit 1a	1 549 404
	Crédit 10a	137 500 000
Total		139 049 404
Fonds pour appuyer l'établissement d'une relation renouvelée avec la Fédération des Métis du Manitoba	Crédit 10a	129 181 000
Fonds pour le règlement des revendications particulières	Crédit 10a	115 613 758
Fonds destinés à l'évaluation, à la gestion et à l'assainissement des sites contaminés fédéraux (poste horizontal)	Crédit 1a	39 224 172
	Crédit 10a	15 672 076
Total		54 896 248
Fonds pour les règlements hors cours	Crédit 1a	53 872 790

Fonds pour continuer à respecter les obligations du Canada en vertu de la Convention de règlement relative aux pensionnats indiens (poste horizontal)	Crédit 1a	45 751 958
	Crédit 5a	600 000
	Crédit 10a	1 000 000
Total		47 351 958
Fonds pour réformer le programme de financement en soutien aux négociations	Crédit 10a	43 400 000
Fonds pour l'infrastructure de gestion des déchets dans les réserves	Crédit 10a	13 468 488
Fonds pour le projet de la Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique	Crédit 5a	9 277 924
Fonds pour mettre en œuvre l'Entente sur les répercussions et les avantages pour les Inuits relativement aux rivières du patrimoine canadien	Crédit 10a	9 000 000
Fonds pour régler les iniquités fondées sur le sexe relativement à l'inscription au Registre des Indiens (poste horizontal)	Crédit 1a	5 345 520
Fonds pour le Programme sur les biens immobiliers matrimoniaux (budget fédéral de 2018)	Crédit 1a	445 943
	Crédit 10a	2 200 000
Total		2 645 943
Fonds pour la transition vers de nouveaux processus d'évaluation des impacts et réglementaires (poste horizontal)	Crédit 1a	230 285
	Crédit 10a	1 954 639
Total		2 184 924
Fonds pour régler les problèmes liés à l'administration de la paye (budget fédéral de 2018) (poste horizontal)	Crédit 1a	546 164
Total des crédits à adopter		1 686 256 173
Total des crédits législatifs		2 790 524
Transferts		
Transferts provenant d'autres organisations		
Transfert de l'Agence de la santé publique du Canada au ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien pour le Ralliement national des Métis et chacun de ses membres dirigeants en vue de recueillir des données sur la santé et d'élaborer une stratégie sur la santé	Crédit 10a	800 000
Transfert du ministère de la Défense nationale au ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien pour les coûts liés aux services de munitions explosives non-explosées dans les réserves	Crédit 10a	787 991
Transfert du ministère des Services aux Autochtones Canada au ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien pour appuyer les activités liées à l'examen exhaustif de l'éducation postsecondaire	Crédit 10a	464 469
Transfert du ministère des Pêches et des Océans au ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien pour le Programme des gardes-pêche à l'appui de la gestion des pêches dans la région visée par le règlement avec les Inuits du Labrador	Crédit 10a	230 000
Transfert du ministère de la Défense nationale au ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien pour les coûts de soutien liés à l'ancien camp Ipperwash	Crédit 1a	48 596
Transferts à l'interne		
Réaffectation des ressources à l'interne pour le projet de la Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique	Crédit 1a	7 000 000
	Crédit 5a	(7 000 000)
Total		.....
Réaffectation des ressources à l'interne de contributions à subventions (6 161 040 \$) pour l'Entente sur l'éducation des Mi'kmaq	Crédit 10a	.....

Transferts à d'autres organisations		
Transfert du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien au ministère du Patrimoine canadien afin de sensibiliser le public et de promouvoir la participation de la communauté aux activités de la Journée nationale des Autochtones	Crédit 1a	(310 000)
Transfert du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien à Ressources naturelles pour mettre en œuvre la Loi sur la gestion des terres des premières nations	Crédit 1a	(1 640 595)
Total des transferts		380 461
Total des dépenses budgétaires		1 689 427 158

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subventions aux Premières Nations pour le règlement de revendications particulières négocié par le Canada ou imposé par le Tribunal des revendications particulières, et aux groupes autochtones pour le règlement des revendications spéciales	797 719 785	1 134 535 810	1 932 255 595
Subventions pour la mise en œuvre des ententes sur les revendications territoriales globales et l'autonomie gouvernementale et autres ententes visant à régler les droits découlant de l'article 35	564 296 062	41 072 040	605 368 102
Contributions			
Contributions versées aux Premières Nations pour la gestion de sites contaminés	29 681 030	102 447 237	132 128 267
Contributions pour appuyer la négociation et la mise en œuvre d'ententes ou d'initiatives de traités, de revendications et d'autonomie gouvernementale	335 289 105	43 400 000	378 689 105
Contributions pour appuyer la construction et l'entretien des infrastructures communautaires	21 919 000	26 338 960	48 257 960
Contributions pour appuyer la gestion des terres et le développement économique	198 625 888	14 756 479	213 382 367
Contributions pour promouvoir l'utilisation sécuritaire, le développement, la conservation et la protection des ressources naturelles du Nord, ainsi que le développement scientifique des peuples autochtones et du Nord	37 738 207	9 679 478	47 417 685
Contributions servant à la prestation de services publics dans le domaine du soutien aux gouvernements indiens et à l'établissement de systèmes solides de gouvernance, d'administration et de responsabilisation	21 442 886	2 200 000	23 642 886
Contributions aux groupes de survivants des pensionnats indiens qui souhaitent régler leur réclamation de façon collective dans le cadre du processus d'évaluation indépendant	.....	1 000 000	1 000 000
Programme de contributions de l'interlocuteur fédéral	28 181 830	800 000	28 981 830
Contributions au titre des consultations et de l'élaboration des politiques	31 362 609	464 469	31 827 078

Ministère des Anciens Combattants

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses de fonctionnement	1 046 581 038	(24 930 243)	48 981 752	1 070 632 547
5a Subventions et contributions	3 327 017 000	24 930 243	1	3 351 947 244
Total des crédits	4 373 598 038	.....	48 981 753	4 422 579 791
Total des postes législatifs	31 492 862	.....	2 636 260	34 129 122
Total des dépenses budgétaires	4 405 090 900	.....	51 618 013	4 456 708 913

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour la mise en œuvre de la Pension à vie pour les militaires et les vétérans	Crédit 1a	48 498 781
Fonds pour régler les problèmes liés à l'administration de la paye (budget fédéral de 2018) (poste horizontal)	Crédit 1a	302 971
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (poste horizontal)	Crédit 1a	180 000
Fonds pour autoriser l'inscription et le rajustement des subventions	Crédit 5a	1
Total des crédits à adopter		48 981 753
Total des crédits législatifs		2 636 260
Transferts		
Transferts à l'interne		
Réaffectation des ressources à l'interne pour la commémoration du centenaire de la fin de la Première Guerre mondiale	Crédit 1a	(250 000)
	Crédit 5a	250 000
Total		.....
Réaffectation des ressources à l'interne pour les programmes et services axés sur la demande qui fournissent du soutien aux vétérans admissibles et à leur familles	Crédit 1a	(24 680 243)
	Crédit 5a	24 680 243
Total		.....
Total des transferts		.....
Total des dépenses budgétaires		51 618 013

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Indemnités et allocations d'invalidité	1 042 502 000	24 680 244	1 067 182 244
Subvention pour partenariats de commémoration	750 000	250 000	1 000 000

Ministère des Finances

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a	Dépenses du programme	100 252 348	..... 3 146 796	103 399 144
5	Autorisation pour le montant de l'aide en paiements directs à l'Association internationale de développement conformément à la Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes	1	.....	1
10a	Bureau de transition vers un régime canadien de réglementation des valeurs mobilières (Loi sur le Bureau de transition vers un régime canadien de réglementation des valeurs mobilières)	.....	..... 1	1
Total des crédits		100 252 349	..... 3 146 797	103 399 146
Total des postes législatifs		93 876 418 178	..... 488 684 533	94 365 102 711
Total des dépenses budgétaires		93 976 670 527	..... 491 831 330	94 468 501 857
Dépenses non budgétaires				
Total des postes législatifs		52 300 000	.....	52 300 000
Total des dépenses non budgétaires		52 300 000	.....	52 300 000

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour les Premières Nations Tsimshian pour des consultations	Crédit 1a	2 000 000
Fonds pour l'initiative du Régime coopératif en matière de réglementation des marchés des capitaux	Crédit 1a	891 600
Fonds pour administrer le portefeuille d'investissements du Fonds PPP Canada	Crédit 1a	156 000
Fonds pour régler les problèmes liés à l'administration de la paye (budget fédéral de 2018) (poste horizontal)	Crédit 1a	99 196
Fonds pour autoriser l'inclusion et le rajustement d'une autorisation intégrée au libellé d'un crédit	Crédit 10a	1
Total des crédits à adopter		3 146 797
Total des crédits législatifs		488 684 533
Total des dépenses budgétaires		491 831 330

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Contributions			
Financement des capacités pour les Premières Nations Tsimshian	2 000 000	2 000 000

Ministère des Pêches et des Océans

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses de fonctionnement	1 607 895 973	1 017 700	36 799 816	1 645 713 489
5a Dépenses en capital	811 587 068	(261 532)	883 499 828	1 694 825 364
10a Subventions et contributions	208 986 298	999 125	57 947 049	267 932 472
Total des crédits	2 628 469 339	1 755 293	978 246 693	3 608 471 325
Total des postes législatifs	139 038 725	.....	3 148 380	142 187 105
Total des dépenses budgétaires	2 767 508 064	1 755 293	981 395 073	3 750 658 430

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour l'approvisionnement de trois brise-glaces pour la Garde côtière canadienne (Cette initiative a été financée par le crédit 5 du Conseil du Trésor – Éventualités du gouvernement)	Crédit 1a	1 744 705
	Crédit 5a	825 570 276
Total		827 314 981
Fonds pour le projet de navire hauturier de sciences océanographiques de la Garde côtière canadienne	Crédit 5a	57 794 552
Fonds pour faire progresser la réconciliation sur les questions relatives aux droits autochtones et issus de traités (poste horizontal)	Crédit 10a	33 850 030
Fonds pour mettre en œuvre une loi sur les pêches modifiée	Crédit 1a	18 336 042
	Crédit 5a	135 000
	Crédit 10a	3 000 000
Total		21 471 042
Fonds pour soutenir les négociations sur les pêches et le secteur maritime avec les intervenants autochtones	Crédit 10a	15 000 000
Fonds pour le Plan de protection des océans visant à améliorer la sécurité maritime	Crédit 1a	5 300 000
Fonds pour la transition vers de nouveaux processus d'évaluation des impacts et réglementaires (poste horizontal)	Crédit 1a	4 439 088
	Crédit 10a	537 500
Total		4 976 588
Fonds pour mettre en œuvre les obligations en vertu de l'Accord définitif des Tla'amins et de l'Accord définitif des Nisga'as	Crédit 10a	3 189 119
Réinvestissement des recettes versées par des pollueurs ou par la Caisse d'indemnisation des dommages dus à la pollution par les hydrocarbures causée par les navires pour les frais de nettoyage associés aux déversements d'hydrocarbures	Crédit 1a	2 731 643

Réinvestissement des redevances de la propriété intellectuelle	Crédit 1a	2 667 268
Fonds pour régler les problèmes liés à l'administration de la paye (budget fédéral de 2018) (poste horizontal)	Crédit 1a	1 581 070
Fonds pour le Défi d'innovation des baleines (Initiative Impact Canada)	Crédit 10a	1 500 000
Fonds pour protéger la nature, les parcs et les espaces sauvages du Canada (budget fédéral de 2018) (poste horizontal)	Crédit 10a	870 400
Total des crédits à adopter		978 246 693
Total des crédits législatifs		3 148 380
Transferts		
Transferts provenant d'autres organisations		
Transfert du ministère de l'Environnement au ministère des Pêches et des Océans pour réaliser des projets portant sur les espèces aquatiques en péril pour le Programme d'intendance de l'habitat pour les espèces en péril et le Fonds autochtone pour les espèces en péril	Crédit 10a	1 229 125
Transfert du ministère de l'Environnement au ministère des Pêches et des Océans afin de poursuivre la restauration environnementale des projets dans le cadre de l'Accord Canada-États-Unis relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs	Crédit 1a	1 067 700
Transferts à d'autres organisations		
Transfert du ministère des Pêches et des Océans à l'Agence de promotion économique du Canada atlantique pour l'assainissement de Basin Head, une zone de protection marine à l'Île-du-Prince-Édouard	Crédit 1a	(50 000)
Transfert du ministère des Pêches et des Océans au ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien pour le Programme des gardes-pêche à l'appui de la gestion des pêches dans la région visée par le règlement avec les Inuits du Labrador	Crédit 10a	(230 000)
Transfert du ministère des Pêches et des Océans au ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux pour le transfert de l'administration de terrains situés à Hudson Way et à Agency Drive à Dartmouth, en Nouvelle-Écosse	Crédit 5a	(261 532)
Total des transferts		1 755 293
Total des dépenses budgétaires		983 150 366

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Contributions			
Contributions à l'appui d'une participation accrue des Autochtones aux pêches commerciales, aux ententes de gestion des pêches coopératives et aux consultations liées aux ententes de pêches des Autochtones	58 194 701	51 786 374	109 981 075
Contributions pour la participation Autochtone concernant la gestion du poisson et l'habitat du poisson	.....	3 000 000	3 000 000
Programme de contributions à l'appui du patrimoine naturel pour le Canada par l'entremise du Fonds canadien pour la nature pour les espèces et les habitats aquatiques	.....	2 122 300	2 122 300
Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans	487 487	1 500 000	1 987 487
Programme de contribution de gestion des océans afin d'appuyer le développement et la mise en oeuvre des activités de gestion de la conservation des océans	1 755 000	537 500	2 292 500

Ministère des Ressources naturelles

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses de fonctionnement	563 883 780	5 896 975	11 309 734	581 090 489
5a Dépenses en capital	30 946 964	425 000	700 000	32 071 964
10a Subventions et contributions	438 470 419	100 000	250 000	438 820 419
Total des crédits	1 033 301 163	6 421 975	12 259 734	1 051 982 872
Total des postes législatifs	467 563 098	.....	627 963	468 191 061
Total des dépenses budgétaires	1 500 864 261	6 421 975	12 887 697	1 520 173 933

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour la transition vers de nouveaux processus d'évaluation des impacts et réglementaires (poste horizontal)	Crédit 1a	9 965 690
	Crédit 5a	700 000
	Crédit 10a	250 000

Total **10 915 690**

Fonds pour le règlement des droits miniers de la Commission d'établissement des soldats et la mise en œuvre de l'entente sur le transfert avec le Manitoba	Crédit 1a	872 670
--	-----------	----------------

Fonds pour régler les problèmes liés à l'administration de la paye (budget fédéral de 2018) (poste horizontal)	Crédit 1a	471 374
--	-----------	----------------

Total des crédits à adopter **12 259 734**

Total des crédits législatifs **627 963**

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert du ministère de la Défense nationale au ministère des Ressources naturelles pour les coûts de fonctionnement du Programme du plateau continental polaire à Resolute	Crédit 1a	2 551 318
---	-----------	------------------

Transfert de la Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique au ministère des Ressources naturelles pour les coûts fixes associés à la coordination du soutien logistique sur le terrain	Crédit 1a	1 704 000
---	-----------	------------------

Transfert du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien à Ressources naturelles pour mettre en œuvre la Loi sur la gestion des terres des premières nations	Crédit 1a	1 640 595
---	-----------	------------------

Transfert du ministère de la Défense nationale à Énergie atomique du Canada limitée, à l'Agence des services frontaliers du Canada, à l'Agence canadienne d'inspection des aliments, au Service canadien du renseignement de sécurité, au ministère des Ressources naturelles, au Conseil national de recherches Canada, et à la Gendarmerie royale du Canada pour appuyer le Programme canadien pour la sûreté et la sécurité	Crédit 5a	425 000
--	-----------	----------------

Transfert du ministère de l'Environnement au ministère des Ressources naturelles pour la recherche scientifique dans le cadre du Programme du plateau continental polaire	Crédit 1a	358 000
Transfert d'Infrastructure Canada au ministère des Ressources naturelles pour le Programme d'adaptation aux changements climatiques	Crédit 10a	100 000
Transfert du ministère des Transports au ministère des Ressources naturelles pour promouvoir une participation continue à la Plateforme géospatiale fédérale	Crédit 1a	60 000
Transferts à d'autres organisations		
Transfert de l'Agence des services frontaliers du Canada, du ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration, du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement, du ministère de la Défense nationale et du ministère des Ressources naturelles à Services partagés Canada pour les coûts liés à la prestation de services essentiels de technologie de l'information	Crédit 1a	(8 000)
Transfert de l'Agence des services frontaliers du Canada, du Service canadien du renseignement de sécurité, du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration, du ministère de la Défense nationale et du ministère des Ressources naturelles au ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger	Crédit 1a	(408 938)
Total des transferts		6 421 975
Total des dépenses budgétaires		19 309 672

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Contributions			
Contributions à l'appui de la participation des Autochtones aux dialogues	.....	250 000	250 000
Contributions à l'appui de l'adaptation aux changements climatiques	5 900 000	100 000	6 000 000

Ministère des Services aux Autochtones Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses de fonctionnement	1 616 898 208	(48 000 000)	86 242 640	1 655 140 848
5a Dépenses en capital	5 876 688	2 734 500	150 000	8 761 188
10a Subventions et contributions	7 951 705 518	45 462 388	1 137 226 499	9 134 394 405
Total des crédits	9 574 480 414	196 888	1 223 619 139	10 798 296 441
Total des postes législatifs	82 939 224	.....	6 235 021	89 174 245
Total des dépenses budgétaires	9 657 419 638	196 888	1 229 854 160	10 887 470 686

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour le Programme amélioré pour l'approvisionnement en eau potable et le traitement des eaux usées des Premières Nations et pour surveiller et analyser l'eau potable dans les réserves	Crédit 1a	31 564 166
	Crédit 10a	391 529 672
Total		423 093 838
Fonds pour les services de santé, sociaux et d'éducation et le soutien aux enfants des Premières Nations en vertu du principe de Jordan	Crédit 1a	7 928 469
	Crédit 10a	315 333 280
Total		323 261 749
Fonds pour les projets liés aux infrastructures dans les collectivités autochtones (poste horizontal)	Crédit 1a	9 249 984
	Crédit 10a	278 188 694
Total		287 438 678
Fonds pour bâtir des communautés Inuits et des Premières Nations en meilleure santé	Crédit 1a	5 608 738
	Crédit 5a	150 000
	Crédit 10a	50 315 607
Total		56 074 345
Fonds pour l'Opération retour au foyer : assainissement et règlement relatifs à l'inondation de la région d'Interlake au Manitoba	Crédit 10a	49 931 803
Fonds pour les établissements de santé des Premières Nations	Crédit 1a	1 066 943
	Crédit 10a	48 677 443
Total		49 744 386
Fonds pour les services de soutien internes	Crédit 1a	20 000 000

Fonds pour régler les iniquités fondées sur le sexe relativement à l'inscription au Registre des Indiens (poste horizontal)	Crédit 1a	9 633 937
Fonds pour Indspire pour aider les étudiants autochtones de niveau postsecondaire	Crédit 10a	3 000 000
Fonds pour le Cadre d'apprentissage et de garde des jeunes enfants autochtones (poste horizontal)	Crédit 1a	1 029 120
Fonds pour la transition vers de nouveaux processus d'évaluation des impacts et réglementaires (poste horizontal)	Crédit 1a	161 283
	Crédit 10a	250 000
Total		411 283
Total des crédits à adopter		1 223 619 139
Total des crédits législatifs		6 235 021
Transferts		
Transferts provenant d'autres organisations		
Transfert du ministère de la Santé au ministère des Services aux Autochtones Canada pour l'éducation publique du cannabis dans les collectivités autochtones	Crédit 10a	1 736 847
Transfert du ministère de la Santé au ministère des Services aux Autochtones Canada pour appuyer la proposition de recherche de l'Hôpital des enfants de l'est de l'Ontario sur les effets de la qualité de l'air intérieur sur la santé respiratoire des enfants dans les réserves des Premières Nations de la région de Sioux Lookout	Crédit 10a	113 000
Transferts à l'interne		
Réaffectation des ressources à l'interne pour les services de santé non assurés destinés aux Premières Nations et aux Inuits	Crédit 1a	(43 000 000)
	Crédit 10a	43 000 000
Total		.....
Réaffectation des ressources à l'interne pour les services de santé, sociaux et d'éducation et le soutien aux enfants des Premières Nations en vertu du principe de Jordan	Crédit 1a	(5 000 000)
	Crédit 10a	5 000 000
Total		.....
Réaffectation des ressources à l'interne pour les réparations et les améliorations de la santé et de la sécurité des ponts tournants Walpole Island et Wasauksing en Ontario	Crédit 5a	2 734 500
	Crédit 10a	(2 734 500)
Total		.....
Transferts à d'autres organisations		
Transfert du ministère des Services aux Autochtones Canada et de l'Agence de la santé publique du Canada au ministère du Patrimoine canadien pour le projet « La grippe espagnole au Canada : derrière le masque »	Crédit 10a	(10 000)
Transfert du ministère des Services aux Autochtones Canada à l'Agence de santé publique du Canada pour soutenir la composante Premières Nations de l'étude canadienne sur l'incidence des signalements de cas de violence et de négligence envers les enfants	Crédit 10a	(100 000)
Transfert du ministère des Services aux Autochtones Canada au ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien pour appuyer les activités liées à l'examen exhaustif de l'éducation postsecondaire	Crédit 10a	(464 469)
Transfert du ministère des Services aux Autochtones Canada au ministère de l'Emploi et du Développement social pour soutenir l'administration régionale Kativik afin de simplifier la prestation de services liés à l'emploi des jeunes et aux programmes d'éducation	Crédit 10a	(1 078 490)
Total des transferts		196 888
Total des dépenses budgétaires		1 230 051 048

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subventions pour les revendications particulières relatives à l'Opération retour au foyer	. . . . .	20 414 743	20 414 743
Contributions			
Contributions pour appuyer la construction et l'entretien des infrastructures communautaires	1 280 578 245	666 238 088	1 946 816 333
Contributions aux soins de santé primaires des Premières Nations et des Inuits	778 794 485	372 519 607	1 151 314 092
Contributions au soutien à l'infrastructure de la santé des Premières Nations et des Inuits	691 864 957	79 159 408	771 024 365
Contributions aux prestations supplémentaires en santé des Premières Nations et des Inuits	240 880 656	43 000 000	283 880 656
Contributions visant à accroître la participation des jeunes Inuits et des Premières Nations aux possibilités en éducation et sur le marché du travail	72 285 935	1 921 510	74 207 445

Ministère des Transports

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses de fonctionnement	739 022 395	(985 586)	10 927 693	748 964 502
5a Dépenses en capital	163 328 798	.....	1 438 265	164 767 063
10a Subventions et contributions – Réseau de transport efficace	413 110 138	.....	6 049 065	419 159 203
15a Subventions et contributions – Réseau de transport écologique et novateur	41 601 775	.....	3 131 670	44 733 445
20a Subventions et contributions – Réseau de transport sûr et sécuritaire	27 772 681	.....	10 549 935	38 322 616
Total des crédits	1 384 835 787	(985 586)	32 096 628	1 415 946 829
Total des postes législatifs	225 556 842	.....	840 813	226 397 655
Total des dépenses budgétaires	1 610 392 629	(985 586)	32 937 441	1 642 344 484

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour la transition vers de nouveaux processus d'évaluation des impacts et réglementaires (poste horizontal)	Crédit 1a	5 955 318
	Crédit 5a	1 438 265
	Crédit 15a	3 000 000
Total		10 393 583
Fonds pour le Programme d'amélioration de la sécurité ferroviaire	Crédit 20a	7 026 378
Fonds pour le produit de la vente de la disposition de biens immobiliers	Crédit 1a	4 852 601
Fonds pour le Programme de paiements de transfert pour la sécurité routière	Crédit 20a	3 523 557
Fonds pour le Programme d'aide aux immobilisations aéroportuaires	Crédit 10a	3 235 735
Fonds pour les services de traversiers de l'Est du Canada	Crédit 10a	2 203 676
Fonds pour le Programme de contributions pour les services ferroviaires voyageurs	Crédit 10a	494 136
Fonds pour le Programme d'alimentation à quai pour les ports	Crédit 15a	131 670
Fonds pour le renouvellement de la flotte de VIA Rail Canada Inc. dans le corridor Québec-Windsor	Crédit 1a	119 774
Fonds pour le Programme de réfection des bandes d'atterrissage de la côte du Labrador	Crédit 10a	115 518
Total des crédits à adopter		32 096 628
Total des crédits législatifs		840 813

Transferts		
Transferts à l'interne		
Réaffectation des ressources à l'interne de la subvention Programme de financement de la participation communautaire (1 200 000 \$) au Programme pour la protection des côtes et voies navigables à travers le Canada	Crédit 15a	.....
Réaffectation des ressources à l'interne de la Contribution à l'avancement de l'innovation dans les transports (85 000 \$) au financement de la subvention du Programme de promotion de l'innovation en matière de transport afin de mieux refléter les dépenses prévues au cours de l'exercice 2018-2019	Crédit 15a	.....
Réaffectation des ressources à l'interne de la subvention pour le Programme pour la protection des côtes et voies navigables à travers le Canada (500 000 \$) à la subvention pour Solutions innovatrices Canada	Crédit 15a	.....
Transferts à d'autres organisations		
Transfert du ministère des Transports au ministère des Ressources naturelles pour promouvoir une participation continue à la Plateforme géospatiale fédérale	Crédit 1a	(60 000)
Transfert de l'Agence des services frontaliers du Canada, de l'Agence du revenu du Canada, du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement, du ministère de la Défense nationale, du ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile, du ministère des Transports, du Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada et de la Gendarmerie royale du Canada au Service canadien du renseignement de sécurité pour le Centre intégré d'évaluation du terrorisme	Crédit 1a	(137 586)
Transfert du ministère des Transports à la Gendarmerie royale du Canada pour le maintien de l'ordre et de la sécurité sur le pont de la Confédération	Crédit 1a	(313 000)
Transfert du ministère des Transports à l'Agence Parcs Canada pour entreprendre des évaluations des risques climatiques	Crédit 1a	(475 000)
Total des transferts		(985 586)
Total des dépenses budgétaires		31 951 855

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Programme d'amélioration de la sécurité ferroviaire	800 000	1 426 000	2 226 000
Subvention pour Solutions innovatrices Canada	.....	500 000	500 000
Programme de promotion de l'innovation en matière de transport	75 000	85 000	160 000
Contributions			
Programme d'amélioration de la sécurité ferroviaire	21 075 000	5 600 378	26 675 378
Programme de paiements de transfert pour la sécurité routière	4 442 681	3 523 557	7 966 238
Programme d'aide aux immobilisations aéroportuaires	38 000 000	3 235 735	41 235 735
Nouvelle Loi sur les eaux navigables canadiennes	.....	3 000 000	3 000 000
Programme de contributions aux services de traversier	41 884 680	2 203 676	44 088 356
Programme pour la protection des côtes et voies navigables à travers le Canada	13 600 000	1 200 000	14 800 000
Programme ferroviaire voyageur dans les collectivités éloignées (PFVCE)	.....	494 136	494 136
Contributions à l'appui des transports propres	404 903	131 670	536 573
Programme de réfection des bandes d'atterrissage de la côte du Labrador	1 000 000	115 518	1 115 518

Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses de fonctionnement	2 075 079 554	(493 620)	61 110 968	2 135 696 902
5 Dépenses en capital	1 283 380 408	.....	.....	1 283 380 408
Total des crédits	3 358 459 962	(493 620)	61 110 968	3 419 077 310
Total des postes législatifs	116 680 291	.....	297 425	116 977 716
Total des dépenses budgétaires	3 475 140 253	(493 620)	61 408 393	3 536 055 026

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour le Programme d'innovation Construire au Canada	Crédit 1a	39 507 148
Fonds pour continuer à soutenir le système de paye du gouvernement du Canada	Crédit 1a	11 800 000
Fonds destinés à l'évaluation, à la gestion et à l'assainissement des sites contaminés fédéraux (poste horizontal)	Crédit 1a	5 500 000
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (poste horizontal)	Crédit 1a	2 500 000
Fonds pour régler les problèmes liés à l'administration de la paye (budget fédéral de 2018) (poste horizontal)	Crédit 1a	1 803 820
Total des crédits à adopter		61 110 968
Total des crédits législatifs		297 425
Transferts		
Transferts provenant d'autres organisations		
Transfert du ministère des Pêches et des Océans au ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux pour le transfert de l'administration de terrains situés à Hudson Way et à Agency Drive à Dartmouth, en Nouvelle-Écosse	Crédit 1a	261 532
Transferts à d'autres organisations		
Transfert du ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux au ministère de la Défense nationale pour la passation des marchés et l'approvisionnement à l'égard du matériel de défense	Crédit 1a	(755 152)
Total des transferts		(493 620)
Total des dépenses budgétaires		60 914 773

Ministère du Patrimoine canadien

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses de fonctionnement	196 610 646	(60 000)	6 931 674	203 482 320
5a Subventions et contributions	1 102 159 783	(493 836)	25 500 000	1 127 165 947
Total des crédits	1 298 770 429	(553 836)	32 431 674	1 330 648 267
Total des postes législatifs	25 672 014	.....	538 313	26 210 327
Total des dépenses budgétaires	1 324 442 443	(553 836)	32 969 987	1 356 858 594

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour la Stratégie d'exportation créative (poste horizontal)	Crédit 1a	6 183 218
	Crédit 5a	11 000 000
Total		17 183 218
Fonds à l'appui de la soumission pour accueillir les Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2026	Crédit 1a	563 756
	Crédit 5a	13 000 000
Total		13 563 756
Fonds pour le Programme des célébrations et commémorations afin d'appuyer les consultations en vue de la création éventuelle d'une nouvelle fondation communautaire qui servira la région arctique du Canada	Crédit 5a	1 500 000
Fonds pour régler les problèmes liés à l'administration de la paye (budget fédéral de 2018) (poste horizontal)	Crédit 1a	184 700
Total des crédits à adopter		32 431 674
Total des crédits législatifs		538 313
Transferts		
Transferts provenant d'autres organisations		
Transfert du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien au ministère du Patrimoine canadien afin de sensibiliser le public et de promouvoir la participation de la communauté aux activités de la Journée nationale des Autochtones	Crédit 5a	310 000
Transfert du ministère des Services aux Autochtones Canada et de l'Agence de la santé publique du Canada au ministère du Patrimoine canadien pour le projet « La grippe espagnole au Canada : derrière le masque »	Crédit 5a	115 000

Transferts à d'autres organisations		
Transfert du ministère du Patrimoine canadien au Conseil des Arts du Canada afin de soutenir des projets de coopération multilatéraux en théâtre de langue française ainsi que pour assurer la participation du Canada aux réunions de la Commission internationale du théâtre francophone	Crédit 5a	(127 000)
Transfert du ministère du Patrimoine canadien à la Société du Centre national des Arts pour l'édition 2019 de l'évènement biennal « Zones théâtrales », dont le mandat est de faire rayonner le théâtre professionnel des communautés francophones canadiennes	Crédit 5a	(150 000)
Transfert du ministère du Patrimoine canadien au Conseil de recherches en sciences humaines pour des projets de recherche visant à soutenir l'élaboration de politiques concernant la participation sportive	Crédit 1a	(60 000)
	Crédit 5a	(641 836)
Total		(701 836)
Total des transferts		(553 836)
Total des dépenses budgétaires		32 416 151

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subventions à l'appui du Programme des célébrations et commémorations	8 000 000	310 000	8 310 000
Subventions pour le Fonds du Canada pour la présentation des arts	16 500 000	250 000	16 750 000
Contributions			
Contributions au Programme d'accueil	19 865 000	13 000 000	32 865 000
Contributions à l'appui du Fonds à l'exportation créative	.....	7 000 000	7 000 000
Contributions au Fonds de la musique du Canada	22 299 231	2 500 000	24 799 231
Contributions à l'appui du Programme des célébrations et commémorations	2 494 367	1 615 000	4 109 367
Contributions au Fonds du livre du Canada	28 366 301	500 000	28 866 301
Contributions pour le Fonds du Canada pour les périodiques	1 999 544	500 000	2 499 544

Office des transports du Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses du programme	31 455 357	.....	1 671 892	33 127 249
Total des crédits	31 455 357	.....	1 671 892	33 127 249
Total des postes législatifs	3 339 271	.....	265 519	3 604 790
Total des dépenses budgétaires	34 794 628	.....	1 937 411	36 732 039

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour mettre en œuvre les mesures relatives au transport ferroviaire des marchandises contenues dans la Loi sur la modernisation des transports	Crédit 1a	1 671 892
---	-----------	------------------

Total des crédits à adopter		1 671 892
------------------------------------	--	------------------

Total des crédits législatifs		265 519
--------------------------------------	--	----------------

Total des dépenses budgétaires		1 937 411
---------------------------------------	--	------------------

Office national de l'énergie

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses du programme	71 308 710	.....	7 066 675	78 375 385
Total des crédits	71 308 710	.....	7 066 675	78 375 385
Total des postes législatifs	7 765 619	.....	934 512	8 700 131
Total des dépenses budgétaires	79 074 329	.....	8 001 187	87 075 516

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour la transition vers de nouveaux processus d'évaluation des impacts et réglementaires (poste horizontal)	Crédit 1a	7 066 675
--	-----------	------------------

Total des crédits à adopter	7 066 675
------------------------------------	------------------

Total des crédits législatifs	934 512
--------------------------------------	----------------

Total des dépenses budgétaires	8 001 187
---------------------------------------	------------------

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Contributions			
Programme d'aide financière aux participants	1 364 067	750 000	2 114 067

Office national du film

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses du programme	76 772 000	.....	99 196	76 871 196
Total des dépenses budgétaires	76 772 000	.....	99 196	76 871 196

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour régler les problèmes liés à l'administration de la paye (budget fédéral de 2018) (poste horizontal)	Crédit 1a	99 196
---	-----------	---------------

Total des crédits à adopter

99 196

Total des dépenses budgétaires

99 196

Registraire de la Cour suprême du Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses du programme	25 519 163	.....	115 004	25 634 167
Total des crédits	25 519 163	.....	115 004	25 634 167
Total des postes législatifs	10 515 324	.....	.....	10 515 324
Total des dépenses budgétaires	36 034 487	.....	115 004	36 149 491

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Produits provenant des droits de stationnement perçus	Crédit 1a	115 004
Total des crédits à adopter		115 004
Total des dépenses budgétaires		115 004

Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses du programme	3 294 747	.....	3 278 218	6 572 965
Total des crédits	3 294 747	.....	3 278 218	6 572 965
Total des postes législatifs	199 081	.....	.....	199 081
Total des dépenses budgétaires	3 493 828	.....	3 278 218	6 772 046

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour les besoins opérationnels du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement et son secrétariat	Crédit 1a	3 278 218
--	-----------	------------------

Total des crédits à adopter

3 278 218

Total des dépenses budgétaires

3 278 218

Secrétariat du Conseil du Trésor

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a	Dépenses du programme	254 807 787	..... 26 629 870	281 437 657
5	Dépenses éventuelles du gouvernement	687 400 000	.....	687 400 000
10a	Initiatives pangouvernementales	28 193 000	..... 247 520 000	275 713 000
15a	Rajustements à la rémunération	.....	..... 541 377 556	541 377 556
20	Assurances de la fonction publique	2 952 919 397	.....	2 952 919 397
25	Report du budget de fonctionnement	352 014 280	.....	352 014 280
30	Besoins en matière de rémunération	567 067 364	.....	567 067 364
35	Report du budget des dépenses en capital	62 740 984	.....	62 740 984
40	Exécution du budget	4 307 120 397	.....	4 307 120 397
Total des crédits		9 212 263 209	..... 815 527 426	10 027 790 635
Total des postes législatifs		368 675 290	.....	368 675 290
Total des dépenses budgétaires		9 580 938 499	..... 815 527 426	10 396 465 925

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour les rajustements à la rémunération – Virements aux ministères et aux organismes pour des rajustements salariaux négociés	Crédit 15a	541 377 556
Fonds pour la mise en œuvre de l'Entente de règlement définitive du Recours collectif concernant la purge LGBT (poste horizontal)	Crédit 10a	128 020 000
Fonds pour le Cadre d'apprentissage et de garde des jeunes enfants autochtones (poste horizontal)	Crédit 10a	119 500 000
Fonds pour l'initiative de transformation des services administratifs	Crédit 1a	18 051 280
Fonds pour poursuivre la stabilisation du système de paye du gouvernement du Canada	Crédit 1a	5 034 131
Fonds pour régler les réclamations découlant de l'entente de règlement du recours collectif White	Crédit 1a	2 833 525
Fonds pour compléter une étude de comparabilité pour la classification des emplois du groupe des Services frontaliers	Crédit 1a	500 000
Fonds pour régler les problèmes liés à l'administration de la paye (budget fédéral de 2018) (poste horizontal)	Crédit 1a	210 934
Total des crédits à adopter		815 527 426
Total des dépenses budgétaires		815 527 426

Service administratif des tribunaux judiciaires

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses du programme	73 658 082	.....	4 588 336	78 246 418
Total des crédits	73 658 082	.....	4 588 336	78 246 418
Total des postes législatifs	6 991 105	.....	371 487	7 362 592
Total des dépenses budgétaires	80 649 187	.....	4 959 823	85 609 010

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour appuyer l'utilisation et la protection de renseignements classifiés dans le cadre de procédures d'immigration (poste horizontal)	Crédit 1a	3 903 047
Fonds pour l'initiative de levée de l'obligation de visa pour les Mexicains	Crédit 1a	685 289
Total des crédits à adopter		4 588 336
Total des crédits législatifs		371 487
Total des dépenses budgétaires		4 959 823

Service canadien du renseignement de sécurité

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses du programme	534 603 414	1 331 237	13 893 055	549 827 706
Total des crédits	534 603 414	1 331 237	13 893 055	549 827 706
Total des postes législatifs	48 911 814	.....	737 329	49 649 143
Total des dépenses budgétaires	583 515 228	1 331 237	14 630 384	599 476 849

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour appuyer l'utilisation et la protection de renseignements classifiés dans le cadre de procédures d'immigration (poste horizontal)	Crédit 1a	4 777 671
Recouvrement des produits de la vente d'habitations achetées dans le cadre du programme de vente d'habitation	Crédit 1a	2 934 400
Produits provenant des droits de stationnement perçus	Crédit 1a	1 386 508
Réinvestissement de revenus provenant de la vente ou le transfert d'actif	Crédit 1a	1 230 033
Fonds pour le Plan des niveaux d'immigration pour 2018-2020 (poste horizontal)	Crédit 1a	1 134 433
Fonds pour la Stratégie de prévention du passage de clandestins (poste horizontal)	Crédit 1a	877 573
Recouvrement des coûts liés au filtrage de sécurité des employés dans les centrales nucléaires et dans les installations gouvernementales provinciales	Crédit 1a	873 770
Fonds visant à améliorer le Cadre de sécurité nationale	Crédit 1a	678 667
Total des crédits à adopter		13 893 055
Total des crédits législatifs		737 329

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert de l'Agence des services frontaliers du Canada, de l'Agence du revenu du Canada, du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement, du ministère de la Défense nationale, du ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile, du ministère des Transports, du Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada et de la Gendarmerie royale du Canada au Service canadien du renseignement de sécurité pour le Centre intégré d'évaluation du terrorisme	Crédit 1a	1 192 287
Transfert du ministère de la Défense nationale à Énergie atomique du Canada limitée, à l'Agence des services frontaliers du Canada, à l'Agence canadienne d'inspection des aliments, au Service canadien du renseignement de sécurité, au ministère des Ressources naturelles, au Conseil national de recherches Canada, et à la Gendarmerie royale du Canada pour appuyer le Programme canadien pour la sûreté et la sécurité	Crédit 1a	370 000

Transferts à d'autres organisations		
Transfert de l'Agence des services frontaliers du Canada, du Service canadien du renseignement de sécurité, du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration, du ministère de la Défense nationale et du ministère des Ressources naturelles au ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger	Crédit 1a	(231 050)
Total des transferts		1 331 237
Total des dépenses budgétaires		15 961 621

Service correctionnel du Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses de fonctionnement, subventions et contributions	2 026 625 710	2 832 966	2 339 766	2 031 798 442
5 Dépenses en capital	238 493 850	(2 832 966)	.....	235 660 884
Total des crédits	2 265 119 560	.....	2 339 766	2 267 459 326
Total des postes législatifs	228 278 169	.....	.....	228 278 169
Total des dépenses budgétaires	2 493 397 729	.....	2 339 766	2 495 737 495

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour régler les problèmes liés à l'administration de la paye (budget fédéral de 2018) (poste horizontal)	Crédit 1a	2 339 766
---	-----------	------------------

Total des crédits à adopter

2 339 766

Transferts

Transferts à l'interne

Réaffectation des ressources à l'interne pour la mise en œuvre d'une définition commune du crédit pour dépenses en capital	Crédit 1a	2 832 966
	Crédit 5	(2 832 966)

Total

.....

Total des transferts

.....

Total des dépenses budgétaires

2 339 766

Service de protection parlementaire

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses du programme	76 663 760	.....	7 127 658	83 791 418
Total des crédits	76 663 760	.....	7 127 658	83 791 418
Total des postes législatifs	6 784 000	.....	502 057	7 286 057
Total des dépenses budgétaires	83 447 760	.....	7 629 715	91 077 475

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires			
Crédits à adopter			
Fonds pour la sécurité sur la Colline du Parlement		Crédit 1a	7 127 658
Total des crédits à adopter			7 127 658
Total des crédits législatifs			502 057
Total des dépenses budgétaires			7 629 715

Services partagés Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses de fonctionnement	1 420 898 780	50 931 362	96 630 636	1 568 460 778
5a Dépenses en capital	337 663 966	(41 562 406)	15 574 413	311 675 973
Total des crédits	1 758 562 746	9 368 956	112 205 049	1 880 136 751
Total des postes législatifs	88 394 936	163 853	3 239 485	91 798 274
Total des dépenses budgétaires	1 846 957 682	9 532 809	115 444 534	1 971 935 025

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour adresser les questions d'intégrité du programme	Crédit 1a	83 588 259
	Crédit 5a	10 729 403
Total		94 317 662
Fonds pour le Plan des niveaux d'immigration pour 2018-2020 (poste horizontal)	Crédit 1a	9 910 829
	Crédit 5a	4 690 907
Total		14 601 736
Fonds pour les coûts liés à la prestation de services essentiels de technologie de l'information	Crédit 1a	2 519 573
	Crédit 5a	154 103
Total		2 673 676
Fonds pour régler les problèmes liés à l'administration de la paye (budget fédéral de 2018) (poste horizontal)	Crédit 1a	611 975
Total des crédits à adopter		112 205 049
Total des crédits législatifs		3 239 485
Transferts		
Transferts provenant d'autres organisations		
Transfert du ministère de la Défense nationale à Services partagés Canada pour fournir l'infrastructure et l'équipement de technologie de l'information pour le complexe Carling à Ottawa	Crédit 5a	8 074 973

Transfert de l'Agence des services frontaliers du Canada, du ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration, du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement, du ministère de la Défense nationale et du ministère des Ressources naturelles à Services partagés Canada pour les coûts liés à la prestation de services essentiels de technologie de l'information	Crédit 1a	931 362
	Crédit 5a	362 621
Total		1 293 983
Transferts à l'interne		
Fonds pour les services professionnels et les contrats d'entretien, et pour l'augmentation continue des coûts associés à l'entretien et à l'exploitation des services d'infrastructure héritée	Crédit 1a	50 000 000
	Crédit 5a	(50 000 000)
Total		.....
Total des dépenses budgétaires		124 977 343

Société canadienne d'hypothèques et de logement

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Remboursement en vertu des dispositions de la Loi nationale sur l'habitation et la Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement	2 427 435 894	.....	7 000 000	2 434 435 894
Total des dépenses budgétaires	2 427 435 894	.....	7 000 000	2 434 435 894
Dépenses non budgétaires				
Total des postes législatifs	(259 433 000)	.....	.....	(259 433 000)
Total des dépenses non budgétaires	(259 433 000)	.....	.....	(259 433 000)

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour le Programme d'amélioration des maisons d'hébergement

Crédit 1a

7 000 000

Total des crédits à adopter

7 000 000

Total des dépenses budgétaires

7 000 000

Société du Centre national des Arts

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Paiements à la Société pour les dépenses de fonctionnement	35 258 623	150 000	.....	35 408 623
Total des dépenses budgétaires	35 258 623	150 000	.....	35 408 623

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert du ministère du Patrimoine canadien à la Société du Centre national des Arts pour l'édition 2019 de l'évènement biennal « Zones théâtrales », dont le mandat est de faire rayonner le théâtre professionnel des communautés francophones canadiennes	Crédit 1a	150 000
--	-----------	----------------

Total des transferts

150 000

Total des dépenses budgétaires

150 000

Statistique Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses du programme	433 145 337	.....	7 542 506	440 687 843
Total des crédits	433 145 337	.....	7 542 506	440 687 843
Total des postes législatifs	68 854 675	.....	.....	68 854 675
Total des dépenses budgétaires	502 000 012	.....	7 542 506	509 542 518

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour le règlement avec les Opérations des enquêtes statistiques

Crédit 1a

7 542 506

Total des crédits à adopter

7 542 506

Total des dépenses budgétaires

7 542 506

Téléfilm Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Paiements à la société devant servir aux fins prévues par la Loi sur Téléfilm Canada	100 866 729	.....	1 000 000	101 866 729
Total des dépenses budgétaires	100 866 729	.....	1 000 000	101 866 729

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires			
Crédits à adopter			
Fonds pour la Stratégie d'exportation créative (poste horizontal)		Crédit 1a	1 000 000
Total des crédits à adopter			1 000 000
Total des dépenses budgétaires			1 000 000

Tribunal des anciens combattants (révision et appel)

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses du programme	10 056 612	.....	99 196	10 155 808
Total des crédits	10 056 612	.....	99 196	10 155 808
Total des postes législatifs	1 319 583	.....	.....	1 319 583
Total des dépenses budgétaires	11 376 195	.....	99 196	11 475 391

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour régler les problèmes liés à l'administration de la paye (budget fédéral de 2018) (poste horizontal)	Crédit 1a	99 196
---	-----------	---------------

Total des crédits à adopter

99 196

Total des dépenses budgétaires

99 196

Budget supplémentaire des dépenses (A) 2018-2019

Annexe

Postes devant être inclus dans les annexes proposées au
projet de loi de crédits

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 proposée au projet de loi de crédits
(pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019)

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN		
1a	– Paiements à l'Administration pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital		36 038 397
	AGENCE CANADIENNE D'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE		
1a	– Dépenses du programme		19 137 411
	– Contributions		
	– Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
	a) la réalisation d'évaluations environnementales par une commission;		
	b) la formation;		
	c) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi.		
	AGENCE CANADIENNE D'INSPECTION DES ALIMENTS		
1a	– Dépenses de fonctionnement	1 177 180	
	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	– Contributions		
5a	– Dépenses en capital	7 591 275	
			8 768 455
	AGENCE CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU NORD		
1a	– Dépenses de fonctionnement		99 196
	AGENCE DE LA SANTÉ PUBLIQUE DU CANADA		
1a	– Dépenses de fonctionnement	2 436 284	
	– Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la vente de produits, de services d'inspection et de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi		
10a	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice	4 616 198	
	– Contributions		
			7 052 482
	AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE		
5a	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		25 537 539
	– Contributions		
	AGENCE FÉDÉRALE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE POUR LE SUD DE L'ONTARIO		
1a	– Dépenses de fonctionnement		99 196
	AGENCE SPATIALE CANADIENNE		
1a	– Dépenses de fonctionnement	1 800 000	

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	AGENCE SPATIALE CANADIENNE <i>(suite et fin)</i>		
5a	– Dépenses en capital	29 654 327	
			31 454 327
	AUTORITÉ DU PONT WINDSOR-DÉTROIT		
1a	– Paiements à l’Autorité pour l’exécution de son mandat, conformément à ses lettres patentes et à l’Accord sur le passage Canada-Michigan		283 605 894
	BUREAU CANADIEN D’ENQUÊTE SUR LES ACCIDENTS DE TRANSPORT ET DE LA SÉCURITÉ DES TRANSPORTS		
1a	– Dépenses du programme		2 481 203
	BUREAU DE L’ENQUÊTEUR CORRECTIONNEL DU CANADA		
1a	– Dépenses du programme		99 196
	BUREAU DE L’INFRASTRUCTURE DU CANADA		
1a	– Dépenses de fonctionnement	34 484 247	
5a	– Dépenses en capital	257 522 708	
10a	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l’exercice – Contributions	256 150 700	
			548 157 655
	BUREAU DU CONSEIL PRIVÉ		
1a	– Dépenses du programme, y compris : a) les dépenses de fonctionnement des commissions d’enquête non prévues; b) les contributions relatives aux frais engagés par des personnes comparaisant devant des commissions d’enquête; c) le fonctionnement de la résidence du premier ministre. – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d’affecter, au cours de l’exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit: a) la formation en matière d’analyse du renseignement; b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l’article 29.2 de cette loi. – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d’État sans être à la tête d’un département d’État, d’un traitement n’excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d’État qui sont à la tête d’un département d’État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d’un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l’article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>		57 692 954
	BUREAU DU DIRECTEUR DES POURSUITES PÉNALES		
1a	– Dépenses du programme – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d’affecter, au cours de l’exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) les services de poursuites et les services connexes;		108 510

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	BUREAU DU DIRECTEUR DES POURSUITES PÉNALES (<i>suite et fin</i>)		
	b) les services de poursuites et les services connexes – conformes au mandat du Bureau – fournis de manière facultative à des sociétés d'État et à des organisations non fédérales ou internationales;		
	c) les services de soutien internes fournis en vertu de l'article 29.2 de cette loi.		
	CENTRE DE LA SÉCURITÉ DES TÉLÉCOMMUNICATIONS		
1a	– Dépenses du programme		1 923 668
	– Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ses activités, notamment la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi		
	CHAMBRE DES COMMUNES		
1a	– Dépenses du programme, notamment les paiements liés au fonctionnement des bureaux de circonscription des députés		15 906 585
	– Contributions		
	– Autorisation de dépenser les recettes perçues au cours de l'exercice qui proviennent de ses activités		
	COMITÉ DE SURVEILLANCE DES ACTIVITÉS DE RENSEIGNEMENT DE SÉCURITÉ		
1a	– Dépenses du programme		99 196
	COMITÉ EXTERNE D'EXAMEN DE LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA		
1a	– Dépenses du programme		236 162
	COMMISSION CANADIENNE DES GRAINS		
1a	– Dépenses du programme		99 196
	COMMISSION CANADIENNE DU LAIT		
1a	– Dépenses du programme		99 196
	COMMISSION CIVILE D'EXAMEN ET DE TRAITEMENT DES PLAINTES RELATIVES À LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA		
1a	– Dépenses du programme		99 196
	COMMISSION DE L'IMMIGRATION ET DU STATUT DE RÉFUGIÉ		
1a	– Dépenses du programme		1 809 767
	COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE		
1a	– Dépenses du programme		99 196
	– Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la fourniture de produits et services de dotation, d'évaluation et de counseling et de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	COMMISSION DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES DU CANADA		
1a	– Dépenses du programme – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services visant le traitement des demandes de suspension du casier présentées par les personnes condamnées pour des infractions à des lois ou règlements fédéraux		99 196
	COMMISSION DU DROIT D'AUTEUR		
1a	– Dépenses du programme		99 196
	COMMISSION MIXTE INTERNATIONALE (SECTION CANADIENNE)		
1a	– Dépenses du programme – Dépenses de la section canadienne, y compris les traitements – Dépenses relatives aux études, enquêtes et relevés exécutés par la Commission en vertu du mandat international qui lui est confié – Dépenses faites par la Commission en vertu de l'Accord entre le Canada et les États-Unis relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs		963 264
	CONSEIL D'EXAMEN DU PRIX DES MÉDICAMENTS BREVETÉS		
1a	– Dépenses du programme		99 196
	CONSEIL DE LA RADIODIFFUSION ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS CANADIENNES		
1a	– Dépenses du programme – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci au titre du <i>Règlement de 2010 sur les droits de télécommunication</i> , du <i>Règlement de 1997 sur les droits de licence de radiodiffusion</i> et du <i>Règlement sur les droits relatifs aux télécommunications non sollicitées</i> et dans le cadre de ses autres activités, jusqu'à concurrence des montants approuvés par le Conseil du Trésor		99 196
	CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES HUMAINES		
5a	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		1
	CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES NATURELLES ET EN GÉNIE		
5a	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		1
	CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES DU CANADA		
10a	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions, y compris la fourniture de biens et de services pour l'observatoire international du Télescope de trente mètres		4 927 922
	ÉCOLE DE LA FONCTION PUBLIQUE DU CANADA		
1a	– Dépenses du programme		99 196

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	GENDARMERIE ROYALE DU CANADA		
1a	– Dépenses de fonctionnement – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi	70 086 955	
5a	– Dépenses en capital	23 130 497	
10a	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice, le montant prévu pour chaque subvention pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor – Contributions	19 500 000	
			112 717 452
	INSTITUTS DE RECHERCHE EN SANTÉ DU CANADA		
5a	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		1
	MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'AGROALIMENTAIRE		
1a	– Dépenses de fonctionnement – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) les ententes de recherche concertée et les services de recherche; b) les activités de pâturage et de reproduction du Programme de pâturages communautaires; c) l'administration du programme « Agri-stabilité »; d) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi. – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	23 942 270	
5a	– Dépenses en capital	4 495 859	
10a	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions	1 000 000	
			29 438 129
	MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL		
1a	– Dépenses de fonctionnement – Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :	13 099 162	

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL <i>(suite et fin)</i>		
	a) les services du Secteur des programmes d'accès public; b) les services visant à aider les provinces à administrer les programmes provinciaux financés aux termes des ententes sur le développement du marché du travail; c) les services offerts au nom d'autres ministères fédéraux; d) les services de soutien internes fournis en vertu de l'article 29.2 de cette loi; e) tout montant facturé à une société d'État en vertu de l'alinéa 14b) de la <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i> en lien avec les coûts de litige pour les recours par subrogation pour les sociétés d'État; f) la portion des coûts de litige découlant des règlements pour les demandes de réclamation auprès de tiers pour les ministères et les organismes faits en vertu de la <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i> . – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>		
5a	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions	54 346 204	
			67 445 366
	MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT		
1a	– Dépenses de fonctionnement – Autorisation au ministre de l'Environnement d'engager des experts-conseils dont les commissions peuvent avoir besoin et versement à ceux-ci des traitements déterminés par celles-ci – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi et de ce qui suit : a) les services de recherche, les services d'analyse et les services scientifiques; b) les relevés hydrologiques; c) les services de réglementation; d) les services de surveillance, notamment les activités de surveillance des sables bitumineux; e) les droits d'entrée; f) les permis; g) les services de biens immobiliers. – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	15 194 014	

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT (<i>suite et fin</i>)		
10a	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions, y compris celles aux pays en développement via le Fonds multilatéral pour l'application du Protocole de Montréal, sous forme de paiements en argent ou de fourniture de biens, d'équipement ou de services	5 978 689	
			21 172 703
	MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE		
1a	– Dépenses de fonctionnement – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi et de services de soutien internes à l'Office de la propriété intellectuelle du Canada; b) les activités liées aux recherches sur les communications au Centre de recherches sur les communications; c) les services et la procédure d'insolvabilité, au titre de la <i>Loi sur la faillite et l'insolvabilité</i> , au Bureau du surintendant des faillites; d) les activités de Corporations Canada au titre de la <i>Loi canadienne sur les sociétés par actions</i> , de la <i>Loi sur les chambres de commerce</i> , de la <i>Loi canadienne sur les coopératives</i> , de la <i>Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif</i> et de la <i>Loi sur les corporations canadiennes</i> ; e) les services et la procédure réglementaire au Bureau de la concurrence pour les fusions et toute chose s'y rapportant, y compris les avis préalable à une fusion, les certificats de décision préalable et les avis consultatifs au titre de la <i>Loi sur la concurrence</i> . – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	4 149 095	
10a	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions	154 667 316	
			158 816 411
	MINISTÈRE DE LA CITOYENNETÉ ET DE L'IMMIGRATION		
1a	– Dépenses de fonctionnement – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice pour la prestation de services dans le cadre du programme « Expérience internationale Canada », les recettes perçues au cours de cet exercice qui proviennent de la prestation de ces services – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux	7 113 949	

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	MINISTÈRE DE LA CITOYENNETÉ ET DE L'IMMIGRATION (<i>suite et fin</i>)		
	ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>		
5a	– Dépenses en capital	8 666 837	
10a	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions, y compris la fourniture de biens et de services	53 000 000	
			68 780 786
	MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE		
1a	– Dépenses de fonctionnement – Autorisation de contracter, sous réserve d'affectation par le Conseil du Trésor, des engagements totalisant 33 438 160 225 \$ à l'égard des crédits 1, 5 et 10 du ministère, quelle que soit l'année au cours de laquelle sera effectué tout paiement afférent à l'un ou l'autre de ces engagements (et dont il est estimé qu'une tranche de 13 906 191 483 \$ deviendra payable dans les années à venir) – Autorisation de faire des dépenses ou des avances recouvrables, sous réserve des directives du Conseil du Trésor, à l'égard du matériel fourni à des particuliers, des sociétés, des organismes extérieurs, d'autres ministères ou organismes fédéraux et d'autres administrations, ou des services rendus en leur nom – Autorisation d'effectuer des paiements dans le cadre : a) de programmes de pension, d'assurance et de sécurité sociale ou d'autres ententes pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada; b) de l'administration de ces programmes ou ententes, y compris les primes, contributions, avantages, frais et autres dépenses engagés pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada et pour d'autres personnes déterminées par le Conseil du Trésor. – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la Loi sur les traitements, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	56 276 610	
5a	– Dépenses en capital	313 034 460	
10a	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice et contributions, y compris : a) les montants versés à un bénéficiaire ou ce qui en tient lieu, notamment pour : (i) la fourniture de biens ou de services, (ii) l'utilisation d'installations, b) les contributions pouvant être approuvées par le gouverneur en conseil, aux termes de l'article 3 de la <i>Loi de 1950 sur les crédits de défense</i> , pour :	24 183 114	

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE <i>(suite et fin)</i>		
	(i) l'acquisition ou le transfert d'équipement de défense, (ii) la fourniture de services aux fins de défense, (iii) l'acquisition ou le transfert de fournitures ou d'installations aux fins de défense.		
15a	– Radiation, au titre du paragraphe 25 (2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , de sept dettes totalisant 15 380 \$ dues à Sa Majesté du chef du Canada relatives à : a) des avances octroyées à des militaires des Forces canadiennes et à des militaires des forces étrangères présentes au Canada; b) des avances permanentes émises à des fins militaires; c) des fonds perdus	1	
20a	– Renonciation, au titre de l'article 24.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , à une créance relative à une avance octroyée à un militaire des Forces canadiennes, due à Sa Majesté du chef du Canada et s'élevant à 173 \$	1	
			393 494 186
	MINISTÈRE DE LA DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN		
5a	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions		53 521 644
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE		
1a	– Dépenses de fonctionnement – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) les services juridiques fournis de manière obligatoire aux ministères et organismes fédéraux; b) les services juridiques – conformes au mandat du ministère – fournis de manière facultative à des sociétés d'État et à des organisations non fédérales ou internationales; c) les services de soutien internes fournis en vertu de l'article 29.2 de cette loi.	2 930 431	
5a	– Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions	2 050 000	
			4 980 431
	MINISTÈRE DE LA SANTÉ		
1a	– Dépenses de fonctionnement – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :	7 196 232	

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	MINISTÈRE DE LA SANTÉ <i>(suite et fin)</i>		
10a	a) la prestation de services – ou la vente de produits – se rattachant à la santé, au bien-être et aux activités de réglementation; b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l’article 29.2 de cette loi. – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d’État sans être à la tête d’un département d’État, d’un traitement n’excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d’État qui sont à la tête d’un département d’État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d’un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l’article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l’exercice – Contributions, sous forme de paiements en argent ou de fourniture de biens ou de services	7 349 730	
			14 545 962
	MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE ET DE LA PROTECTION CIVILE		
1a	– Dépenses de fonctionnement – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d’affecter, au cours de l’exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l’article 29.2 de cette loi – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d’État sans être à la tête d’un département d’État, d’un traitement n’excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d’État qui sont à la tête d’un département d’État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d’un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l’article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	7 370 883	
5a	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l’exercice – Contributions	28 312 659	
			35 683 542
	MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DU COMMERCE ET DU DÉVELOPPEMENT		
1a	– Dépenses de fonctionnement, y compris celles liées à la nomination de représentants du Canada à l’étranger, à leur personnel et aux Canadiens affectés par le gouvernement canadien au personnel d’organismes internationaux – Autorisation de faire des avances recouvrables à des organismes internationaux jusqu’à concurrence de la valeur des actions détenues au sein de ces organismes – Dépenses relatives aux locaux de l’Organisation de l’aviation civile internationale – Autorisation d’effectuer des dépenses recouvrables pour aider des citoyens et résidents canadiens domiciliés à l’extérieur du Canada qui se trouvent en difficulté à l’étranger, y compris leurs personnes à charge, et pour rapatrier ces personnes	25 862 186	

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	<p align="center">MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DU COMMERCE ET DU DÉVELOPPEMENT <i>(suite et fin)</i></p> <p>– Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :</p> <p>a) les foires commerciales et éducatives;</p> <p>b) les publications ministérielles;</p> <p>c) la prestation des services suivants :</p> <p>(i) la formation offerte par l'Institut canadien du service extérieur,</p> <p>(ii) les missions commerciales et autres services de développement du commerce international,</p> <p>(iii) les services de développement des investissements,</p> <p>(iv) les services de télécommunication internationale,</p> <p>(v) les autres services fournis à l'étranger à d'autres ministères, organismes, sociétés d'État et autres organisations non fédérales,</p> <p>(vi) les services consulaires spécialisés.</p> <p>– Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i></p>		
5a	– Dépenses en capital	1 137 013	
10a	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice	271 619 430	
	– Contributions, y compris les paiements à d'autres fins précisées et la fourniture de biens et de services pour :		
	a) la promotion du commerce et de l'investissement;		
	b) l'aide humanitaire internationale et l'aide fournie en lien avec la sécurité internationale, le développement international et la paix mondiale.		
15a	– Paiements effectués dans le cadre :	18 020 000	
	a) de programmes de pension, d'assurance et de sécurité sociale ou d'autres ententes pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada;		
	b) de l'administration de ces programmes ou ententes, y compris les primes, contributions, avantages, frais et autres dépenses engagées pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada et pour d'autres personnes déterminées par le Conseil du Trésor.		
			316 638 629
	<p align="center">MINISTÈRE DES AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN</p>		
1a	– Dépenses de fonctionnement	301 966 236	
	– Dépenses relatives aux ouvrages, bâtiments et matériel		
	– Autorisation d'effectuer des dépenses – recouvrables ou non – relatives aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral et aux services fournis à l'égard de celles-ci		
	– Autorisation d'affecter des fonds dans le cadre d'activités favorisant le progrès économique des Indiens et des Inuits, relatives au développement de la capacité des Indiens et des Inuits et à l'approvisionnement en matériaux et en matériel		
	– Autorisation de vendre de l'électricité, conformément aux conditions		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	<p>MINISTÈRE DES AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN (<i>suite et fin</i>)</p> <p>approuvées par le gouverneur en conseil, aux consommateurs qui sont des particuliers vivant dans des centres éloignés lorsque ces derniers n'ont pas accès aux sources alternatives locales d'approvisionnement</p> <p>– Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi</p> <p>– Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i></p>		
5a	<p>– Dépenses en capital</p> <p>– Dépenses relatives aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel dont la gestion, le contrôle et la propriété peuvent être cédés :</p> <p>a) soit aux gouvernements provinciaux, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil;</p> <p>b) soit à des bandes indiennes ou à des Indiens, à titre collectif ou particulier, à la discrétion du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien.</p> <p>– Dépenses relatives aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel engagées à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral</p> <p>– Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables pour des montants ne dépassant pas la part des frais assumés par les gouvernements provinciaux pour des routes et ouvrages connexes</p>	9 877 924	
10a	<p>– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice</p> <p>– Contributions</p>	1 374 412 013	
			1 686 256 173
	<p>MINISTÈRE DES ANCIENS COMBATTANTS</p>		
1a	<p>– Dépenses de fonctionnement</p> <p>– Dépenses afférentes à l'entretien de propriétés immobilières, y compris celles relatives à des travaux de génie et de recherche technique qui n'ajoutent aucune valeur tangible à la propriété ainsi que le paiement des taxes, assurances et services publics</p> <p>– Sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, les dépenses afférentes :</p> <p>a) aux travaux de réparation nécessaires sur des propriétés construites en vertu de contrats particuliers à prix ferme et vendues conformément à la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i> (S.R.C. (1970), ch. V-4), afin de corriger des défauts dont ni l'ancien combattant ni l'entrepreneur ne peuvent être tenus financièrement responsables;</p> <p>b) à tout autre travail qui s'impose sur d'autres propriétés afin de sauvegarder l'intérêt que le directeur y possède.</p> <p>– Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une</p>	48 981 752	

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	MINISTÈRE DES ANCIENS COMBATTANTS (<i>suite et fin</i>)		
	charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>		
5a	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice, le montant inscrit à chacune des subventions pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor	1	
	– Contributions		48 981 753
	MINISTÈRE DES FINANCES		
1a	– Dépenses du programme	3 146 796	
	– Contributions		
	– Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi		
	– Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>		
10a	- En vertu du paragraphe 14(1) de la <i>Loi sur le Bureau de transition vers un régime canadien de réglementation des valeurs mobilières</i> , le montant total des paiements directs que le ministre des Finances peut faire au Bureau de transition vers un régime canadien de réglementation des valeurs mobilières ne peut excéder 107 500 000 \$	1	
			3 146 797
	MINISTÈRE DES PÊCHES ET DES OCÉANS		
1a	– Dépenses de fonctionnement	36 799 816	
	– Participation du Canada aux dépenses des commissions internationales des pêches		
	– Autorisation de fournir gratuitement des locaux aux commissions internationales des pêches		
	– Autorisation de faire des avances recouvrables équivalentes aux montants de la quote-part de ces commissions dans les programmes à frais partagés		
	– Autorisation de faire des avances recouvrables pour des services de transport et d'arrimage et d'autres services de la marine marchande fournis à des particuliers, à des organismes indépendants et à d'autres gouvernements en lien avec l'exercice de sa compétence en matière de navigation, y compris les aides à la navigation et à la navigation maritime		
	– Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	<p align="center">MINISTÈRE DES PÊCHES ET DES OCÉANS (<i>suite et fin</i>)</p> <p>dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :</p> <p>a) les activités de la Garde côtière canadienne;</p> <p>b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi.</p> <p>– Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i></p>		
5a	– Dépenses en capital	883 499 828	
10a	– Autorisation de faire des paiements aux provinces, aux municipalités et à des autorités locales ou privées à titre de contributions à des travaux de construction entrepris par ces administrations ou autorités		
10a	– Autorisation d'acheter des bateaux de pêche commerciale et d'en disposer	57 947 049	
	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	– Contributions		978 246 693
	<p align="center">MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES</p>		
1a	– Dépenses de fonctionnement	11 309 734	
	– Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
	a) la vente de produits d'information et de produits forestiers;		
	b) la délivrance de licences, de permis et de certificats en vertu de la <i>Loi sur les explosifs</i> et du <i>Règlement de 2013 sur les explosifs</i> ;		
	c) la formation et les attestations de formation liées à la loi et au règlement visés à l'alinéa b);		
	d) la perception, dans le cadre des activités du ministère, de frais pour des services de recherche, de consultation, d'évaluation, d'analyse et d'administration et pour l'accès à des travaux de recherche;		
	e) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> .		
	– Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>		
5a	– Dépenses en capital	700 000	

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES (<i>suite et fin</i>)		
10a	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions	250 000	12 259 734
	MINISTÈRE DES SERVICES AUX AUTOCHTONES CANADA		
1a	– Dépenses de fonctionnement – Dépenses relatives aux ouvrages, bâtiments et matériel – Autorisation d'effectuer des dépenses – recouvrables ou non – relatives aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral et aux services fournis à l'égard de celles-ci – Autorisation d'affecter des fonds dans le cadre d'activités favorisant le progrès économique des Indiens et des Inuits, relatives au développement de la capacité des Indiens et des Inuits et à l'approvisionnement en matériaux et en matériel – Autorisation de vendre de l'électricité, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, aux consommateurs qui sont des particuliers vivant dans des centres éloignés lorsque ces derniers n'ont pas accès aux sources alternatives locales d'approvisionnement – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) la prestation de services ou la vente de produits se rattachant à la protection de la santé et aux services médicaux; b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi. – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	86 242 640	
5a	– Dépenses en capital – Dépenses relatives aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel dont la gestion, le contrôle et la propriété peuvent être cédés : a) soit aux gouvernements provinciaux, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil; b) soit à des bandes indiennes ou à des Indiens, à titre collectif ou particulier, à la discrétion du ministre d'État portant le titre de ministre des Services aux Autochtones. – Dépenses relatives aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel engagées à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral – Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables pour des montants ne dépassant pas la part des frais assumés par les gouvernements provinciaux pour des routes et ouvrages connexes	150 000	

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
10a	MINISTÈRE DES SERVICES AUX AUTOCHTONES CANADA (<i>suite et fin</i>) – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l’exercice – Contributions, sous forme de paiements en argent ou de fourniture de biens ou de services	1 137 226 499	1 223 619 139
1a	MINISTÈRE DES TRANSPORTS – Dépenses de fonctionnement – Autorisation d’engager des dépenses pour des biens autres que fédéraux dans le cadre de l’exercice d’une compétence en matière d’aéronautique – Autorisation de payer des commissions pour le recouvrement de revenus en vertu de la <i>Loi sur l’aéronautique</i> – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d’affecter, au cours de l’exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l’article 29.2 de cette loi – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d’État sans être à la tête d’un département d’État, d’un traitement n’excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d’État qui sont à la tête d’un département d’État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d’un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l’article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	10 927 693	
5a	– Dépenses en capital	1 438 265	32 096 628
10a	Subventions et contributions – Réseau de transport efficace – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l’exercice – Contributions	6 049 065	
15a	Subventions et contributions – Réseau de transport écologique et novateur – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l’exercice – Contributions	3 131 670	
20a	Subventions et contributions – Réseau de transport sûr et sécuritaire – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l’exercice – Contributions	10 549 935	
1a	MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX – Dépenses de fonctionnement pour la prestation de services de gestion des locaux et de services communs et centraux – Autorisation d’effectuer des dépenses recouvrables liées à l’application du <i>Régime de pensions du Canada</i> , de la <i>Loi sur l’assurance-emploi</i> et de la <i>Loi sur l’administration des biens saisis</i> – Autorisation de dépenser les recettes perçues au cours de l’exercice qui proviennent de la prestation de services de gestion des locaux et des services communs et centraux – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d’affecter, au cours de l’exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien			61 110 968

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	<p style="text-align: center;">MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX (suite et fin)</p> <p>internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i></p>		
	<p style="text-align: center;">MINISTÈRE DU PATRIMOINE CANADIEN</p>		
1a	<p>– Dépenses de fonctionnement – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :</p> <p>a) les activités de l'Institut canadien de conservation, du Réseau canadien d'information sur le patrimoine et du Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens; b) les activités afférentes au programme « Expérience de la capitale »; c) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi.</p> <p>– Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i></p>	6 931 674	
5a	<p>– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions</p>	25 500 000	
			32 431 674
	<p style="text-align: center;">OFFICE DES TRANSPORTS DU CANADA</p>		
1a	– Dépenses du programme		1 671 892
	<p style="text-align: center;">OFFICE NATIONAL DE L'ÉNERGIE</p>		
1a	– Dépenses du programme – Contributions		7 066 675
	<p style="text-align: center;">OFFICE NATIONAL DU FILM</p>		
1a	– Dépenses du programme		99 196
	<p style="text-align: center;">REGISTRAIRE DE LA COUR SUPRÊME DU CANADA</p>		
1a	– Dépenses du programme		115 004

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	SECRÉTARIAT DU COMITÉ DES PARLEMENTAIRES SUR LA SÉCURITÉ NATIONALE ET LE RENSEIGNEMENT		
1a	– Dépenses du programme		3 278 218
	SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR		
1a	– Dépenses du programme	26 629 870	
	– Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi et de ses autres activités		
	– Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>		
10a	Initiatives pangouvernementales	247 520 000	
	– Autorisation donnée au Conseil du Trésor d'augmenter tout crédit accordé pour l'exercice, pour appuyer la mise en œuvre d'initiatives entreprises dans l'administration publique fédérale en matière de gestion stratégique		
15a	Rajustements à la rémunération	541 377 556	
	– Autorisation donnée au Conseil du Trésor d'augmenter tout crédit accordé pour l'exercice qui peut nécessiter un financement partiel ou intégral par suite de rajustements effectués aux modalités de service ou d'emploi de l'administration publique fédérale, notamment la Gendarmerie royale du Canada, des membres des Forces canadiennes, des personnes nommées par le gouverneur en conseil et des employés des <i>sociétés d'État</i> , au sens du paragraphe 83(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>		
			815 527 426
	SERVICE ADMINISTRATIF DES TRIBUNAUX JUDICIAIRES		
1a	– Dépenses du programme		4 588 336
	SERVICE CANADIEN DU RENSEIGNEMENT DE SÉCURITÉ		
1a	– Dépenses du programme		13 893 055
	SERVICE CORRECTIONNEL DU CANADA		
1a	– Dépenses de fonctionnement		2 339 766
	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	– Contributions		
	– Autorisation de verser à la Caisse de bienfaisance des détenus les revenus tirés, au cours de l'exercice, des activités des détenus financées par cette caisse		
	– Autorisation d'exploiter des cantines dans les établissements fédéraux et de verser les recettes, au cours de l'exercice, à la Caisse de bienfaisance des détenus		
	– Paiements, selon les conditions fixées par le gouverneur en conseil :		
	a) aux détenus libérés aux prises avec une incapacité physique résultant de leur participation aux activités normales dans des établissements fédéraux ou pour le		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	<p>SERVICE CORRECTIONNEL DU CANADA (<i>suite et fin</i>)</p> <p>compte de tels détenus;</p> <p>b) aux personnes à charge de détenus – libérés ou non – décédés à la suite de leur participation à de telles activités.</p> <p>– Autorisation au ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, sous réserve de l’approbation du gouverneur en conseil, de conclure une entente avec le gouvernement de toute province en vue, selon le cas :</p> <p>a) de l’incarcération, dans les établissements de cette province, de personnes condamnées ou transférées dans un pénitencier;</p> <p>b) de l’indemnisation afférente à l’entretien de ces personnes;</p> <p>c) du paiement des frais de construction et d’autres frais connexes de ces établissements.</p>		
	<p>SERVICE DE PROTECTION PARLEMENTAIRE</p> <p>1a – Dépenses du programme</p> <p>– Autorisation de dépenser les recettes perçues au cours de l’exercice qui proviennent de ses activités</p>		7 127 658
	<p>SERVICES PARTAGÉS CANADA</p> <p>1a – Dépenses de fonctionnement</p> <p>– Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d’affecter, au cours de l’exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice pour la prestation de services de technologies de l’information au titre de la <i>Loi sur Services partagés Canada</i>, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de ces services</p>	96 630 636	
	<p>5a – Dépenses en capital</p> <p>– Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d’affecter, au cours de l’exercice, à la compensation des dépenses en capital engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de technologie de l’information au titre de la <i>Loi sur Services partagés Canada</i></p>	15 574 413	
			112 205 049
	<p>SOCIÉTÉ CANADIENNE D’HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT</p> <p>1a – Paiements à la Société visant à la rembourser pour les remises accordées par elle sur les prêts consentis, les subventions et contributions versées, les dépenses contractées, les pertes subies et les frais et débours engagés, selon le cas :</p> <p>a) au titre de la <i>Loi nationale sur l’habitation</i>;</p> <p>b) dans le cadre des attributions qui lui sont conférées par toute autre loi fédérale et qu’elle exerce en conformité avec la <i>Loi sur la Société canadienne d’hypothèques et de logement</i>.</p>		7 000 000
	<p>STATISTIQUE CANADA</p> <p>1a – Dépenses du programme</p> <p>– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l’exercice</p> <p>– Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d’affecter, au cours de l’exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l’article 29.2 de cette loi</p>		7 542 506

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
1a	<p style="text-align: center;">TÉLÉFILM CANADA</p> – Paiements à la société devant servir aux fins prévues par la <i>Loi sur Téléfilm Canada</i>		1 000 000
1a	<p style="text-align: center;">TRIBUNAL DES ANCIENS COMBATTANTS (RÉVISION ET APPEL)</p> – Dépenses du programme		99 196
			7 386 030 523

Postes devant être inclus dans l'annexe 2 proposée au projet de loi de crédits
(pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020)

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	AGENCE DES SERVICES FRONTALIERS DU CANADA		
1a	– Dépenses de fonctionnement – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) les droits – liés aux activités à la frontière – perçus pour la prestation d'un service, l'utilisation d'une installation, l'achat d'un produit ou l'exercice d'un droit ou d'un privilège; b) les paiements reçus au titre de contrats conclus par l'Agence.	85 051 922	
5a	– Dépenses en capital	2 185 714	
			87 237 636
	AGENCE DU REVENU DU CANADA		
1a	– Dépenses de fonctionnement – Contributions – Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	25 641 123	
5a	– Dépenses en capital – Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	3 504 239	
			29 145 362
	AGENCE PARCS CANADA		
1a	– Dépenses du programme – Dépenses en capital – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions, notamment : a) les dépenses afférentes à des propriétés autres que celles du gouvernement fédéral; b) les paiements aux provinces et aux municipalités à titre de contributions à l'égard des engagements assumés par ces dernières.		45 031 380
			161 414 378